



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761114689003>

RAPPORT FINAL

AUTEUR: Jean-Charles Bonenfant

TITRE: Les Canadiens français et la
naissance de la Confédération

Div: II Rapport no. 4

LES CANADIENS FRANÇAIS ET LA NAISSANCE
DE LA CONFÉDÉRATION.

II - Les Canadiens français au moment de la Confédération

- A Population peu urbanisée
- B Institutions municipales
- C Structures religieuses
- D Education
- E Les journaux
- F Littérature

III - Les Canadiens français et les projets natio-nalisa-tifs de fédéralisme

- A Avant 1860
- B Après 1860

IV - Les Canadiens français face aux événements qui
Rapport présenté à la Commission royale
d'enquête sur le bilinguisme et le
biculturalisme.

- A Assemblée législative
- B Débat sur les réformations de Québec
- C Au conseil législatif
- D À la Chambre
- E L'opposition
- F 1865-1866
- G Arrimage en divorce
- H Changements politiques
- I La saison de 1866
- J Les circonscriptions protégées
- K Le problème de l'éducation
- L Le mandat de deux députés
- M Les Jeux sont relâchés

V - L'Assemblée législative du Canada
Jean-Charles Bonenfant
avril 1966.

- A L'âme du peuple
- B Les libertés
- C Les élections
- D L'épiscopat et les élections
- E Mgr Charles-François Baillargeon
- F Mgr Ignace Bourget

Table de matières

<u>Titre</u>		<u>Page</u>
I - Introduction		
II - Les Canadiens français au moment de la Confédération		1
A) Population peu urbanisée		3
B) Institutions municipales		5
C) Structures religieuses		7
D) Education		8
E) Les journaux		11
F) Littérature		12
III - Les Canadiens français et les projets théoriques de fédéralisme		
A) Avant 1840		15
B) Après 1840		19
IV - Les Canadiens français face aux événements qui ont précédé la Confédération		24
A) La proposition de Galt		24
B) La conférence de Québec		42
C) Manifeste de Dorion		45
D) Assemblées populaires		49
E) Débats sur les résolutions de Québec		51
F) Au conseil législatif		52
G) A la chambre basse		55
H) L'opposition		67
I) 1865-1866		77
J) Mariage et divorce		85
K) Changements politiques		88
L) La session de 1866		91
M) Les circonscriptions protégées		95
N) Le problème de l'éducation		98
O) Le manifeste de vingt députés		116
P) Les jeux sont faits		120
V - L'attitude des Canadiens français au lendemain de la naissance de la Confédération		126
A) L'écho du peuple		127
B) Les libéraux		130
C) Les élections		132
D) L'épiscopat et les élections		133
E) Mgr Charles-François Baillargeon		136
F) Mgr Ignace Bourget		138

G)	Mgr Charles Larocque	144
H)	Mgr Thomas Cooke	148
I)	Mgr Jean Langevin	151
J)	Les conservateurs	153
K)	Les libéraux	154
L)	Deux brochures	159
M)	Médéric Lanctôt	166
N)	Trois attitudes	168
O)	Résultats	169
P)	Première session fédérale	170
VI	- Les Canadiens français et les causes qui ont donné naissance à la Confédération	174
A)	Difficultés économiques	175
B)	Les chemins de fer	177
C)	La crainte des Etats-Unis	182
D)	Le fénianisme	184
E)	La défense des colonies	186
F)	Solidarité nationale	191
G)	Le nationalisme canadien-français	195
H)	La langue française	201
I)	L'annexion	204
J)	Difficultés politiques dans le Canada-uni	207
K)	Le fédéralisme théorique	209
VII	- Conclusion	224

I Introduction

J'ai voulu dans ce travail montrer rapidement ce qu'était le groupe canadien-français au moment de la naissance de la Confédération et surtout tenter de saisir quelle fut son attitude particulière en face des événements et des causes profondes qui ont engendré le fédéralisme canadien. Certes, un bon nombre d'historiens ont déjà raconté et analysé dans des ouvrages de grande valeur la naissance de la Confédération et ont dû tenir compte de la participation des Canadiens de langue française à la genèse de l'Acte de l'Amérique du Nord de 1867, mais un examen rapide de la bibliographie permet de constater que l'historiographie canadienne-française a plutôt négligé le sujet.¹ Pour aborder plus scientifiquement la question, il faudrait d'ailleurs que se multiplient des monographies sur divers sujets. La présente étude, comme on le constatera, a utilisé les ouvrages déjà existants et les journaux de l'époque.

Elle se divise de la façon suivante:

1. Les Canadiens français au moment de la Confédération
2. Les Canadiens français et les projets théoriques de fédéralisme
3. Les Canadiens français face aux événements qui ont précédé la Confédération
4. L'attitude des Canadiens français au lendemain de la naissance de la Confédération

1. Il faut déplorer l'absence d'ouvrages d'envergure en français sur la naissance de la Confédération. Le seul ouvrage sur le sujet écrit par un Canadien français est La Confédération canadienne, Montréal, 1918, de l'abbé Lionel Groulx. L'auteur explique lui-même qu'il a dû faire vite et déclare "que ces études n'ont nulle prétention à l'œuvre définitive." On trouve un chapitre sur la naissance de la Confédération dans le Cours d'histoire du Canada de Thomas Chapais, tome 8, 1861-1867, Québec, 1934.

5. Les Canadiens français et les causes qui ont donné naissance à la Confédération
6. Conclusion

Il importe d'abord de préciser quelle était la situation démographique des Canadiens de langue française entre 1861 et 1871, après avoir rapidement rappelé comment était née et s'était développée cette population dans les deux siècles précédents.¹

On estime habituellement à 10,000 environ le nombre des Français qui ont immigré au Canada de 1608 à 1760.² Ils avaient atteint le nombre de 65,000 en 1763 et avec l'exode qui eut lieu alors il en resta environ 60,000.

Au recensement de 1851, le premier recensement qu'on regarde comme sérieux, sur 890,261 habitants dans le territoire du Québec d'aujourd'hui, on comptait 669,528 Canadiens français, soit 72.2 pour cent de la population. Dans le Haut-Canada, l'Ontario d'aujourd'hui, sur une population de 925,004 on n'en comptait que 43,732.

En 1861, la population du Haut-Canada était de 1,396,091 et, en 1871, celle de l'Ontario était de 1,620,851. En 1861, celle du Bas-Canada était de 1,111,586 et, en 1871, celle du Québec était de 1,191,516. C'est aux environs de 1850 que la population du Haut-Canada avait dépassé celle du Bas-Canada et elle continuait de

1. L'ouvrage classique sur le sujet auquel on n'a guère ajouté depuis est Histoire de la population canadienne-française de Georges Langlois, Editions Albert Lévesque, Montréal 1934.
2. Paul-Emile Renaud. Les origines économiques du Canada. Gabriel Enault, Mamers, 1928, p. 284.

s'accroître à un rythme plus rapide grâce à l'immigration et par suite d'une forte émigration du Bas-Canada vers les Etats-Unis.

De 252,047 qu'elle était en 1861, la population du Nouveau-Brunswick passa à 285,574 en 1871 et celle de la Nouvelle-Ecosse passa de 300,857 à 387,800. En 1861, il y avait dans l'île du Prince-Edouard 80,857 personnes et en 1871, 94,021. En 1869, Terre-Neuve et le Labrador comptaient 146,536 personnes. La population totale des quatre colonies qui allaient former le Canada était donc en 1861 de 3,090,582 et en 1871, elle était passée à 3,485,761, chiffre auquel il faut ajouter la population du Manitoba devenu province en 1870, 25,228 soit une population totale de 3,510,989.

En 1871, c'est-à-dire au lendemain de la Confédération, dans les quatre provinces d'origine, la proportion de la population française était de 31.07 pour cent, soit 1,082,940, mais elle était de 78.2 pour cent, soit 929,817 dans le Québec. Il y avait cependant en dehors du Québec un groupe assez important de Français puisqu'il s'élevait à 14.14 pour cent, soit 75,383 en Ontario, 44,907 au Nouveau-Brunswick et 32,833 en Nouvelle-Ecosse.³

L'immigration contribuait continuellement à augmenter la population du Haut-Canada. En 1861, 34 pour cent des habitants du Haut-Canada n'y étaient par nés alors que dans le Bas-Canada cette proportion ne s'élevait qu'à 8½ pour cent.⁴

3. Recensement du Canada, 1870-71, vol. I, p.332

4. Le Year Book and Almanac of Canada for 1868, Montréal, p.39

Il est intéressant de noter, comme on ne manquait pas de le faire à l'époque, que le Canada à ses débuts comptait une population à peu près égale à celle des Etats-Unis à leur naissance.

Pour ce qui est du culte, on peut affirmer qu'au moment de la Confédération, les Canadiens de langue française étaient presque tous catholiques, mais un bon nombre de Canadiens de langue anglaise l'étaient aussi. Au recensement de 1871, sur la population de 3,485,761 des quatre provinces, il y avait 1,492,029 catholiques dont 274,162 en Ontario, 1,019,850 dans le Québec, 96,016 dans le Nouveau-Brunswick et 102,001 en Nouvelle-Ecosse.

Bref, au moment de la Confédération, les Canadiens de langue française formaient un groupe de catholiques assez homogène représentant pas tout à fait le tiers de la population. Ce groupe s'identifiait assez facilement par différents traits que nous allons maintenant tenter d'analyser rapidement.

A) Population peu urbanisée

La grande majorité de la population vivait à la campagne puisque, en 1861, Montréal comptait 90,323 habitants, Québec, 51,109, Trois-Rivières, 6,058, Saint-Hyacinthe, 3,636.

Montréal et Québec étaient les deux grandes villes du pays qui allait naître puisque, en 1861, Toronto n'avait que 44,821 habitants et Ottawa 14,669.

Montréal est cependant à l'époque de la naissance de la Confédération une ville où la prépondérance est légèrement britannique. Le géographe Raoul Blanchard a été un des premiers à noter ce phénomène important dans la première partie du dix-neuvième siècle, celui de la substitution d'une majorité raciale à une autre à Montréal. C'est au moment de la Confédération que le vent va définitivement tourner.⁵ La poussée anglo-saxonne était due en bonne partie à une sorte d'invasion irlandaise, mais le résultat était le même et Montréal était une ville plutôt bi-ethnique que française. Après avoir décrit le développement de Montréal à l'approche de la Confédération, Blanchard écrit :

"Ainsi Montréal est lancé. Sept Mille deux cents maisons en 1851, plus de 17.000 en 1871, avec 20.786 ménages; les demeures en dur, brique ou pierre, beaucoup plus nombreuses que celles de bois; un air monumental qui fait dire à un voyageur en 1867 que ses rues sont plus belles qu'aux Etats-Unis. Déjà une vraie réussite, dont il faut faire honneur aux Britanniques. Ce n'est pourtant encore qu'un point de départ, un tremplin, d'ailleurs solide, d'où la ville va s'élançer pour atteindre en 70 ans le million d'âmes, et cette fois, grâce à l'essor souverain de l'industrie."⁶

Québec est encore la ville la plus populeuse, mais elle est sur le point de péricliter pour ne devenir que la capitale d'une province. Raoul Blanchard et en s'inspirant en bonne partie de celui-ci, Clément Brown ont décrit comment au milieu du siècle dernier, Québec est entrée dans une longue période de

5. Raoul Blanchard, L'Ouest du Canada français, Montréal, 1953, pp. 225-256

6. Id., p. 265

léthargie. "Aux environs de 1850, écrit Brown, les règlements américains du "draw-back" et l'abolition des "Corn Laws" anglaises avaient déjà provoqué de dures répercussions sur l'économie québécoise. Le développement de Montréal devait accentuer la pression exercée contre Québec. La future métropole du Canada fut favorisée par l'aménagement de vastes canaux qui la mirent en communication avec le Haut-Canada et, par les Grands Lacs, avec le Middle West américain; par la construction de chemins de fer la reliant aux ports de l'Atlantique et aux centres industriels et commerciaux du Haut-Canada et des Etats-Unis, par la généralisation de la navigation à la vapeur. Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, Québec vit péricliter et mourir ses chantiers maritimes et son commerce de bois. De désastreux incendies rasent la ville presque entièrement. Les ouvriers de Québec, incapables de trouver dans les nouvelles industries qui s'installent un débouché satisfaisant, s'expatrient en grand nombre. Québec cessa aussi, avec la Confédération, d'être la capitale du Canada et vit partir sa garnison britannique qui repassa les mers."⁷

B)

Institutions municipales

Au moment de la Confédération, le Bas-Canada possédait depuis quelques années seulement des institutions municipales. Dans le rapport qu'il avait présenté en 1839, sur la situation

7. Clément Brown, Québec croissance d'une ville. Les Presses universitaires Laval, 1952, p.46
 Cf. aussi Raoul Blanchard, L'Est du Canada français, Montréal, Beauchemin Limitée, 1935, tome II, Ve partie: Québec esquisse de géographie urbaine.

canadienne, Lord Durham avait déploré l'absence d'institutions municipales dans le Bas-Canada et il avait prétendu que les habitants du pays, qui connaissaient depuis 1791 le régime parlementaire, avaient été ainsi initiés au gouvernement populaire, "par le mauvais bout".⁸

En 1831, le parlement du Bas-Canada avait bien créé la corporation de la cité de Montréal et la corporation de la cité de Québec, mais les deux lois adoptées à cet effet n'avaient qu'une durée temporaire et elles avaient expiré en 1836. Après quelques tâtonnements, on avait adopté en 1855 l'Acte des municipalités et des chemins du Bas-Canada.⁹ Cette loi, qui est à la base de notre système municipal actuel, fut préparée par l'honorable Lewis Thomas Drummond, personnage politique d'origine irlandaise mais formé au collège de Nicolet, qui a joué un rôle considérable dans notre histoire. En expliquant son projet de loi des municipalités et des chemins, il se vanta "d'avoir réussi à mettre dans trente-cinq pages ce qui, dans les Statuts du Haut-Canada, occupe au moins cent cinquante pages."¹⁰ L'honorable Drummond demande aux députés du Haut-Canada qui, avec leurs collègues du Bas-Canada, étaient appelés à adopter la loi, de ne pas regarder les habitants du Bas-Canada "comme beaucoup en arrière" parce qu'ils ne possédaient pas encore des institutions municipales solides leur rappelant que leur établissement dans le Haut-Canada n'avait pas été facile. Cette loi de 1855 fut modifiée à

8. Le Rapport de Durham présenté, traduit et annoté par Marcel-Pierre Hamel, aux Editions du Québec, 1948, p. 156

9. 18, Vict. ch. 100

10. La Minerve, jeudi 12 avril 1855

diverses reprises avant 1867 et en particulier elle fut refondue en 1860.¹¹ Elle s'appliquait à toutes les municipalités, sauf celles de Montréal et de Québec, et d'autres qui, comme Trois-Rivières en 1857,¹² furent spécialement constituées en corporations.

La province de Québec entra donc dans la Confédération avec un système municipal assez bien organisé sur lequel son Parlement devait avoir juridiction en vertu du paragraphe 8 de l'article 92 de l'Acte de l'Amérique du nord britannique, 1867.

C)

Structures religieuses

En 1871, pour un million de catholiques du Québec, il y avait cinq diocèses, celui de Québec avec 300,000 fidèles, celui de Montréal avec 350,000, celui de Trois-Rivières avec 130,000, celui de Saint-Hyacinthe avec 200,000, et celui de Rimouski, qui venait d'être créé, avec 60,000. On comptait pour toute la province 797 prêtres.

Il y avait dans les cinq diocèses plus de 500 églises ou chapelles. Chaque diocèse, sauf celui de Rimouski, avait son séminaire. Au milieu du siècle, en particulier sous l'influence de Mgr Bourget, évêque de Montréal, les communautés religieuses s'étaient multipliées et on en comptait près de vingt-cinq dans

11. 23, Vict. ch. 60

12. 20, Vict. ch. 129

13

toute la province.

Si on compare avec la situation dans d'autres pays à la même époque, on peut affirmer que le catholicisme des Canadiens français reposait sur de solides structures. Par ailleurs, malgré des luttes idéologiques assez violentes et malgré un fort courant libéral et voltairien, la masse de la population était profondément religieuse.

D)

Education

Quelques années avec la naissance de la Confédération, le Bas-Canada avait réussi à améliorer sensiblement son système d'éducation. La première loi concernant l'éducation adoptée en 1801, "Loi pour l'établissement de l'école gratuite et pour l'avancement des sciences dans cette province", ¹⁴ avait créé l'institution royale pour le progrès de l'éducation, mais les Canadiens français avaient craint d'en profiter croyant, à tort ou à raison, que leur langue et leur foi seraient mises en danger par l'action du gouvernement. Avant l'Union, on avait tenté par deux autres lois d'établir des écoles primaires. En 1824, le parlement du Bas-Canada avait adopté l'"Acte pour faciliter l'établissement et la dotation d'écoles élémentaires dans les paroisses de cette province, loi mieux connue sous le nom de Loi des écoles de fabriques" ¹⁵. En 1829, le parlement du

13. Cf. Alamanach agricole et paroissial par J.B. Rolland pour l'an de grâce 1867, p.33

14. 41, Geo. III, ch. 27

15. 4, Geo. IV, ch. 31

Bas-Canada avait adopté une autre loi pour encourager l'éducation élémentaire, loi connue sous le nom de Loi des écoles d'assemblée.¹⁶ Les troubles de 1837-38 désorganisèrent complètement le modeste système scolaire qu'on avait réussi à établir. En 1841, le parlement du Canada-Uni adoptait une loi sur l'éducation liant le régime scolaire à l'organisation municipale,¹⁷ mais on regarde la loi de 1846 comme la loi fondamentale de notre système scolaire. Sous le titre assez banal de "Acte pour abroger certaines dispositions y mentionnées et pour pourvoir d'une manière plus efficace à l'instruction élémentaire dans le Bas-Canada"¹⁸, cette loi de 1846 établissait des écoles dans toutes les villes et municipalités, organisait des commissions scolaires, consacrait définitivement le principe de la confessionnalité scolaire, prévoyait le sort des minorités, créait un surintendant indépendant de la politique. Aussi a-t-on pu écrire: "La loi de 1845-46 peut être regardée comme la grande charte de l'éducation pour la province de Québec".¹⁹

La loi de 1846 fut complétée par deux lois de 1856, l'une pourvoyant à la formation du Conseil de l'Instruction publique et l'autre décrétant l'établissement de trois écoles normales.²⁰

16. 9, Geo. IV, ch. 46

17. 4-5, Vict., ch. 18

18. 9, Vict., ch. 37

19. R.P. Egide-N. Roy, La formation du régime scolaire canadien-français, Québec, 1924, p. 132

20. 19, Vict., ch. 14, et 19, Vict., ch. 54

Les bases de notre système scolaire étaient donc assez solidement établies lorsque survint la Confédération, en 1867. Rappelons aussi que pendant le dix-neuvième siècle de nouveaux collèges classiques étaient nés dans la Province et qu'en 1852, l'Université Laval avait été fondée. On y donnait des cours de droit, de médecine et de théologie et on y multipliait les conférences. C'est ainsi que de 1856 à 1862, l'abbé J.B.A. Ferland y avait fait des leçons publiques qui furent publiées plus tard sous le titre de Cours d'histoire du Canada couvrant toute l'histoire de la Nouvelle-France.

Pour bien comprendre le progrès réalisé dans le domaine de l'éducation, on peut consulter le rapport que P.J.-O. Chauveau a présenté, en sa qualité de surintendant de l'éducation pour l'année 1866. Le résumé qu'il donne du progrès général de l'instruction publique pendant l'année écoulée mérite d'être cité en entier.

"L'augmentation du nombre total des institutions et écoles de tout genre, écrit-il, a été de 120; elle n'était que de 102 en 1865, et de 52 en 1864; celle du nombre des élèves à 4,172, ce qui est en apparence moins qu'en 1865, où elle s'élevait à 5,909; mais une partie de cette différence doit être attribuée à une rectification assez considérable qu'il a fallu faire pour un des districts d'inspection, où une erreur en plus s'était glissée dans les rapports précédents. L'augmentation du chiffre des contributions scolaires de tout genre, qui n'était que de \$ 4,184.39 pour 1865, est de \$ 49,618.42 pour 1866. En ce qui concerne le nombre total des élèves, je ferai remarquer que le chiffre de ce tableau est, comme d'ordinaire un peu plus élevé que celui du grand tableau synoptique résumant les rapports des inspecteurs et des commissaires d'école; cette différence provient de ce que l'on ajoute au chiffre de ce dernier celui de quelques institutions indépendantes comprises dans le tableau de l'éducation supérieure et qui ne figurent

point dans le tableau synoptique.

Comme ce rapport donne les résultats aux-
quels on a pu atteindre au moment où nous allons
entrer sous un nouveau régime, il est bon de noter
le chiffre total de 3,826 institutions et écoles de
tout genre, ayant 206,820 élèves, ce qui présente
dans l'espace de treize ans, c'est-à-dire à comp-
ter de 1853, une augmentation de 1474 institutions
et écoles, et de 98,526 élèves,²¹"

E)

Les journaux

Les journaux étaient à cette époque les grands véhicules d'idées. Ils étaient nombreux et vivants à Montréal, à Québec, et même dans quelques petites villes.²² A Montréal, La Minerve était devenue quotidien en 1864 et elle fut le principal instru-
ment de propagande de Conservateurs en faveur de la Confédération. En face d'elle, il y avait Le Pays, bi-hebdomadaire qu'inspire Antoine-Aimé Dorion et qui luttera contre la Confédération, L'Ordre, trihebdomadaire qui, en 1861, est devenu libéral, mais libéral modéré. De 1864 à 1867, il lutte violemment contre les artisans de la Confédération, mais en novembre 1867, il accepte le fait accompli. Parmi les journaux d'idées publiées à Montréal, signalons L'Union nationale que fondent en septembre 1864 Médéric Lanctôt et ses compagnons pour lutter contre la Confédération.

A Québec, on lit le Canadien, le Journal de Québec, le Courrier du Canada. Le premier est libéral modéré et il accepte

21. Rapport du Surintendant de l'Education du Bas-Canada pour l'année 1866. Ottawa 1867, p. XIV

22. Il suffit pour s'en convaincre de feuilleter Les Journaux du Québec de 1764 à 1964 d'André Beaulieu et Jean Hamelin, Les Presses de l'Université Laval, 1965.

sans enthousiasme la Confédération; le second que dirige Joseph Cauchon et, qui est l'organe de la bourgeoisie bien pensante de Québec appuie, après quelques hésitations, la Confédération; le troisième, qui est le journal de Joseph-Charles Taché et d'Hector Langevin est complètement dévoué aux intérêts du parti conservateur. Au printemps de 1867, l'Evénement sera fondé par Hector Fabre pour appuyer les Conservateurs.

En province, Le Courrier de Saint-Hyacinthe, conservateur, est bien rédigé et très influent. A Trois-Rivières, on fonde en mai 1865 Le Journal des Trois Rivières qui, pendant des années, sera le grand organe conservateur et ultramontain, le journal de Mgr Laflèche.

F)

Littérature

Au moment de la Confédération, les Canadiens de langue française ont un embryon de littérature qui est à peu près comparable à ce dont peuvent se vanter en ce domaine les Canadiens de langue anglaise.²³ La Littérature canadienne d'expression anglaise s'est sans doute manifestée avant sa compagne d'expression française, ne serait-ce qu'en produisant John Richardson, l'auteur de *Wacousta* en 1832 et Thomas Chandler Haliburton, le créateur du personnage fameux *Sam Slick* en 1836, mais dans le

23. A ce point de vue, même si l'ouvrage est assez élémentaire, il est intéressant de parcourir An Outline of Canadian Literature by Lorne Pierce, Louis Carrier, & Co. CCMXXVII, dans lequel le critique canadien-anglais a tenté une histoire parallèle des deux littératures. On peut noter le même parallélisme dans *Histoire de la littérature canadienne* publiée à Montréal, en 1874, par Edmond Lareau.

Bas-Canada la période de 1860 avait été témoin, à Québec surtout, d'une activité littéraire très intense. Dans une des plus récentes études consacrées à l'époque sous son aspect littéraire, on peut lire après que l'auteur ait constaté que c'était peut-être peu: "Pourtant à l'époque on croyait sincèrement créer enfin une littérature canadienne. Et les animateurs de ce mouvement par la suite, malgré toutes les épreuves traversées, ne regardaient jamais en arrière sans éprouver le sentiment d'avoir réussi. L'action connue d'une dizaine de bonnes volontés semblait assurer le climat favorable à l'éclosion d'oeuvres neuves et durables."²⁴

A la fin de son étude, Réjean Robidoux peint bien l'esprit littéraire du temps: "En 1860, écrit-il, tout devait être national, historien national, poète national, littérature nationale..." "Nous pouvons certes, ajoute-t-il, déplorer les faiblesses des auteurs que nous avons nommés, mais nous admirons leur rêve ambitieux et leur noble désir."²⁵

Pour tracer un tableau fidèle et complet de la situation du Québec et des Canadiens de langue française au moment de la naissance de la Confédération, il faudrait pouvoir s'appuyer sur un certain nombre de monographies qui malheureusement n'existent pas encore.²⁶ On peut cependant affirmer que les Canadiens de langue française formaient un groupe assez homogène et puissant

24. Réjean Robidoux, "Les Soirées canadiennes" et le "Foyer canadien" dans le mouvement littéraire québécois de 1860. Extrait de la Revue d'Ottawa, livraison d'octobre-décembre 1958.

25. Id., p. 452

26. Robert Rumilly a esquissé un tel tableau dans Histoire de la province de Québec, 1, George-Etienne Cartier, pp. 68-106.

dont il est essentiel de connaître les réactions en face de la Confédération pour bien comprendre comment elle est née et pour bien saisir à quelles exigences elle répondait alors.

III Les Canadiens français et les
projets théoriques de fédéralisme

A)

Avant 1840

Pendant un siècle, on multiplia, dans les milieux les plus divers, les projets théoriques visant à unir par les liens du fédéralisme les colonies britanniques en Amérique du Nord.¹ Les Canadiens français restèrent plutôt étrangers à ces projets car ils venaient pour la plupart de personnages qui leur étaient opposés et ils signifiaient très souvent, pour eux l'union législative. Ils ne pouvaient certes avoir confiance en un projet imaginé par Jonathan Sewell qu'ils eurent souvent l'occasion de redouter.² Ils ne pouvaient que craindre l'union législative de toutes les colonies que Lord Durham, après avoir recommandé l'union immédiate du Haut et du Bas-Canada, proposait pour plus tard. Parlant d'une union législative qui laisserait subsister des législatures locales avec des pouvoirs restreints, il disait: "Je me demande si on ne réussirait pas mieux encore en étendant cette Union législative à toutes les provinces de l'Amérique du Nord et si les avantages que je prévois pour deux d'entre elles ne pourraient pas et ne devraient pas en justice s'étendre à

1. Cf. Jean-Charles Bonenfant, "Les projets théoriques de fédéralisme canadien", dans Les Cahiers des Dix, numéro 29, Montréal, 1965.

2. Jonathan Sewell a publié deux projets: A plan for the federal union of British provinces in North America, London, 1814, et Plan for a general legislative union of the British provinces in North America, London, 1824.

toutes." Et il ajoutait cette phrase menaçante pour les Canadiens de langue française: "Cette sorte d'Union règlerait une fois pour toutes la question raciale." ³

Les Canadiens français comprirent cependant assez tôt qu'ils devraient éventuellement accepter un régime fédératif quelconque et chercher à en profiter. Dans Le Canadien du 15 juillet 1838, on pouvait lire cette opinion révélatrice: "Nous pourrions accepter une union fédérative de toutes les colonies, sans pour cela accepter l'union avec le Haut-Canada; car avec la première nous conservons notre législature locale pour notre égislation locale et avec l'autre nous la perdons, nos affaires locales tombant sous la juridiction conjointe d'une autre province."

Quelques semaines auparavant, P.D. Debartzch, dans une lettre à Charles Buller, le conseiller de Lord Durham, déclarait avoir étudié sérieusement le projet d'unir toutes les provinces anglaises et il ajoutait qu'il ne voyait pas pourquoi ce projet ne constituerait pas un remède aux maux existants pour devenir ensuite le meilleur système administratif de cette partie d'Amérique. Selon Debartzch, le gouvernement d'une telle confédération devrait être assez fort pour modifier considérablement les institutions des provinces afin d'harmoniser les droits politiques et il devrait être en état de protéger chaque province des menées de personnes turbulentes et dangereuses."⁴ On peut

3. Rapport de Durham. Marcel-Pierre Hamel, Editions du Québec, 1948, p.323

4. Rapport des Archives publiques pour l'année 1923. Appendice B, Documents Durham, pp.201-202, Ottawa, 1923.

se demander jusqu'à quel point le seigneur de Saint-Ours qui venait d'abandonner le parti des Patriotes, qui le regardaient comme un traître, pouvait représenter la véritable opinion des Canadiens français.

Par ailleurs, Charles-Clément de Sabrevois Bleury, que Lord Gosford avait appelé au Conseil législatif en 1837 et que Ludger Duvernay avait alors accusé de trahison, semble avoir exprimé l'opinion de la population modérée en s'opposant pour l'époque au système fédératif. "La réunion de tous les dominions dans l'Amérique septentrionale britannique, sous une confédération constitutionnelle, écrivait-il, en 1839, est maintenant considérée comme impraticable par la répugnance que toutes les provinces ressentent à confondre leurs intérêts séparés dans une communauté qui aurait pour effet de compromettre leur sort futur, d'arrêter l'élan de leur prospérité, de placer en contact continual l'opposition de leurs industries. Ce n'est pas au moment où l'union américaine menace d'une dissolution, par la différence des matériaux qui furent coordonnés dans l'origine pour édifier l'indépendance, qu'il serait prudent d'accumuler de semblables difficultés, sur un terrain qui n'en offre déjà que trop naturellement."⁵

On peut tout de même rappeler que l'agent de l'Assemblée législative du Bas-Canada à Londres, John Arthur Roebuck, grand

5. Sabrevois de Bleury, Réfutation de l'écrit de Louis-Joseph Papineau, p. 126.

ami des Canadiens français, avait été, en 1837 et en 1838, aux Communes anglaises, un des partisans les plus éloquentes d'un système fédératif. En 1837, au parlement britannique, Roebuck avait proposé de réunir les colonies britanniques en Amérique du Nord et de faire siéger, à Montréal, une assemblée générale dans laquelle chaque province aurait cinq délégués.⁶ En 1848, témoignant devant les deux Chambres britanniques, à l'occasion d'un débat sur la situation au Canada, Roebuck avait suggéré de nouveau une solution fédérative.⁷ En 1849, Roebuck publia, à Londres, une brochure qui contient un projet détaillé de confédération que Lord Durham aurait, parait-il, utilisé.⁸ Avant son départ pour le Canada, en 1838, l'enquêteur britannique vit en effet Roebuck qui lui vanta son projet de confédération.⁹

On peut conclure qu'avant 1840, en face d'un système fédératif possible mais lointain, les Canadiens français n'ayant pas à prendre une décision immédiate restaient dans l'expectative, mais qu'ils étaient prêts à accepter tout régime nouveau qui protégerait leurs droits et assurerait leur survivance.

- 6. Hansard's Parliamentary Debates, 3rd Series, vol. 37, p. 1220
- 7. Id., vol 40, p. 265 et p. 770
- 8. Roebuck, J.A., The Colonies of England, London, 1849.
- 9. Reginald George Trotter, "Durham and the idea of federal union of British North America", dans Report of the Canadian Historical Association, 1925, pp.55-64.

B)

Après 1840

Après 1840, sous l'Union, la Confédération devait se préparer par de nouveaux projets académiques et par l'orientation semi-fédérale que prit rapidement le système politique mis en vigueur par l'Acte d'Union.

Avant la dernière décennie de l'Union, les Canadiens français en général ne semblaient pas avoir porté beaucoup d'intérêt aux projets de confédération. Dans une lettre qu'il adressait, le 7 mai 1847, à Lord Grey, le gouverneur du Canada, Lord Elgin, prétendait que les Français, c'est-à-dire les Canadiens français, ne prisaient guère une mesure qui, à leur avis, pourrait augmenter l'influence britannique.¹⁰ Cependant, deux mois plus tard, le Courrier des Etats-Unis ayant manifesté quelques craintes pour l'avenir des Canadiens français au sein d'une réunion de toutes les colonies anglaises de l'Amérique du Nord, Le Canadien du 8 septembre 1847 écrivait qu'"ils (les Canadiens français) anticipent avec confiance dans une fédération une plus grande liberté d'action, une plus grande sécurité pour leurs intérêts locaux que sous l'action directe d'un gouvernement éloigné qui ignorent leurs besoins et leurs voeux."

Ce fut d'ailleurs un Canadien français, Joseph-Charles Taché, qui publia, en 1858, un des derniers projets théoriques

10. "The French dislike a measure which has, they think, a tendency to increase British influence". The Elgin-Grey Papers 1846-1852, Ottawa, 1937, vol. I, p.35.

de fédéralisme intitulé Des provinces de l'Amérique du Nord et d'une union fédérale.¹¹ Taché exerçait une certaine influence qu'on pourrait appeler d'"intellectuel" dans les milieux conservateurs canadiens-français. On a même prétendu qu'il aurait été appelé à plusieurs reprises auprès des ministres du Canada-Uni pendant la conférence de Québec d'octobre 1864.¹²

Lors du débat sur les résolutions de Québec, à la session de 1865, le député de Lévis, le docteur Joseph S. Blanchet, citera abondamment Taché pour déclarer avec un peu d'exagération que "dans la distribution des pouvoirs entre les gouvernements locaux et le gouvernement général, le projet de la conférence est presque mot pour mot le travail de M. Taché."¹³

Dans la brochure de Taché, on trouve d'abord des renseignements sur les colonies britanniques en Amérique du Nord, de belles idées générales sur le fonctionnement des institutions politiques, des propos désenchantés sur la moralité politique, mais peu de théorie sur le fédéralisme. Taché oppose tout de même le "principe fédératif" au "principe unitaire" pour

11. J.C. Taché. Des Provinces de l'Amérique du Nord et d'une Union fédérale, Québec, des Presses à vapeur de J.T. Brousseau, 1858. Taché était un homme assez cultivé pour son époque. Médecin, il s'était intéressé à tout.

En 1858, il avait fondé à Québec le Courrier du Canada, et c'est dans ce journal, dont il était le rédacteur avec Hector Langevin, qu'il publia à compter du 7 juillet 1857 trente-trois articles qui, légèrement corrigés, forment l'ouvrage de 1858.

12. Cf. dans la Minerve du 12 mars 1885 un article de Joseph Tassé intitulé l'Acte d'Union.

13. Débats parlementaires sur la question de la Confédération des provinces de l'Amérique britannique du Nord, Québec, 1865, p. 552.

n'accepter évidemment que l'application du premier.¹⁴ Pour Taché, "tout ce qui a trait aux lois civiles, à l'éducation, à la charité publique, à l'établissement des terres publiques, à l'agriculture, à la police urbaine et rurale, à la voirie, enfin à tout ce qui a rapport à la vie de famille, si on peut s'exprimer ainsi, de chaque province, resterait sous le contrôle exclusif des gouvernements respectifs de chacune d'elle, comme de droit inhérent, les pouvoirs du gouvernement fédéral n'étant considérés que comme une cession de droits spécialement désignés".¹⁵ Plus loin, Taché souligne que "les attributs donnés par nous au gouvernement fédéral n'ont trait qu'aux relations extérieures et aux choses qui tiennent aux intérêts communs des provinces confédérées."¹⁶

L'étude de Taché restait encore académique même si elle a pu inspirer ses amis conservateurs qui, de 1864 à 1867, furent les principaux artisans de la réalisation de la Confédération.

14. Taché, *op. cit.*, p. 128

15. *Id.*, p. 181

16. *Id.*, p. 181

C'est aussi une étude assez théorique que celle que Joseph-Edouard Cauchon publia, en 1858, en réunissant des articles qu'il avait écrits dans son Journal de Québec.¹⁷ Dans cette étude, Cauchon redoute l'union de toutes les colonies britanniques pour l'élément français qu'il trouve mieux protégé à l'intérieur de l'Union. "Si, par une combinaison nouvelle, écrit-il, pour posséder la force numérique des races anglophones (sic) par l'adjonction des provinces atlantiques, si vous augmentez le nombres des unités dans la confédération, non seulement vous perdez le présent, mais vous perdez encore l'avenir sans espoir de le ressaisir jamais, vous faites pour un rôle à l'élément national, mais ce rôle, il le jouera, au détriment de la nationalité française.

Après cela, est-il besoin de demander quelle protection la nationalité française trouverait dans l'union de toutes les provinces?"¹⁸

Cauchon se montrera moins réticent en 1865 dans d'autres articles transformés en brochure.¹⁹ En face du projet contenu dans les Résolutions de Québec, avec beaucoup de crainte, il exprimera cependant "la conviction que l'union de toutes les provinces de l'Amérique du Nord était devenue une nécessité."²⁰

17. Etude sur l'union projetée des provinces britanniques de l'Amérique du Nord (Reproduite du "Journal de Québec") Québec, 1858.

18. Op. cit., p. 31

19. Joseph Cauchon, L'Union des provinces de l'Amérique britannique du Nord, Québec, 1865.

20. Op. cit., p. 149.

Dès que le fédéralisme devint pour les habitants des colonies britanniques en Amérique du Nord un système de moins en moins théorique, les Canadiens français s'y intéressèrent, mais il ne furent appelés à prendre vraiment parti que lorsque la question devint object de décision parlementaire.

IV Les Canadiens français face aux événements qui ont précédé la Confédération

Les Canadiens français qui étaient restés plutôt étrangers aux projets théoriques de fédéralisme durent forcément s'y intéresser et prendre parti dès que les événements l'exigèrent.

A)

La proposition de Galt

Sans refaire ici l'histoire de la concrétisation politique d'un système fédératif pour les colonies britanniques en Amérique du Nord, rappelons qu'elle commença lorsque le 7 juillet 1858, Alexander T. Galt, député de Sherbrooke, proposa à l'Assemblée législative du Canada-Uni une motion en faveur de la Confédération. (1) Il ne reçut que l'appui d'un seul député, mais quelques semaines plus tard il entrait comme ministre des Finances dans le ministère Cartier-Macdonald à condition que le gouvernement acceptât son projet de confédération. Le 7 août, Georges-Etienne Cartier annonçait que le gouvernement se mettrait en communication avec le gouvernement impérial et avec les autres colonies pour préparer la confédération. (2) Dans le discours

(1) Cf. Journaux de l'Assemblée législative, vol. 16, 2e partie, 1858, p. 817, et O.D. Skelton, Life and Times of Sir Alexander Tilloch Galt, Toronto, 1920, p. 220 et suivantes.

(2) Cf. Skelton, op. cit. p. 238.

du gouverneur général à la prorogation des Chambres en 1858, on pouvait lire de la part du gouvernement du Canada-Uni cette première affirmation officielle de la volonté de promouvoir la confédération: "Dans le cours de la vacance, je me propose d'entrer en communication avec le Gouvernement de Sa Majesté, et avec le gouvernement de nos soeurs colonies sur un autre sujet d'une très grande importance. Je désire les inviter à discuter avec nous les principes sur lesquels pourrait : ci-après s'effectuer une union d'un caractère fédéral entre les Provinces de l'Amérique Britannique du Nord".³

Dès l'automne, trois ministres du gouvernement canadien, Georges-Etienne Cartier, E.T. Galt et John Ross, se rendaient en Angleterre et présentaient au gouvernement impérial au nom du gouvernement canadien un mémoire en faveur de la Confédération. Le projet fut alors mis de côté par Londres parce qu'on jugea qu'il ne représentait pas suffisamment la volonté unanime du peuple canadien, mais plutôt les désirs du parti conservateur.⁴

Quelle fut l'attitude des Canadiens français en face de la proposition de Galt et des démarches du gouvernement?

3. Journaux de l'Assemblée législative, vol. 16, 2e partie, p. 1945.
4. Cf. "The British Government and the proposal of federation in 1858" dans The Canadian Historical Review, 1933, pp. 285-296.

Notons d'abord que l'année 1858 marqua la conversion de Cartier à l'idée de confédération, événement important lorsqu'on tient compte non seulement de l'influence que l'homme politique devait avoir sur la genèse de la Confédération, mais aussi de l'autorité qu'il exerçait sur une grande partie de ses compatriotes de langue française.

Nous reviendrons plus loin sur les motifs qui poussèrent Cartier à se faire l'apôtre d'un système fédéral, mais il convient de souligner qu'en 1858 ce qui semble surtout l'avoir converti à l'idée, c'est le problème de la représentation selon la population. L'Union, édictée contre les Canadiens français, s'était avec les années transformée en un régime qui leur était hautement favorable. Le Bas-Canada, dont la population était devenue moindre que celle du Haut-Canada, avait quand même la moitié des représentants, et l'aide conservatrice québécoise, dirigée par Cartier, était le groupe le plus influent de la Chambre. Le chef des Conservateurs canadiens-français comprit que ces avantages ne pourraient durer indéfiniment et qu'un jour il faudrait bien accepter la représentation selon la population réclamée par les gens du Haut-Canada et à laquelle lui-même Cartier s'opposait catégoriquement. Il comprit que la représentation selon la population n'aurait pas les mêmes

inconvénients dans un état fédéralif où, croyait-il, le séparatisme naturel des provinces maritimes pourrait s'aligner aux intérêts ethniques du Bas-Canada pour s'opposer au Haut-Canada, d'autant plus qu'avec le fédéralisme, plusieurs questions importantes relèveraient des législatures locales.

Evidemment, il ne fut pas le seul signataire de la dépêche qui, le 23 octobre 1858, fut envoyée au gouvernement impérial concernant la confédération des provinces, mais on y retrouve sa pensée dans les passages suivants:

"Lors de l'adoption de l'Acte d'Union, le Bas-Canada avait une population beaucoup plus considérable que le Haut-Canada, mais cela n'a jamais donné lieu à aucune difficulté dans le gouvernement des provinces-unies. Depuis cette époque, cependant, la population a progressé plus rapidement dans la section ouest, et cette section réclame maintenant, en faveur de ses habitants une représentation, dans la législature, proportionnée à leur nombre, prétention qui étant, à ce que l'on croit, une déviation sérieuse des principes qui ont servi de base à l'Union, a été et est vigoureusement repoussée par le Bas-Canada." ...

"Sentant la nécessité de trouver un remède à un état de choses qui empire d'année en année, et d'adoucir des sentiments qui s'aigrissent chaque jour davantage, au milieu des contentions des partis politiques, les conseillers du représentant de Sa Majesté au Canada en sont venus à chercher un moyen de mettre fin aux difficultés. Dans ce but, ils ont jugé opportun d'examiner jusqu'à quel point l'union du Bas avec le

Haut-Canada, pouvait être transformée en une confédération, en l'étendant aux provinces du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Ecosse, de Terre-Neuve et de l'Île du Prince-Edouard, et aux autres territoires appartenant à la couronne dans l'Amérique septentrional britannique, qu'il pourrait devenir ci-après désirable d'incorporer dans cette confédération."⁵

Le projet du gouvernement ne semble guère avoir passionné l'opinion publique à l'époque et le fédéralisme paraissait encore théorique et lointain. Cependant, le 16 octobre 1858, le journal libéral Le Pays, dans un article intitulé Nos ministres en Angleterre, écrivait que "la mission de MM. Cartier et cie, s'ils en ont une, ne saurait être officielle". "Le peuple, ajoutait-il, n'a pas été consulté, et il n'a délégué ses pouvoirs à personne pour entrer en négociations. La question d'une confédération telle qu'on semble la projeter, n'a pas encore été assez agitée, ni assez discutée pour être comprise; c'est le comble de la précipitation de la part de ces officiels que de l'entamer comme ayant autorité de la résoudre."

Malgré que la métropole n'ait pas pris au sérieux le projet de 1858, on peut cependant affirmer que le fédéralisme cessait d'être un problème académique et que les Canadiens français devaient maintenant y porter une attention véritable. Toute une série de causes jouaient en

5. Discours de Georges Cartier par Joseph Tassé, 1893,
pp. 162-163.

faveur du système et n'attendaient plus pour produire des effets qu'un événement déterminant. Ce fut la crise politique de juin 1864 dans le Canada-Uni. Le 14 juin 1864, le gouvernement Taché-Macdonald fut défait à la Chambre basse. Comme depuis six ans, c'était le sixième ministère qui était renversé, qu'aucun groupe ne semblait capable de gouverner et qu'une élection générale, qui eût été la troisième en trois ans, ne semblait pas devoir apporter une solution, on songea à une coalition. Sous l'action discrète du gouverneur général de l'époque, Lord Monck, fut formé un ministère de coalition qui s'engagait " à soumettre, durant la prochaine session, une mesure ayant pour objet de faire disparaître toutes les difficultés actuelles en introduisant au Canada le principe fédéral avec des dispositions qui permettront aux provinces maritimes et aux territoires du Nord-Ouest d'être inclus dans le même système de gouvernement". "Et le ministère, ajoutait-on, par l'intermédiaire de délégués auprès des provinces maritimes et de l'Angleterre, mettra tout en oeuvre pour obtenir de ces intérêts, qui échappent à la juridiction de notre propre législature, l'assentiment aux mesures nécessaires pour unir toute l'Amérique britannique septentrionale

sous un parlement ayant pour base le principe fédératif".⁶

Sous la direction de Sir Etienne-Paschal Taché qui, en mars précédent, avait consenti à sortir de sa retraite pour devenir, comme une sorte de patriarche autour duquel se ferait l'unanimité, premier ministre d'un gouvernement conservateur dont John A. Macdonald et Georges-Etienne Cartier étaient les chefs réels, une véritable union sacrée se forma grâce à l'entrée dans un ministère, qui était cette fois de coalition, de George Brown, le chef des Libéraux du Haut-Canada. Dans ses projets de fédéralisme, fédéralisme restreint au Canada-Uni étendu à toutes les colonies britanniques, le gouvernement de coalition avait, dans le Haut-Canada, l'appui de tous les députés conservateurs de John A. Macdonald et, avec un peu d'hésitation, l'appui de tous les députés libéraux de George Brown; dans le Bas-Canada, l'appui de presque tous les députés conservateurs canadiens-français de Georges-Etienne Cartier et celui des députés conservateurs canadiens-anglais d'Alexander T. Galt.

6. On trouve le texte anglais original du mémoire d'entente sur lequel fut établie la coalition à l'Appendix V des Memoirs of the Right Honourable Sir John Alexander Macdonald by Joseph Pope, vol. I, Ottawa. J'ai emprunté la traduction des passages cités à Thomas Chapais, Cours d'histoire du Canada, tome VIII, Québec, 1934, p. 117.

Sur l'action de Lord Monck, cf. R.S. Trotter, "Lord Monck and the great coalition of 1864", dans The Canadian Historical Review, vol. 3, pp. 181-186.

Le seul groupe important qui demeurait en dehors de la coalition était celui des Libéraux du Bas-Canada, les Rouges, auxquels il faut ajouter quelques Conservateurs canadiens-français qui se détachèrent de leur parti à cette occasion et au moins un Conservateur canadien-anglais de taille, Christopher Dunkin. Ces Libéraux étaient Canadiens français, sauf quelques-uns, dont deux vedettes, Luther Hamilton Holton et Lucius Seth Huntington.

En résumé, l'opposition sérieuse à la Confédération dans le Canada-Uni fut celle des Libéraux de langue française du Bas-Canada. Ces Libéraux, ils avaient pour chef Antoine-Aimé Dorion, un des grands personnages méconnus de notre histoire, dont une biographie sérieuse n'a malheureusement pas été écrite. A ses côtés, brillait son frère cadet, Jean-Baptiste Eric, le bouillant et radical "enfant terrible" qui mourra subitement le 1er novembre 1866 avant d'avoir la douleur de voir naître la Confédération. Derrière eux, il y avait Isidore Thibaudeau, le député de Québec-Centre qui, plus tard en 1877, connaîtra au moins la célébrité de céder son siège de Québec-Est à Wilfrid Laurier; Félix Geoffrion qui sera plus tard ministre dans le cabinet MacKenzie; Joseph-Xavier Perrault, spécialiste de l'agriculture, formé en France et en Angleterre; François Bourassa, l'oncle

de Henri Bourassa, qui pendant près de quarante ans fut député à l'Assemblée législative et ensuite à la Chambre des Communes; Jean-Baptiste Pouliot, notaire, député de Témiscouata, le grand-père du sénateur Jean-François Pouliot; Maurice Laframboise, député de Bagot, qui avait été ministre des travaux publics, et d'autres moins connus. Quelques conseillers législatifs s'opposèrent aussi au projet de Confédération, le plus célèbre d'entre eux étant évidemment Eustache Letellier de Saint-Just dont l'attachement au parti libéral ne fit jamais de doute et qui devait, plus tard, le manifester, en 1878, dans des circonstances bien connues.

Le premier geste des adversaires de la Confédération fut de dénoncer la coalition. Dès le 16 juin, Le Pays, qui, avec l'Union Nationale, poursuivra pour les Rouges la lutte la plus violente contre la Confédération, remarque que "les mêmes hommes qui ont toujours crié que M. George Brown était le plus grand ennemi de notre religion et notre nationalité recherchent son alliance". Le 18 juin, le même journal se refuse à croire que M. Brown abandonne ses amis pour "un aéropage d'intrigants politiques qu'il a toujours si vaillement et si efficacement combattus". Quelques jours après que tout a été consommé, au début de juillet, alors qu'on

ne parle encore de fédéralisme qu'à l'intérieur du Canada-Uni, Le Pays soutient que le système politique projeté signifie la représentation selon la population depuis si longtemps demandée par le Haut-Canada et par conséquent la domination de celui-ci et l'asservissement du Bas-Canada. "Décidément, conclut-il, les sauveurs de la nationalité sont de grands hypocrites et de très petits citoyens".⁷ Avec le temps, les sentiments de race, pour ne pas dire dans quelques cas les préjugés de race, apparaissent et Le Pays ne craint pas, en juillet⁸, de publier deux articles pour montrer que, depuis la Conquête, les Anglais veulent assimiler les Canadiens français et que la Confédération compléterait l'œuvre entreprise par Lord Durham.

Les journaux conservateurs eux-mêmes eurent d'ailleurs certaines difficultés à épouser les événements,

7. Pays, 9 juillet 1864.

8. Id., 16 et 21 juillet 1864.

à prêcher la fédération ou la confédération⁹ et surtout à faire comprendre à leurs électeurs que le George Brown qu'ils avaient si souvent dénoncé autrefois comme un ennemi du catholicisme et des Canadiens français n'était plus dangereux.

Dès le 21 juin, alors que se fait alliance, La Minerve sent le besoin de dire "ce qu'était autrefois M. Brown". Elle ne flatte pas le portrait. "Il a fait appel, écrit-elle, aux préjugés et aux animosités de race, au fanatisme et à l'intolérance religieuse. Il a dépeint les Bas-Canadiens sous les couleurs les plus noires, comme une population ignorante, routinière, superstitieuse et trainant une existence pauvre et misérable, sous contrôle

9. En général, à propos de l'emploi de "confédération" et de "fédération", on peut accepter la constatation du professeur Peter B. Waite, savoir que pour les Canadiens de l'époque "Confederation" "meant federation of all the provinces, as opposed to federation of the two sections of Canada". (P.B. Waite, The Life and Times of Confederation 1864-1867, University of Toronto Press, 1962, p. 38). Dès le 7 septembre 1864, à l'occasion de la Conférence de Charlottetown, Le Courrier du Canada parle de la "confédération des deux Canadas". Il est cependant facile de prouver que cet usage n'a pas toujours été respecté. Hector Langevin parle de la "confédération des deux Canadas", et tout près de lui Antoine-Aimé Dorion oppose la "Confédération des deux Canadas" à la "confédération de toutes les provinces". Joseph Cauchon fait de même.

Pour les Canadiens français de 1864, les mots qui expriment habituellement le fédéralisme étaient d'ailleurs imprécis ou avaient un sens arbitraire, car même si on admet la constatation du professeur Waite, ce serait une dangereuse projection dans le passé d'une conception moderne de prétendre qu'on employait "confédération" pour toutes les provinces et "fédération" pour les deux Canadas parce que dans le premier cas, on voulait que le lien fédératif fût plus lâche que dans le second.

absolu et tyrannique du clergé". Mais pour La Minerve, Brown avait changé depuis quelque temps et en quelque sorte il se convertissait en acceptant d'entrer dans la coalition. Et le journal ajoutait avec une certaine grandiloquence: "Eh bien! franchement, la main sur la conscience, malgré l'aversion bien naturelle que nous avons eue jusqu'ici pour M. Brown, nous n'hésitons pas à reconnaître qu'il a fait là un acte vraiment grand et admirable et qui rachète bien des erreurs de son passé. Nos amis y applaudiront comme nous, nous n'en doutons pas. Ils déposeront au pied de l'autel de la partie où le grand prêtre du cleargritisme vient de consommer le plus douloureux des sacrifices, leurs colères et leurs ressentiments légitimes."

Il reste que c'est avec prudence que La Minerve appuya d'abord Brown. Un correspondant ayant reproché au journal de ne pas défendre le gouvernement "quand les journaux de l'opposition lui font une guerre plus violente que jamais" et lui ayant demandé insidieusement s'il "a peur de M. George Brown ou de la Confédération", il reçoit, le 7 juillet, la réponse suivante: "Nous pouvons (le correspondant) assurer que La Minerve n'a pas peur de M. Brown ni des projets de confédération. Ce n'est pas quand un homme annonce qu'il veut cesser les luttes de section (sic), de races et de religion qu'il peut être considéré comme dangereux.

La prudence et la défiance sont nécessaires mais elles ont des limites et tant que M. Brown n'aura pas donné des preuves de mauvaise foi dans les engagements de sa nouvelle position, et s'il continue à respecter ce que nous respectons, nous n'aurons pas droit de nous effrayer de son influence. Au sujet du fédéralisme lui-même, La Minerve ajoutait prudemment: "Nous ne croyons pas impossible qu'on puisse former un projet de fédération qui mettrait à l'abri des attaques de nos adversaires les droits religieux et nationaux du Bas-Canada. Si les ministres atteignent ce but, ils auront notre appui."

Deux jours plus tard, le 9 juillet, La Minerve, un peu hésitante quand même, demande qu'on laisse les chefs agir avant de les condamner. Elle écrit:

"...Dans ces heures de crise et de danger, il (le patriotisme) impose silence à l'esprit de parti, il rejette loin de lui toute idée personnelle."

Nos ministres, M. Taché, M. Cartier, M. Chapais, M. Langevin sont des hommes faillibles, puisqu'ils sont hommes. Mais qui jamais a osé nier qu'ils ne fussent de bons citoyens? On a bien reproché à M. Cartier d'avoir eu recours à la corruption pour se maintenir au pouvoir, mais a-t-on jamais mis en doute la sincérité de son patriotisme? ...

Nous faisons ici appel à tous les citoyens. Rangeons-nous en phalange serrée et compacte autour de nos chefs prêts à faire face avec eux au danger s'ils sont fidèles, ou à les étouffer s'ils nous trahissent. Mais, pour l'amour de Dieu, donnons leur le temps de prouver la pureté de leurs intentions."

Au début, pendant les premières semaines de juillet, la lutte entre les Conservateurs et les Libéraux canadiens-français porte surtout sur le problème de la représentation à l'intérieur d'une fédération du Haut et du Bas-Canada. Antoine-Aimé Dorion et ses amis prennent bien soin de souligner qu'ils n'ont jamais été en faveur d'un tel système et qu'ils se sont même séparés de leurs alliés du Haut-Canada à ce sujet en 1858.¹⁰ Rapidement au cours de l'été, le débat s'élargit et porte sur la Confédération de toutes les colonies britanniques en Amérique du Nord surtout lorsqu'il fut décidé que des délégués du Canada-Uni pourraient assister à la conférence qui avait été convoquée au début de septembre pour étudier un projet de fédération des provinces maritimes.

Au début du mois, La Minerve commence à développer le thème que dans une Confédération, le Bas-Canada canadien-français et catholique sera maître de ses destinées et esquisse en même temps un argument en faveur de la Confédération qui reviendra suivant celui de la menace des Etats-Unis.

Le 4 août, on peut lire ceci:

"...Mais au-dessus de ces intérêts (communs à toutes les colonies de l'Amérique du Nord), il y a pour nous les questions bien autrement importantes de religion, de nationalité, de position particulière que nous

10. Le Pays, 21 juillet 1864.

devons régler nous-mêmes, parce que nous sommes les seuls intéressés, et qu'en les laissant aux mains des étrangers, nous courrions le risque de les voir sacrifiés. Il nous faut donc trouver une forme de gouvernement qui réussisse tous les avantages d'une union législative pour une population homogène avec ceux d'un gouvernement séparé pour des populations hétérogènes tenant à leur indépendance particulière et cette forme de gouvernement nous croyons que c'est la Confédération. Bien loin d'être impossible, parce que les populations sont différentes, cette forme de gouvernement précisément pour cette raison est nécessaire. Avec elle on jouit de tous les avantages matériels qu'il peut y avoir à former un grand peuple, en même temps qu'on sauvegarde tout ce que nous pourrions être exposés à perdre dans une semblable union, si elle était législative. Suivant l'expression pleine de justesse du Globe, "le plan confédération met la langue française sous la protection de ceux qui la parlent; la religion française, sous la protection de ceux qui la professent; les institutions canadiennes-françaises sous la protection de ceux à qui elles sont les plus chères!".

Par ailleurs, le 6 août, La Minerve juge que la Confédération est nécessaire à cause de la menace américaine. "Avec des forces désunies et agissant séparément les unes des autres, toute sécurité est impossible. Les progrès rapides qu'ont réalisés les Etats-Unis, et le haut degré de puissance qu'ils ont atteint commandent aujourd'hui l'union à tous les habitants de ce continent qui ne veulent pas être englobés dans le gouffre de la république américaine. Les événements mêmes, en dehors de nous, ont aujourd'hui rendu la confédération nécessaire."

Du côté des adversaires libéraux, comme on ne sait trop comment s'orientera le projet, on a d'abord recours à des arguments "ad hominem". Le 6 septembre, Le Pays note avec cruauté mais avec justesse, malgré une légère erreur, qu'à la réunion, où, écrit-il, "notre sort se décide, il n'y a qu'un seul Canadien français, M. Cartier". Et le journal ajoute avec toute la méchanceté partisane de l'époque: "Les antécédents de cet homme ne sont certainement pas de nature à inspirer la confiance." Strictement parlant, l'attaque du Pays était fausse, car à Charlottetown, aux côtés de Cartier, il y avait Hector Langevin, mais ce dernier, beaucoup plus jeune, lorsque son chef était là, se montrait plutôt silencieux.

Au milieu de septembre par des indiscretions et aussi par les discours des hommes politiques qui ont participé à la Conférence de Charlottetown on sait que la Confédération a été acceptée en principe et qu'il ne reste plus qu'à en préciser les modalités. Le 14 septembre, La Minerve publie un éditorial assez révélateur. Elle rappelle d'abord, pour le faire sien, le passage d'un discours de Sir Etienne-Paschal Taché à la session précédente:

"Aux législatures locales devra être confiée la protection de toutes les lois, des institutions et des intérêts locaux, et le gouvernement fédéral, qui aura le pouvoir souverain, devra s'occuper de toutes les questions de législation et de gouvernement communs à toutes les provinces."

"Les lignes de démarcation entre les deux pouvoirs, remarque plus loin le journal, sont facilement déterminées dans la théorie, puisqu'elles tiennent à la nature même du système. Mais quand on en vient à la pratique, il y a plus de difficultés. Il faut donner assez de force et assez d'attributs au pouvoir fédéral pour qu'il puisse maintenir la sécurité au dehors sans que néanmoins, il gêne en rien l'exercice des pouvoirs particuliers."

Et le journal note, ce que confirme une analyse même superficielle de la presse à l'époque, que:

"Les deux forces qui agissent en sens contraire dans l'établissement de toute confédération, se font clairement remarquer dans la discussion actuelle entre la presse française et la presse anglaise de la province. Plusieurs journaux, quoique favorables à la confédération, diffèrent néanmoins d'une manière sensible, sur les détails. Les Anglais, pour qui les intérêts politiques et commerciaux sont seuls en jeu, n'ont rien à craindre du gouvernement central, et voient d'abord aux moyens d'assurer son bon fonctionnement. C'est en lui qu'ils espèrent, et la nécessité et la force d'action des gouvernements locaux ne viennent pour eux qu'en second lieu.

La presse française au contraire, veut placer, avant tout, dans la constitution fédérale, des garanties pour l'autonomie particulière de sa nationalité. Elle appuie tout le système sur ces garanties mêmes; elles viennent au premier rang, et sans elles, jamais l'établissement d'une confédération n'obtiendra son consentement."

Les Libéraux du Bas-Canada précisent, eux aussi, leur attitude dès qu'ils connaissent l'essentiel de ce qui s'est passé à Charlottetown.

Le 17 septembre, dans Le Pays, on peut lire:

"Dans la lutte qui se fait sur le terrain des principes et de la nationalité, nous avons pris le côté qui convient, suivant nous, aux intérêts du Bas-Canada et à nos propres convictions. Nous avons repoussé tout projet de changement politique qui aurait pour objet d'amoindrir notre influence et de donner une prépondérance indue aux éléments nationaux qui tendent à nous dépasser et à nous absorber. Nos adversaires, mettant de côté des considérations plus hautes, ont trouvé bon de favoriser l'idée d'une union fédérale, sans trop approfondir les détails d'une mesure qu'ils ne connaissent pas encore, mais qui ne peut être que désastreuse pour nous, à quelque point de vue qu'on l'envisage. C'est une affaire de parti; c'est une question de vie et de mort pour les Conservateurs qui voyaient le pouvoir leur échapper, et qui doivent leur position présente aux concessions qu'ils ont faites à la majorité du Haut-Canada, quand nos amis et nos chefs politiques restaient fermes devant toutes les sollicitations."

Dix jours plus tard, après avoir lu les discours que Cartier, Galt et Macdonald ont prononcés à Halifax en revenant de la Conférence de Charlottetown, Le Pays formule des commentaires encore plus aigres:

"On voit dans quel sens se font les progrès de confédération. Chemin de fer intercolonial, gouvernement fort, centralisé dans la législature centrale, législatures locales réduites aux proportions de conseils de village, à la merci du "pouvoir souverain"; loi de milice avec dépenses

énormes, création d'une marine, et tout cela couronné d'un bon ministère qui pillera à droite et à gauche pour payer ses créatures! Nous pourrions pousser plus loin l'énumération, mais lorsque la convention siégera à Québec, en octobre prochain, une nouvelle occasion se présentera d'examiner la question. En attendant, nous sommes plus que jamais persuadés qu'il ne faut attendre rien de bon de ces allées et venues."

B)

La Conférence de Québec

Après avoir, au début de septembre, à Charlottetown, accepté en principe que les colonies britanniques en Amérique du Nord s'unissent dans un système fédératif, les représentants des trois provinces maritimes et du Canada-Uni décidèrent de se rencontrer de nouveau à Québec à compter du 10 octobre suivant pour jeter les bases d'une constitution qu'approverait ensuite le parlement impérial. Les trente-trois délégués représentant le Canada-Uni, comprenant le futur Québec et le futur Ontario, la Nouvelle-Ecosse, le Nouveau-Brunswick, l'Île du Prince-Edouard et Terre-Neuve, ceux qu'on a appelés les Pères de la Confédération, siégèrent du 10 au 22 octobre et rédigèrent les 72 Résolutions de Québec qui constituent une sorte de brouillon de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867.

La Conférence fut tenue à huis clos et il est impossible de connaître en détail les discussions que poursuivirent les participants. Parmi eux, il n'y avait que quatre Canadiens français, Etienne-Paschal Taché, qui présida la Conférence, et trois autres ministres, Georges-Etienne Cartier, Jean-Charles Chapais ainsi qu'Hector Langevin. Ces deux derniers restèrent plutôt silencieux, et il semble même que Cartier n'ait guère parlé. Il préféra présenter ses revendications au sein du cabinet pour qu'elles fussent exposées à la Conférence par son collègue Macdonald.

Le 24 octobre, dans des minutes fort incomplètes qu'on a conservées de la Conférence, on note cependant cette demande d'un délégué de la Nouvelle-Ecosse, William A. Henry: "I would ask Lower Canada not to fight for a shadow", ce qui peut être une allusion aux luttes que poursuivaient Cartier et ses collègues pour les droits des Canadiens français.¹¹

La genèse de la Confédération à la Conférence de Québec a donc été un phénomène essentiellement anglo-saxon, un phénomène de pensée et d'expression anglaises. Quoique cela puisse sembler paradoxal, la constitution américaine est née dans une atmosphère beaucoup plus française, les hommes politiques qui se réunirent à Philadelphie en 1787

11. Pope's Confederation Documents. Toronto, 1895, p. 87.

Pour reconstituer la Conférence de Québec, cf. W. Menzies Whilelaw, "Reconstruction the Quebec Conference", The Canadian Historical Review, XIX, pp. 123-137.

étant beaucoup plus nourris des écrits des philosophes français du dix-huitième siècle que les Pères de la Confédération, y compris les quatre Canadiens français.

La Conférence fut cependant l'occasion pour plusieurs délégués de prendre contact avec l'atmosphère française de Québec. Les réunions sociales furent nombreuses et joyeuses. Le 21 octobre, le correspondant à Québec du Courrier de Saint-Hyacinthe écrivait:

"Les amusements ne font pas défaut par le temps qui court dans la capitale. Nos ministres savent volontiers oublier à propos leur gravité d'hommes d'état pour rendre à nos illustres hôtes et aux dames qui les accompagnent, leur séjour en Canada aussi agréable que possible." Et le correspondant ajoutait un peu méchamment: "Nos compatriotes Québécois heureux du bruit, des fêtes aussi variées que brillantes des plaisirs dont leur Cité d'ordinaire assez monotone, est le théâtre, rivalisent en politesse et se montrent à la hauteur de leur renommée."

Le 20 octobre, dans l'après-midi, un certain nombre de délégués des provinces maritimes se rendirent à l'Université Laval qui était née une dizaine d'années auparavant. Les journaux prétendirent que plusieurs d'entre eux exprimèrent alors le désir d'envoyer leurs fils compléter leurs études à Laval, mais il ne semble pas que leur enthousiasme ait survécu à leur séjour à Québec.

Après la Conférence de Charlottetown, et même pendant la Conférence de Québec en octobre, on demeure honnêtement dans l'attente, une attente qu'exigeait d'ailleurs le huis clos des délibérations même s'il était souvent brisé par des indiscretions.

C)

Manifeste de Dorion

Mais au début de novembre, malgré le silence officiel, on connut par de nombreux discours et articles de journaux, l'essentiel des résolutions adoptées à la Conférence de Québec, et le 7 novembre, Antoine-Aimé Dorion jugea nécessaire de les dénoncer dans un manifeste adressé à ses électeurs du comté d'Hochelaga. Ce texte, avec les discours qui seront prononcés au cours de l'hiver de 1865 à la Législature du Canada-Uni lors de la discussion sur les Résolutions de Québec et avec le Manifeste des vingt de 1866, dont il sera question plus loin, constituent les documents les plus révélateurs dans la lutte contre la Confédération au Bas-Canada.

Après avoir rappelé les grandes lignes du projet, Dorion se demande d'abord quelle indépendance conserveront les provinces "si elles sont privées du droit de régler leurs

lois criminelles, leurs lois commerciales et si elles ne peuvent modifier leurs lois civiles et municipales, les lois concernant l'instruction publique et autres questions semblables, qu'avec l'approbation du gouvernement général - si elles n'ont pas même le droit de déterminer la constitution de leurs tribunaux et de nommer les juges qui doivent veiller à l'exécution de leurs lois?" Théoriquement, Dorion avait raison. Si les droits de réserve et de désaveu qu'on inscrivait dans la constitution avaient joué, comme le souhaitait John A. Macdonald qui, toutefois, heureusement pour les provinces, trouva sur son chemin Oliver Mowatt, le premier ministre de l'Ontario et le comité judiciaire du Conseil privé, c'était une véritable union législative qu'on créait. Et Dorion ajoutait logiquement: "Si c'est une union législative que l'on veut avec un gouvernement central fortement organisé, pourquoi cette complication de gouvernements locaux dont les pouvoirs seront à peu près nuls et qui ne serviront qu'à surcharger les contribuables de dépenses inutiles? Si c'est une Union Fédérale que l'on désire pourquoi alors ne pas lui en donner tous les caractères et tous les attributs? Pourquoi ne pas conserver à chaque province cette indépendance, cette souveraineté sur tout ce qui regarde son gouvernement intérieur qui est une condition

essentielle à tout gouvernement fédéral!" "Chaque système, concluait non sans raison Dorion, offre ses avantages et ses inconvénients, mais le projet de la conférence réunit les inconvénients des deux, sans donner la simplicité et l'efficacité que l'on rencontre dans l'unité législative, ni les garanties pour les institutions de chaque province que le système fédéral pourrait seul assurer."

Aux yeux de Dorion, la nécessité de régler le problème de la représentation selon la population n'était pas une raison suffisante pour créer la Confédération. Il aurait mieux valu, selon lui, accorder au Haut-Canada quelques députés de plus qu'au Bas-Canada en conservant l'égalité dans le Conseil législatif. "Pour éviter le danger que cette augmentation des membres pouvait faire attendre, disait-il, l'on propose de donner au Haut-Canada dix-sept membres de plus qu'au Bas-Canada, et l'on ajoute encore quarante-sept membres pour les provinces maritimes, en tout soixante-quatre membres ajoutés à l'élément britannique, outre les vingt-huit membres de plus que l'on donne au Conseil législatif, et c'est ainsi que l'on prétend protéger les institutions du Bas-Canada."

Pour Dorion, l'entrée des provinces maritimes dans la Confédération ne ferait qu'augmenter les charges financières du Haut et du Bas-Canada sans aucune compensation commerciale. La défense du pays deviendrait plus

difficile avec le Nouveau-Brunswick et ses cinq cent milles de frontière le long des Etats-Unis. Le Conseil législatif, c'est-à-dire le Sénat, "composé d'un nombre fixe de membres nommés à vie par la couronne pourrait entraver les voeux de l'opinion publique et paralyser toute législation progressive." Dorion se scandalisait qu'on se proposait de faire voter les constitutions locales du Bas et du Haut-Canada par la législature actuelle "donnant ainsi, disait-il, à la majorité des représentants du Haut-Canada le droit d'imposer dans la constitution locale des dispositions qui répugneront au sentiment populaire du Bas-Canada."

Et Dorion terminait par l'argument qui demeurera jusqu'en 1867 le plus sérieux de ceux formulés par les adversaires de la Confédération en disant: "De quelque manière que l'on apprécie les changements projetés, il est un point sur lequel il ne peut y avoir de différence d'opinion, c'est que lorsqu'il ne s'agit de rien moins que de refaire la constitution, de poser de nouvelles bases à l'édifice politique, le peuple dont l'intérêt et la postérité sont affectés par ces changements doit être consulté." A cette consultation, Dorion aurait exigé pour que le gouvernement puisse opérer des changements à la constitution l'approbation de la majorité des représentants de chaque section, le Haut et le Bas-Canada.¹²

12. On trouve le Manifeste de Dorion dans tous les journaux de l'époque. Il a été reproduit par Thomas Chapais comme deuxième appendice au huitième volume de son Cours d'histoire du Canada.

D)

Assemblée populaires

Après la lettre de Dorion aux élections de Hochelaga, à la fin de 1864 et au début de 1865, la lutte s'organisa dans le peuple. Dès la fin de septembre 1864, on avait commencé à Montréal à tenir des assemblées contre la Confédération ainsi qu'en témoigne cet extrait de La Minerve du 24 septembre qui laisse en même temps croire que des élections pourraient être tenues sur la question.

"Il s'opère en ce moment, au sein de notre ville, un mouvement qui sans avoir aucune grande apparence, peut avoir pour nous une portée déplorable et des conséquences fatales. Sous ce prétexte de provoquer des manifestations publiques contre la confédération, on tient des assemblées où l'on insinue que la population anglaise conspire contre nous, pour l'extinction de notre langue, de notre religion et de notre nationalité. On prêche la résistance absolue à tout projet de fédération, pour arriver forcément bien-tôt à la dissolution de l'Union. Nous voulons mettre nos compatriotes en garde contre les périls de semblables manifestations. Si ces assemblées ont un résultat, ce sera d'aigrir les Canadiens français contre les Anglais, d'exciter les haines de race et des dissidences nationales qui aboutiront à la guerre civile.

...Adversaires de la confédération, nous vous demandons une chose: au nom de cette nationalité qui nous est chère et que vous voulez mettre à l'abri de tout danger, n'irritez pas inutilement une classe d'hommes qui nous sauve, depuis dix ans, et dont nous avons peut-être encore besoin pour les luttes à venir.:

... Si vous êtes contre la confédération, vous vous prononcerez contre aux prochaines élections. Les ministres ne vous ont-ils pas promis de soumettre leur plan de confédération au corps électoral, avant d'essayer de le mettre en pratique?"

A la fin de 1864, les assemblées devinrent plus sérieuses. Elles furent tenues dans les comtés de Rouville, de Verchères, d'Iberville, de Laprairie, de Drummond et Arthabaska, de Jacques Cartier, de Chambley, de Bagot, de Saint-Hyacinthe. Le 7 janvier, Le Pays constatait que le peuple se réveillait sérieusement et que bientôt le mouvement embrasserait tout le Bas-Canada. "Puisque le ministère actuel, écrit Le Pays, n'a pas l'intention de demander au peuple son opinion sur les changements constitutionnels qu'il nous prépare, il faut que ce dernier prenne l'initiative et qu'il prouve qu'il n'est pas disposé à signer sans examen l'espèce d'arrêt de mort qu'on lui présente. Que les maires de chaque village, que les préfets de chaque comté se mettent donc tous à l'œuvre, et que le Bas-Canada, par le moyen d'assemblées publiques, se prononce catégoriquement sur le projet de Confédération qui doit être prochainement soumis à ses représentants dans les Chambres."

L'assemblée tenue à Verchères le 27 décembre fut regardée par Le Pays du 29 décembre comme "un triomphe antifédéral parfait". Le journal en reproduit les résolutions dont la suivante résume bien les arguments des manifestants:

"Résolu: - Que cette assemblée désapprove formellement le projet adopté par la Conférence pour l'Union de toutes les provinces de l'Amérique Britannique du Nord sous un même gouvernement central ou fédéral et l'établissement de gouvernements locaux: 1^o - Parce que le nouveau système serait dispendieux et compliqué. 2^o - Parce qu'il mettrait en péril les institutions et la foi religieuse, ainsi que l'autonomie de la nationalité canadienne française, garantie par les traités salennels et les statuts impériaux. 3^o - Parce qu'il imposerait à cette province des obligations pécuniaires qui incombent exclusivement et de droit aux autres provinces de l'Amérique Britannique du Nord, et des sacrifices matériels très onéreux, tels que la taxe directe, sans procurer en retour dans ce pays aucun bénéfice réel ou tangible. 4^o - Parce qu'il susciterait très probablement, tôt ou tard, dans toute l'étendue des dites provinces, et particulièrement en ce pays des troubles civils et peut-être extrêmement graves."

L'opinion publique était donc déjà assez éveillée lorsque, le 3 février 1865, au Conseil législatif, le premier ministre, l'honorable Sir. E.P. Taché proposa, pour employer le langage barbare officiel, "qu'il soit présenté une adresse à Sa Majesté, à l'effet qu'une mesure basée sur certaines résolutions soit soumise au parlement impérial." A l'Assemblée législative, John A. Macdonald fit de même.

E)

Débats sur les Résolutions
de Québec

Ce fut l'occasion du plus important débat sur la Confédération dont heureusement le compte-rendu verbatim

nous a été conservé en anglais et en français.¹³

F)

Au Conseil législatif

Au Conseil législatif, dont les membres à l'époque étaient pourtant pour plus de la moitié élus, le débat n'eut guère d'importance. Le premier ministre, Sir Etienne-Paschal Taché, qui siégeait au Conseil, présenta le projet dans un discours assez terne. Son adversaire libéral, Letellier de Saint-Just, lui ayant demandé de parler en français, Taché répondit: "Comme plusieurs membres anglais ne comprennent pas du tout le français et que presque tous les membres français comprennent l'anglais, je parlerai dans cette dernière langue.¹⁴ Taché vanta d'abord ce qu'il appelait "les mérites intrinsèques du projet lui-même" et ensuite le règlement qu'il apportait aux difficultés internes du Canada-Uni. Il utilisa considérablement un argument qui reviendra souvent sur les lèvres des partisans de la Confédération et que nous aurons l'occasion d'analyser plus tard, la menace

13. Débats parlementaires sur la question de la Confédération des provinces de l'Amérique britannique du Nord imprimés par ordre de la Législature en 1865, citée dorénavant sous le mot Débats. Ces Débats peuvent, depuis 1952, être utilisés plus facilement grâce à un index: Archives publiques du Canada, Index aux Détats sur la Confédération 1865. (Ottawa, Archives publiques du Canada, 1952.)

14. Débats, p. 6.

américaine. "Si nous laissions passer, déclara-t-il, sans en profiter, l'occasion qui se présente d'elle-même aujourd'hui, nous serions lancés, bon gré mal gré dans l'Union américaine par la violence, ou bien nous nous trouverions placés sur un plan incliné qui nous y conduirait insensiblement. Dans l'un ou l'autre cas, le résultat serait le même. Dans notre condition présente, nous ne continuions pas longtemps d'exister comme colonie anglaise."¹⁵

Au Conseil législatif, un des principaux orateurs canadien-français qui, à part le premier ministre, parla en faveur de la Confédération fut Sir Narcisse Fortunat Belleau qui, quelques mois plus tard, devait à sa mort remplacer Taché comme chef théorique de la coalition. Belleau tenta de prouver que l'opinion publique avait été alertée et que le gouvernement ne cherchait pas à présenter l'adoption de la mesure. Cela était toujours difficile à prouver par suite du refus du gouvernement de consulter le peuple.

"Un autre fait qui prouve que le peuple n'a pas été pris par surprise à propos de cette question (la Confédération), déclarait Belleau, c'est que depuis dix mois il y a eu douze élections de conseillers législatifs, et on ne peut pas dire que quand elles ont été faites il ne s'agissait pas de confédération. Ce serait dire une chose fausse à la face du soleil ... Et non seulement il y a eu des élections, mais encore il y a eu des

15. Id., p. 6

assemblées publiques en grand nombre dans tout le pays... et partout dans ces assemblées on ne s'est pas fait tirer l'oreille pour parler de confédération, et dans le sens le plus défavorable possible."¹⁶

Les deux conseillers législatifs canadiens-français qui firent valoir les meilleurs arguments contre le projet furent les honorables Letellier de Saint-Just et J.A. Olivier. Le premier fut bref, craignant de plonger dans l'inconnu. Il demanda des précisions au gouvernement et proposa la remise de l'adoption des Résolutions tant que ces précisions n'auraient pas été fournies. Cette remise fut refusée par un vote de 38 contre 20.

Le conseiller Olivier prononça un discours beaucoup plus élaboré, fit une bonne analyse critique du projet pour terminer par la demande d'un appel au peuple. Sa péroraison mérite d'être citée car elle révèle une attitude qu'on retrouve souvent chez les adversaires modérés de la Confédération:

"En terminant, je supplierai le gouvernement de donner au peuple le temps et l'occasion de se convaincre que la constitution qu'il a préparée est bonne et qu'elle est réellement faite dans ses intérêts; et ensuite, je lui prédis que quand viendra le temps de la défendre le peuple marchera comme un seul homme. Mais si on veut la lui imposer

de force et sans le consulter, on ne doit pas, on ne peut pas s'attendre à la lui voir défendre avec autant de zèle. Je crois que cette demande n'est que juste, et pour nous-mêmes et pour le peuple que nous représentons. Pour moi je ne suis pas venu ici pour combattre la confédération et la faire échouer à tout prix, mais je ne veux certainement pas la voter sans la connaître dans tous ses détails."¹⁷

Finalement, les Résolutions de Québec furent approuvées par 45 voix contre 15, ces dernières venant de 12 conseillers législatifs élus et de 8 du Bas-Canada. Sept de ces derniers avaient été élus et pouvaient par conséquent traduire les sentiments d'une assez bonne fraction de l'opinion populaire.

G)

A la Chambre basse

Le débat à la Chambre basse fut beaucoup plus intéressant et révélateur. Les hommes politiques, surtout à une époque où le suffrage était encore assez restreint, ne représentaient peut-être pas toujours fidèlement l'opinion populaire, mais ils fournissaient tout de même un bon échantillonnage des sentiments de leurs concitoyens. Le débat provoqua en faveur de la Confédération les grands discours de John A. Macdonald, Georges-Etienne Cartier, George Brown, Alexander T. Galt, Thomas d'Arcy McGee, Hector Langevin, pour

17. Id., p. 183.

ne nommer que les vedettes, et surtout il permit aux adversaires du projet de faire la synthèse de leurs arguments. Parmi ceux-ci, nous nous arrêterons aux deux Dorion, Antoine-Aimé et Eric, à deux Canadiens anglais, Luther H. Holton et Lucius Huntington, à deux Conservateurs qui, à cette occasion, se séparèrent de leur parti, Christopher Dunkin et Henri Taschereau, finalement à deux députés ordinaires, Joseph-Xavier Perrault et J.-B. Pouliot.

Nous n'avons pas à analyser ici même les principaux discours qui ont été prononcés en faveur de la Confédération au cours du débat sur les Résolutions de Québec, car nous aurons l'occasion d'en étudier les traits essentiels en examinant l'attitude de Canadiens français en face des causes qui ont précipité les événements, mais il convient de donner une brève idée de chacun de ces discours.

Le premier de ces discours est évidemment celui que John A. Macdonald prononça, le 6 février, pour proposer "qu'une humble adresse soit présentée à Sa Majesté" pour lui demander de soumettre au parlement impérial une mesure à l'effet d'unir les colonies du Canada, de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick, de Terreneuve et de l'Île du Prince-Edouard en un seul gouvernement, d'après certaines dispositions basées sur les résolutions adoptées à une

conférence de délégués de ces colonies, tenue en la cité de Québec le 10 octobre 1864. C'est un discours, qui peint bien l'homme, un discours de politicien habile et pragmatique. Dès le début, Macdonald rejette presque dédaigneusement les critiques tout de même sérieuses qui ont été formulées par les Libéraux du Bas-Canada et leurs journaux en disant: "Le projet tel qu'exposé par la presse n'a, pour ainsi dire, rencontré aucune opposition. Cà et là il y a eu des dissensions sur certains détails, mais comme ensemble le projet a reçu une approbation presque universelle."¹⁸

Macdonald montre ensuite que le Canada-Uni n'avait que trois moyens de sortir de ses difficultés. Le premier était la dissolution de l'Union entre le Haut et le Bas-Canada. "Je crois, disait-il, qu'une telle proposition ne trouverait pas aujourd'hui un seul partisan."¹⁹ Le second moyen eut été d'accorder au Haut-Canada la représentation d'après la population. Et Macdonald, avec son réalisme habituel, formulait le commentaire suivant: "Ce que le Haut-Canada aurait regardé comme un droit à réclamer et à exercer eut été certainement envisagé par le Bas-Canada comme une injustice et un danger."²⁰ Restait comme troisième moyen "une confédération des provinces, par une union soit fédérale, soit législative." Et Macdonald, dans un passage

18. Id., p. 26

19. Id., p. 29

20. Id., p. 29

souvent cité, opposait union législative et union fédérale:

"Quant aux avantages comparatifs d'une union législative et d'une union fédérale, je n'ai jamais hésité à dire que si la chose était praticable, une union législative eût été préférable. J'ai déclaré maintes et maintes fois que si nous pouvions avoir un gouvernement et un parlement pour toutes les provinces, nous aurions eu le gouvernement le meilleur, le moins dispendieux, le plus vigoureux et le plus fort. Mais en considérant ce sujet et en le discutant, comme nous l'avons fait dans la conférence avec le désir d'en venir à une solution satisfaisante, j'ai trouvé que ce système était impraticable. Et, d'abord, il ne saurait rencontrer l'assentiment du peuple du Bas-Canada, qui sent que, dans la position particulière où il se trouve comme minorité du peuple sous la confédération, ses institutions, ses lois, ses associations nationales, qu'il estime hautement, pourraient avoir à en souffrir. C'est pourquoi il a été compris que toute proposition qui impliquerait l'absorption de l'individualité du Bas-Canada, ne serait pas reçue avec faveur par le peuple de cette section."²¹

Macdonald consacra ensuite son discours à expliquer ce que serait la future Confédération et il termina par un appel qui était plus qu'une formule: "Je supplie la Chambre de ne pas laisser échapper cette occasion, qui ne se présentera peut-être jamais, et qui a été amenée par un concours particulier de circonstances. Il faut donc en profiter, car si nous le négligeons, nous pourrions un jour regretter de ne pas avoir accepté cette heureuse opportunité de fonder une nation puissante sous l'égide de la Grande-Bretagne et de notre souveraine Dame la Reine Victoria."²²

21. Id., p. 30

22. Id., p. 44

Le deuxième grand discours en faveur des Résolutions de Québec fut celui de Georges Etienne Cartier, le 7 février.²³ Ce n'est pas un des meilleurs discours qu'il ait prononcé. On y trouve l'expression de la crainte que Cartier avait des Etats-Unis: "La question, dit-il, se réduit à ceci: Il nous faut ou avoir une confédération de l'Amérique britannique du Nord, ou bien être absorbés par la confédération américaine."²⁴

Cartier crut aussi nécessaire de souligner l'attachement de la population française du Bas-Canada à la Couronne anglaise allant pour cela jusqu'à rappeler l'attitude du clergé et des seigneurs lors de l'invasion américaine en 1775. Il essaya aussi de montrer que la minorité protestante ne serait pas maltraitée par la majorité catholique française dans la future province de Québec.

Cartier ajoutait aussi avec optimiste qu'une nouvelle "nationalité" naissait, donnant d'ailleurs au mot un sens inspiré de l'anglais plutôt que du français.

23. Il existe deux versions françaises légèrement différentes du discours de Cartier: l'une dans les Débats (pp. 53-61) et l'autre dans Discours de Sir Georges Cartier par Joseph Tassé, Montréal 1893, pp. 410-426. Cette dernière est la meilleure.

24. Discours de Sir Georges Cartier, p. 414

"Si nous nous unissons, disait-il, nous formerons une nationalité politique, indépendante de l'origine nationale et de la religion des individus. Des hommes ont regretté qu'il y eût diversité de races et ont exprimé l'espoir qu'avec le temps cette diversité disparaîtrait. La fusion des races en une seule est une utopie; c'est une impossibilité. Les distinctions de cette nature existeront toujours; la dissemblance paraît être d'ordre physique, moral et politique. Quant à cette objection, que nous ne pouvons former une grande nation, parce que le Bas-Canada est anglais et protestant, et que les provinces maritimes sont mixtes, elle est, à mon avis, de la dernière futilité.

Prenons pour exemple le Royaume-Uni, habité comme il est par trois grandes races. La diversité de races a-t-elle mis obstacle aux progrès, à la richesse de l'Angleterre? Chacune d'elles n'a-t-elle pas généreusement contribué à la grandeur de l'Empire? Les trois races unies n'ont-elles pas par leurs aptitudes combinées, leur énergie et leur courage, contribué chacune à la gloire de l'Empire, à ses lois si sages, à ses succès sur terre, sur mer et dans le commerce?"²⁵

Evidemment, Cartier ne tenait pas suffisamment compte de la langue et de l'éducation, mais il ne faut pas le juger avec la connaissance que nous avons aujourd'hui des événements qui se sont déroulés depuis 1867.

Et Cartier termina en disant comme son collègue Macdonald: "Si nous perdons cette occasion favorable, qui sait si elle se présentera jamais?"²⁶

25. Id., p. 422

26. Id., p. 426

Cartier eut l'occasion de parler de nouveau à quelques reprises pendant le débat, mais il n'ajouta rien d'important aux arguments qu'il avait développés dans son premier discours.

Alexander T. Galt parla immédiatement après Cartier. Il traita particulièrement du problème financier et prononça le discours le plus technique du débat. Ce n'est que plus tard que nous aurons l'occasion de voir quelles précautions il prit pour protéger les intérêts de ses compatriotes protestants du Bas-Canada.²⁷

Le discours de George Brown offre un intérêt spécial et dans les paroles de cet homme qu'on avait si souvent accusé, d'ailleurs souvent avec raison, d'être l'ennemi des Canadiens français catholiques on s'arrête volontiers à celles qu'il leur consacra. Dès le début, il évoqua la Conquête pour déclarer ceci:

"Je ne rappelle ces anciens temps que pour faire remarquer que les descendants des vainqueurs et des vaincus de la bataille de 1759 siégent ici aujourd'hui avec toutes les différences de langage, de religion, de lois civiles et d'habitudes sociales presque aussi distinctement marquées qu'elles l'étaient il y a un siècle. Nous siégeons ici aujourd'hui et cherchons à l'amiable à trouver un remède à des maux constitutionnels et à des injustices dont se plaignent, - les vaincus? Non, M. l'Orateur, mais dont se plaignent

27. Le discours de Galt est dans les Débats, pp. 61-70.

les conquérants? Ici siégent des représentants de la population anglaise qui réclame justice seulement; et ici siégent les représentants de la population française qui délibèrent dans la langue française sur la question de savoir si nous l'obtiendrons. Cent ans se sont écoulés depuis la conquête de Québec, mais voici que les enfants des vainqueurs et des vaincus siégent côte-à-côte, tous avouant leur profond attachement à la couronne britannique, - tous délibérant sérieusement pour savoir comment nous pourrions le mieux propager les bienfaits des institutions britanniques, - comment on pourra établir un grand peuple sur ce continent en relations intimes et cordiales avec la Grande-Bretagne."²⁸

Brown termina un long exposé, dans lequel il analysa toutes les modalités des Résolutions de Québec en soulignant que la mesure était un compromis:

"Nous ne la présentons pas comme parfaite, dit-il, mais bien comme une mesure si avantageuse au peuple du Canada que tout ce qu'en lui impute de mal, à tort ou à raison, disparaît devant ses mérites. Nous la présentons non pas exactement dans la forme que nous Canadiens aurions aimé à lui donner, mais dans la meilleure forme qui pouvait être acceptée par les cinq colonies qui doivent formée l'union, - nous la présentons dans la forme adoptée par les cinq gouvernements et par le gouvernement impérial, et aussi comme nous pensons qu'elle le sera par toutes les législatures des provinces. Nous demandons à la chambre de l'accepter telle qu'elle lui a été présentée, car nous ne savons pas si les modifications que nous pourrions y faire ne la rendraient pas inacceptable ailleurs, et une fois ces modifications commencées dans quatre législatures différentes, qui peut dire jusqu'où cela nous mènerait?

28. Débats, p. 84

Tout membre de cette chambre est libre de la critiquer s'il le juge à propos, et de l'amender s'il en est capable, mais nous le prévenons du danger que son amendement comporterait et rejeterions sur lui toute la responsabilité des conséquences.²⁹

Parmi les Pères de la Confédération, celui qui semble le mieux avoir exprimé un sentiment national naissant³⁰ est Thomas D'Arcy McGee. On dirait que le fait pour lui d'être Irlandais, d'avoir lutté dans sa jeunesse contre l'Angleterre, pour abandonner en vieillissant une bonne partie du fanatisme de certains de ses compatriotes avait fait de McGee un meilleur Canadien. Dans ses discours, il exprimait très bien ce qu'était pour lui le Canada.³¹

29. Id., p. 116

30. Cf. W.S. Wallace, "The growth of Canadian general feeling" dans The Canadian Historical Review, vol. 1, pp. 136-165.

31. Voici ce que disait McGee dans un discours qu'il prononçait à Halifax en 1863: "What do we need to construct such a nationality? Territory, resources by land and sea, civil and religious freedom, these we have already. Four millions we already are: four millions culled from races that, for a thousand years, have led the van of Christendom... Analyse our aggregate population: we have more Saxons than Alfred had when he founded the English realm. We have more Celts than Brien had when he put his heel on the neck of Odin. We have more Normans than William had when he marshalled his invading host along the strand of Falaise. We have the laws of St. Edward and St. Louis, Magna Charta and the Roman Code. We speak the speeches of Shakespeare and Bossuet. We copy the constitution which Burke and Somers and Sidney and Sir Thomas More lived, or died, to secure or save. Out of these august elements, in the name of the future generations who shall inhabit all the vast regions we now call ours, I invoke the fortunate genius of a United British America". (The Honorable Thomas D'Arcy McGee of Montreal (pamphlet, n.d., p. 21).

Le discours que McGee prononça le 9 février est comme il le disait celui d' "un député anglais du Bas-Canada", mais d'un Anglais d'origine irlandaise. Aussi est-il intéressant de lire ses remarques sur ce qu'il appelle "les préjugés de race". Il félicite Cartier d'être exempt de ces préjugés en ajoutant:

"... quoique sa première pensée en fait de patronage et autres matières semblables soit toujours pour ses compatriotes, ce dont je ne le blâme en aucune façon. Je pense qu'on a poussé cette théorie des races à un point où elle est devenue anti-chrétienne et illogique. Où se trouvent érites, je vous le demande, ces sublimes paroles: "Dieu a fait du même sang toutes les nations qui habitent la surface du globe?" - Voilà la véritable théorie des races - et c'est là ce qui fait que je suis aucunement effrayé de la perspective d'une majorité française dans la législature locale; car si elle est injuste ce ne pourra être qu'accidentellement, et qu'on sache bien que si je parle ainsi ce n'est pas parce que je partage la même croyance religieuse, car la langue et le sang sont des barrières que la religion elle-même est impuissante à faire disparaître."³²

Plus loin, McGee décrit bien ce qu'est la société de l'Amérique:

"Nous n'avons, ici, dit-il, aucune tradition à vénérer. Nous n'avons point d'aristocratie consacrée par le temps ou les hauts faits. Ici tout homme est le premier colon du sol ou le descendant à une ou deux générations près du premier colon;

32. Débats, pp. 145-146.

nous n'avons pas de monument évoquant d'anciens souvenirs. Nous n'avons ici aucune de ces légendes populaires qui, dans d'autres pays, ont une grande influence sur le gouvernement; ici enfin chaque homme est le fils de ses œuvres. Nous n'avons ici aucune de ces influences qui ailleurs exercent sur le gouvernement le même effet que l'atmosphère invisible sur la vie animale et végétale. Nous sommes dans un pays nouveau - où tout homme a l'ambition d'arriver parce que les castes et les systèmes n'ont pas eu le temps de prendre racine. Nous n'avons ici d'autre aristocratie que celle de la vertu et du talent, seule véritable aristocratie comme l'indique le sens même du mot."³³

Hector Langevin, qui n'avait que 39 ans en 1865 et qui par conséquent était un des plus jeunes parmi les hommes politiques mêlés à la naissance de la Confédération, prononça un assez long discours dans lequel il s'efforça surtout de démontrer que le nouveau régime ne mettrait pas en danger les intérêts du Canadien français. Avec un peu de naïveté, il s'écria: "L'histoire est là pour prouver qu'il y aura toujours une opposition, et que si l'on veut opprimer une section de la Confédération, ses représentants s'allieront en masse à la minorité, et, devenant par là la majorité, empêcheront toute injustice de la part du gouvernement central."³⁴

33. Id., p. 148

34. Id., p. 390

Avant de passer aux orateurs qui combatirent la Confédération, il est bon de signaler qu'outre les ministres, il y eut pour défendre le projet un homme politique canadien-français qui, bien que simple député, prononça sur le sujet un discours fort intéressant. C'est Joseph-Edouard Cauchon.³⁵ Il utilisa l'argument de la menace américaine, dénonça les Libéraux et, comme il avait déjà été un adversaire de la Confédération, il s'attira cette remarque moqueuse d'Antoine-Aimé Dorion:

"M. le Président, considérant que d'après l'hon. député de Montmorency qui vient de s'asseoir, tous ceux qui s'opposent à la confédération sont annexionnistes et des impies, je dois le féliciter d'avoir enfin ouvert les yeux et d'avoir échappé ou danger d'être entraîné dans ce gouffre de l'union américaine et peut-être à quelque chose de pis, car il n'y a que très peu de temps il se trouvait dans cette mauvaise compagnie de ceux qui sont opposés à la confédération."³⁶

35. Le discours entrecoupé de plusieurs interruptions est aux pages 559-590 des Débats.

36. Débats, p. 590.

H)

L'opposition

Antoine-Aimé Dorion, en sa qualité de chef de l'opposition, intervint à plusieurs reprises dans le débat, mais le 16 février, il prononça le grand discours qui peut être regardé comme la somme des arguments des adversaires canadiens-français de la Confédération.³⁷ Il s'excusa d'abord d'être obligé de s'exprimer en anglais afin de se faire comprendre de tous. Prétendant que les partisans du projet n'apportaient que deux motifs pour le justifier, la solution du problème de la représentation selon la population et la nécessité de mettre le pays sur un meilleur pied de défense, il entreprit de démontrer que le remède préconisé ne convenait pas et qu'il était même dangereux pour les Canadiens français. Se défendant assez bien d'avoir été naguère partisan d'une solution fédérative, comme le prétenaient les Conservateurs, il déclara qu'il n'était qu' "en faveur d'une Confédération des deux provinces du Haut et du Bas-Canada, mais une Confédération réelle, donnant les plus grands pouvoirs aux gouvernements locaux, et seulement une autorité déléguée au gouvernement général", - "différent totalement, sous ce rapport, ajoutait-il, de celle qui

37. On trouve le texte du discours d'Antoine-Aimé Dorion des pages 248 à 273 des Débats.

est aujourd'hui proposée, et qui donne tous les pouvoirs au gouvernement central, en réservant aux gouvernements locaux le moins de liberté d'action possible." Quant au problème de la défense auquel on liait la construction du chemin de fer intercolonial unissant le Canada-Uni aux provinces maritimes, Dorion jugeait qu'il était impossible de le régler sérieusement au moyen de la Confédération. "Nous sommes tenus de faire tout notre possible pour protéger le pays, mais nous ne sommes pas obligés de nous ruiner dans l'expectative d'une invasion que nous ne pourrions pas repousser si elle avait lieu même avec tous les secours que l'Angleterre pourrait nous procurer. Les batailles pour la défense du Canada n'aurait pas lieu sur nos frontières, mais en pleine mer et auprès des grandes villes sur les bords de l'Atlantique. Ce ne serait rien moins qu'une folie pour nous d'épuiser nos ressources par une défense de quinze à vingt millions par année pour lever une armée de 30,000 à 50,000 hommes dans le but de résister à une invasion. Ce que le Canada a de mieux à faire, c'est d'être paisible, et de ne donner aucun prétexte de guerre à nos voisins."

Dorion prétendait aussi que les magnats britanniques des chemins de fer, désireux de rétablir l'état de leurs finances, étaient les artisans secrets de la Confédération

et tous le comprenaient lorsqu'il lançait le nom d'Edouard Watkin, cet ancien président du Grand Tronc qui occupait sa retraite à faire du "lobby" en faveur du projet en Angleterre et au Canada et qu'on peut regarder comme le trente-quatrième père de la Confédération.³⁸

Dorion admettait qu'il ne serait pas toujours nécessairement opposé à la Confédération, mais il jugeait le projet prématûr parce que les provinces qu'on allait unir n'avaient pas entre elles des relations commerciales et sociales suffisantes, séparées qu'elles étaient par des forêts vierges. Libéral sincère, il dénonçait la création d'une Chambre haute non élective, le futur sénat, ce qui était un recul pour le Canada-Uni qui, depuis 1856, avait une Chambre haute élective. Enfin, il voyait dans le projet, particulièrement en matière de mariage et de divorce une menace pour les institutions des Canadiens français. Dans sa péroraison, il s'écria: "Je crains fortement que le jour où cette Confédération sera adoptée ne soit un jour

38. Sir E.W. Watkin, Canada and the states recollection, 1851 to 1866, London, 1887. Dans Colony to Nation, Toronto, 1946, p. 320, Arthur R.M. Lower écrivait: "Watkin brought men together but there is some evidence for believing that he suffered from not being personally popular. He was a central figure, though it would hardly be possible for him to have been as central as he himself seemed to think he was."

néfaste pour le Bas-Canada... Je la considère comme l'une des plus mauvaises mesures qui pourraient nous être soumises et s'il arrivait qu'elle fut adoptée sans la sanction du peuple de cette province, le pays aura plus d'une occasion de le regretter."

Réclamer un appel au peuple, c'était là le grand argument auquel Macdonald et Cartier ainsi que leurs partisans n'ont jamais pu répondre. Cet appel au peuple, les partisans de la Confédération l'ont redouté et nous ne pouvons évidemment qu'imaginer quels en auraient été les résultats et les conséquences.

Les Conservateurs n'aimèrent guère le discours de Dorion et, le 23 février, La Minerve écrivait assez justement:

"Personne n'a jamais regardé M. Dorion comme un homme d'état (sic), et il a prouvé, un fois de plus, que le jugement du public était juste. Aucune largesse de vues, aucune élévation dans les idées; mais toujours des questions de personnes, voilà ce que l'on retrouve dans ce discours.

... M. Dorion en a profité pour faire une histoire de sa vie politique, qu'il a essayé de justifier; ce qui était impossible. Lorsqu'il en vint à parler de la question qu'il fallait d'abord discuter, il ne put que répéter des objections, usées avant même d'être nées, et auxquelles ne saurait s'arrêter, ni un homme politique ni un homme d'affaires."

Eric Dorion n'ajouta guère aux arguments de son frère, mais il fut plus dramatique. Après avoir montré que la coalition de juin et le projet de Confédération qui en était sorti n'étaient qu'une manœuvre du parti conservateur pour conserver le pouvoir, il répéta à satiété: "Je m'oppose au projet de Confédération parce que..." ... "Je m'oppose au projet de Confédération parce que..."³⁹

Les trois députés canadiens-anglais Holton, Huntington et Dunkin étaient dans une situation spéciale puisque la plupart de leurs collègues de langue anglaise du Bas et du Haut-Canada y étaient favorables et qu'ils n'avaient pas à craindre pour la survivance de leur groupe ethnique. Au fond, les deux premiers, Libéraux, étaient dépités d'avoir été abandonnés par Brown, par les Libéraux du Haut-Canada. Par ailleurs, ils n'étaient pas très sûrs que les intérêts des Canadiens anglais fussent vraiment protégés, comme le prétenait le représentant de ces derniers dans le gouvernement Alexander T. Galt. Huntington déclara même que dans "les townships de l'est", les masses étaient contre le projet, ce qui était exagéré, mais il était plus juste lorsqu'il affirmait qu'en général "les habitants de ces cantons qui appartiennent au parti libéral sont opposés au projet par rapport à la manière dont on l'a présenté au peuple."⁴⁰

39. Débats, pp. 859-861.

40. Id., p. 955.

La position de Christopher Dunkin était plus complexe. Homme remarquable, collaborateur de Lord Durham dans sa fameuse enquête, conservateur, premier trésorier provincial du Québec après la Confédération et ensuite ministre de l'Agriculture à Ottawa, il fut un adversaire subtil de la Confédération. Pour expliquer son attitude, il lui fallut plusieurs heures, ce qui luit fit prononcer le plus long discours du débat, soixante-trois pages dans le compte-rendu, donc plus de cinq heures. Pour Dunkin, la seule question était: "Comment le projet, dans son ensemble, fonctionnera-t-il?" Et il l'examinait dans le détail pour trouver mille difficultés, pour se moquer par exemple à une époque où on ne pouvait imaginer la divisibilité de la Couronne de l'offre... faite... à sa Très Gracieuse Majesté de continuer de la garder sur le trône, en d'autres termes, de la créer Reine de l'Amérique britannique du Nord, par la grâce de la Conférence de Québec. Et Dunkin terminait par cet argument bizarre: "Si l'adoption de ce projet doit nous ramener à l'âge d'or, et rendre nos hommes publics si sages, si prudents et si consciencieux, pourquoi désespérer d'une amélioration dans ce sens lors même que le projet serait rejeté? Si nous sommes capables de faire fonctionner cette constitution nouvelle et presque impraticable, pourquoi ne serions-nous pas en état de nous en passer?"⁴¹

41. Id., p. 548.

Quant à Henri-Elzéar Taschereau, député conservateur de la Beauce, il crut nécessaire de rompre avec son parti en disant: "Je n'ai pas été convaincu par les messieurs qui m'ont précédé que la constitution qu'on nous propose protégera en elle-même des garanties suffisantes pour la protection de nos droits." Et il ajouta: "Je crois donc que le vote que je vais donner contre la Confédération sera celui que donnerait la grande majorité de mes électeurs et la grande majorité du Bas-Canada, et mon opinion est tellement formée sur ce point que je me mépriserais moi-même si, je votais pour la Confédération lorsque mes convictions sont aussi fortes et aussi sincères."⁴²

Joseph-Xavier Perrault, député de Richelieu, prononça, après celui de Dunkin, le plus long discours de tout le débat, dans lequel il développa d'abord les arguments les plus sérieux mais aussi vers la fin, il eut le temps d'évoquer les persécutions contre les Irlandais, de raconter dans le détail la dispersion des Acadiens, de rappeler toutes nos luttes constitutionnelles et d'expliquer que dans l'île Maurice, l'Angleterre n'avait pas respecté les clauses du traité lui cédant cette colonie pour conclure que la nouvelle constitution était une menace pour les Canadiens français.⁴³

42. *Id.*, p. 895.

43. Le discours de Perrault est aux pages 590-632 des Débats.

D'autres députés se contentèrent de brefs discours comme J.B. Pouliot qui lut une résolution du conseil municipal de la paroisse de Saint-Arsène, dans son comté de Témiscouata, "considérant que le projet de Confédération des provinces britanniques de l'Amérique du Nord... serait dé-savantageux au Bas-Canada"⁴⁴, comme aussi Moïse Fortier, de Yamaska, qui disait: "On nous presse d'échanger ce que nous avons pour ce que l'on voudra nous octroyer", et qui ajoutait avec un art consommé des lieux communs: "M. l'Orateur, je ne suis pas de cet avis, je suis de ceux qui, avec Franklin, disent "Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras", je suis de ceux qui préfèrent un rossignol en main qu'un aigle dans les airs! Voilà pourquoi je ne veux pas, sans plus de ga-rantie, changer la constitution de notre pays."⁴⁵

Divers votes furent pris. Le plus important et le plus révélateur fut celui du 10 mars alors que la propo-sition du gouvernement fut approuvée par 91 voix contre 33, le vote pouvant s'analyser ainsi: dans le Haut-Canada, 54 voix en faveur de la mesure, 8 contre; dans le Bas-Canada, 37 en faveur, 25 contre; chez les Canadiens français 26 pour, 22 contre. Une proposition d'en appeler au peuple avant de soumettre le projet au parlement impérial fut rejetée par 84

44. Id., pp. 881-882.

45. Id., pp. 939-942.

voix contre 35; une autre demandant que le projet ne soit pas mis en vigueur avant d'être approuvé par le parlement du Canada-Uni après les prochaines élections générales fut rejetée par 79 voix contre 31; finalement, c'est sur division, c'est-à-dire sous vote que les Résolutions de Québec furent techniquement approuvées, le véritable vote ayant été pris le dix mars. C'est ce qui permettrait au Pays, le 14 mars, d'écrire: "La séance parlementaire de vendredi dernier (10 mars) restera profondément marquée dans les annales du Canada, et surtout dans l'histoire de la nationalité française sur cette partie du continent américain. C'est dans cette nuit mémorable qu'aura été commis l'acte le plus inique, le plus dégradant dont le régime parlementaire ait été témoin depuis la trahison de députés irlandais qui ont vendu leur pays à l'Angleterre pour des places, des honneurs et de l'or."

Le ton n'est évidemment pas le même dans La Minerve dont le correspondant parlementaire à Québec écrit le 11 mars:

"Enfin, le vote est donné, et la confédération est adoptée. Après une discussion de plus d'un mois, ..., le peuple du Canada, par la voix de ses représentants qui sont ses organes constitutionnels, a rendu son jugement; et ce jugement est une éclatante manifestation des principes que nous n'avons cessé de défendre nous-mêmes, depuis

la coalition, et une approbation concrète, par une écrasante majorité, de la conduite du ministère et de l'œuvre des délégués.

Le vote de la législature canadienne formera une date importante dans l'histoire du Canada. Il consacre pour nous l'espoir d'une existence nouvelle, plus grande et plus glorieuse que celle dont nous avons joui jusqu'à présent; il nous promet l'indépendance et la prospérité,...

L'union des colonies, c'est la consécration de notre existence politique et nationale et la garantie sûre de notre avenir."⁴⁶

Le 16 mars, le correspondant parlementaire du Pays à Québec envoyait à son journal une note amusante qu'il accompagnait de commentaires sur l'harmonie future entre les Anglo-Saxons et les Canadiens français.

"Dès que le vote en faveur de la confédération monarchique fut connu, M. Cauchon et M. Cartier entonnèrent La Marseillaise et tous les ministériels du Bas-Canada firent chorus, au grand scandale de l'orateur, des greffiers et du sergent d'armes, tous gens qui ne plaisantent pas sur le décorum parlementaire. M. John A. Macdonald, afin d'empêcher le retour d'une scène du même genre, se hâta, dès que l'appel au peuple fût repoussé, de chanter le God Save the Queen.

Ces deux chants seraient-ils par hasard l'emblème précurseur de la singulière harmonie qui va régner dans la confédération."

46. La Minerve, 14 mars 1865.

I)

1865-1866

Entre l'approbation des Résolutions de Québec par le parlement du Canada-Uni et leur étude à la Conférence de Londres à la fin de 1866, le projet de Confédération demeura l'objet de discussions politiques entre ses partisans et ses adversaires.

Dès le début de mars, il avait reçu un rude coup par suite de la défaite aux élections générales du Nouveau-Brunswick du gouvernement qui lui était favorable. Le 9 mars, La Minerve constatait que les nouvelles reçues depuis deux jours du Nouveau-Brunswick étaient d'un caractère très grave. "Les Démocrates annexionnistes, ajoutait le journal, sont dans la jubilation et ils espèrent bien que le projet ministériel va manquer." "Pour nous, répliquait-il, ces événements nous apparaissent sous un autre jour, et plus nous les méditons, plus nous approuvons la conduite de l'administration, plus nous sommes convaincus de l'importance et même de la nécessité impérieuse qu'il y a pour toutes les provinces de réaliser au plus tôt l'union projetée."

La Minerve ne pouvait tout de même pas nier que par suite de l'attitude de l'électorat du Nouveau-Brunswick le gouvernement du Canada-Uni aurait des difficultés à réaliser son projet de confédération. Jusqu'en mai 1866, alors que de nouvelles élections furent tenues et assurèrent cette fois le triomphe des partisans de la Confédération, l'attitude du Nouveau-Brunswick causa une certaine anxiété dans les milieux gouvernementaux du Canada-Uni. On eût pu forcer la main à la colonie, mais mieux valait obtenir son consentement.⁴⁷

C'est évidemment avec joie que, le 13 juin 1866, La Minerve écrit:

"...Les nouvelles du Nouveau-Brunswick ont produit, dans la capitale, un effet magnifique. Tout le monde s'en réjouit. On est maintenant certain que la Confédération va passer, avant quelques mois, dans l'ordre des faits accomplis."

La défaite des partisans de la Confédération au Nouveau-Brunswick poussa le gouvernement du Canada-Uni à envoyer le plus tôt possible une délégation à Londres pour

47. Cf. à ce sujet George F. Wilson, "New Brunswick Entrance into Confederation", The Canadian Historical Review, 1928, pp. 4-31. Dans cet article, l'auteur écrit: "The governor general, Lord Monck, was indeed willing to consider the possibility of bringing New Brunswick into the union even against the wishes of the people. Why should the Imperial parliament he wrote to Macdonald, "allow a majority in one branch of the Legislature in a small province to overbear the expressed opinion of the rest of the B.N.A.?" (pp. 21-22)

précipiter l'approbation du projet. La délégation comprenait Macdonald, Brown, Galt et Cartier. De passage à Halifax, ce dernier avouait franchement le 14 avril: "Je n'ai guère besoin de confesser que les habitants du Canada sont très désappointés de l'échec que ce projet (de Confédération) vient de recevoir au Nouveau-Brunswick." Et l'homme d'état canadien-français ajoutait plus loin: "En apprenant la défaite de notre mesure au Nouveau-Brunswick, les ministres ont cru devoir proroger les Chambres et envoyer une délégation en Angleterre pour régler la question de la Confédération, la question de la défense et celle du chemin de fer Inter-colonial."⁴⁸

Les Libéraux prétendirent que la délégation n'avait pas été aussi bien accueillie en Angleterre que le soutenaient les Conservateurs. Le 9 juin, Le Pays écrivait:

"L'Angleterre ne voudra pas... imposer la Confédération aux Provinces Maritimes et, quoi qu'en disent les journaux ministériels, les unionistes sont loin de gagner du terrain. Ce sont là autant de motifs d'espoir pour nous, autant de raisons de croire que le projet néfaste que l'on médite ne recevra pas son accomplissement."

48. Discours de Sir Georges Cartier, p. 446.

Les délégués revinrent au Canada au début de l'été et dans le rapport qu'il fit de son voyage à l'Assemblée législative, le 15 août, Cartier déclara:

"Les chefs de l'opposition prétendent que notre mission en Angleterre a été un parfait fiasco; ils se trompent entièrement... La mère patrie a complètement approuvé et sanctionné le projet d'une Confédération. Les ennemis de ce projet espéraient que le refus par le Nouveau-Brunswick d'y acquiescer amènerait l'Angleterre à s'y déclarer hostile. Ils ont été déçus. L'Angleterre donne au projet le plus entier appui. On ne devrait pas oublier que le plan de confédération qu'elle approuve ainsi est celui qui a été adopté, après une longue étude, par la conférence de Québec. L'opposition aura encore le désagrément de voir avant longtemps les provinces maritimes l'adopter. La législation de la Nouvelle-Ecosse ne s'est jamais déclarée contre l'idée d'une Confédération. Quant au Nouveau-Brunswick, on y constate à l'heure qu'il est une énergique et très décisive réaction en sa faveur. Oui, le gouvernement a tout sujet de se féliciter du succès de la mission en Angleterre."⁴⁹

Le jour précédent, le 14 août, La Minerve avait senti le besoin d'expliquer le retard apporté à l'adoption du projet en montrant que pour ce faire il fallait vaincre bien des préjugés.

49. Id., p. 457

"MM. Dorion et Holton, écrivait le journal, s'indignent des retards apportés dans la conclusion de la confédération. Et dans leur impatience, ils ne cessent de demander qu'on l'abandonne pour chercher ailleurs le moyen de régler les difficultés entre les deux sections de la province.

... Croit-on qu'un projet aussi vaste, qui embrasse tant et de si importantes considérations, puisse être réglé dans l'espace de quelques mois? La confédération ne pouvait être accomplie que par le consentement de cinq (5) parlements représentant un égal nombre de provinces distinctes; il fallait pour obtenir ce consentement, vaincre des préjugés fortement enracinés dans le cœur des populations; il fallait faire taire les ambitions personnelles, l'esprit de clocher si puissant dans petit pays."

Malgré les affirmations de Cartier et de ses partisans, tant que le Nouveau-Brunswick n'eut pas de nouveau tenu des élections générales, le projet de Confédération sembla en panne et on se demanda même dans les journaux s'il ne faudrait pas le remplacer par un projet de fédération des deux Canadas. Le 30 octobre 1865, on pouvait lire dans

La Minerve:

"La presse commence à s'occuper sérieusement de ces deux questions: on étudie la fédération; on la prévoit et, dans certains quartiers, on prépare les esprits à l'accepter. Bientôt, ce sera la question dominante dans la politique canadienne. On peut assurer qu'elle provoquera de longues discussions dans la presse et au Parlement. Il est certain que la fédération des Canadas ne sera pas acceptée avec l'enthousiasme, le patriotisme, la largeur de vue et les espérances d'avenir qui avaient accueilli la Confédération.

La fédération des Canadas n'est pas un progrès général; par la désunion des deux sections de la province, nous diminuons notre force, nous augmentons nos dépenses, sans augmenter nos moyens, nous créons de nouvelles entraves à notre commerce, nous affaiblissons notre influence au dehors."

La période de stagnation de 1865-1866 permit une sorte de décantation des idées au cours de laquelle les journaux, tant partisans qu'adversaires, purent aborder avec un peu plus de dégagement les diverses questions que posait le projet.

Si on parcourt Le Pays, toujours fanatiquement opposé au projet, on y trouve, le 3 août, sous le titre "Le cortège de la Confédération" un article dont le passage suivant révèle la violence:

"La Confédération entraîne à sa suite une foule de maux; la langue française noyée, la religion persécutée, la race franco-canadienne bafouée et maltraitée, ses droits ravis, ses libertés foulées aux pieds, son existence menacée, en un mot les mille-et-une oppressions qui ont accompagné le régime anglais dans tous les pays conquis.

Un autre item non moins important est celui des dépenses qu'elle occasionnera forcément."

Et le journal fait des calculs pour en arriver à la somme élevée pour l'époque de \$105,000,000.

Par ailleurs, les partisans de la Confédération continuent à défendre le projet en particulier dans La Minerve. Le 21 août, dans ce journal, on peut lire un article sur la Confédération, réaction contre les idées démocratiques. L'article est provoqué par un projet de loi d'Antoine-Aimé Dorion qui voudrait que les élections se déroulent en un seul jour. Cela empêcherait les propriétaires de voter dans plusieurs circonscriptions. Le journal conservateur bondit d'indignation.

"La conséquence directe, écrit-il, serait le scrutin secret et le suffrage universel. Pourquoi le scrutin secret n'a-t-il pas été adopté en Angleterre, malgré les exemples de corruption dont chaque élection est témoin? Parce qu'avec le scrutin secret, toute l'influence appartient au nombre; c'est le régime de la démocratie pure; l'influence de la propriété est annulée, et alors on est assuré, ni de la sécurité de cette même propriété, ni de la stabilité du gouvernement. En niant la propriété dans l'ordre politique, on propose la négation dans l'ordre social.

... Beaucoup de concessions, beaucoup trop dans votre opinion, ont été faites déjà à la démocratie, tant dans la politique que dans la législation. Il s'agit, aujourd'hui, de réagir contre le passé. La confédération qu'on est à établir doit assurer sur cette partie du continent l'empire des institutions anglaises, et prévenir l'envahissement des idées démocrates qui règnent chez nos voisins. L'autorité n'est pas tellement forte qu'il faille sans cesse diminuer son pouvoir et lui enlever un par un, tous ses priviléges.

Nous sommes conservateurs, et nous voulons que la loi donne à la propriété foncière tous les droits auxquels il lui est permis de prétendre."

Le 14 novembre, La Minerve, en face des retards qu'apportent à la réalisation du projet les hésitations des Maritimes, proclame sa foi dans la Confédération:

"Nous ne croyons point qu'il y ait pour nous d'autre alternative que l'annexion ou la confédération, et nous repoussons l'annexion de toutes nos forces.

Pour nous, la question se présente toujours sous un même aspect: celui de la conservation des droits particuliers du Bas-Canada, comme de l'établissement solide des principes politiques qui nous régissent, et qui, seuls peuvent nous donner la somme de liberté à laquelle nous devons prétendre.

Nous ne voulons pas que cette question soit considérée comme un expédient politique, pour le salut de la coalition. C'est plutôt la coalition qui a été formée pour appuyer la confédération.

Les échecs que pourrait éprouver l'union dans les provinces du golfe, nous montrent encore mieux combien il est urgent de l'adopter afin de pouvoir remédier aux maux dont ces échecs nous donnent la mesure."

Pendant cette période d'attente, trois problèmes auxquels étaient particulièrement intéressés les Canadiens français catholiques furent aussi souvent discutés: celui de la juridiction en matière de mariage, celui de la protection de la minorité protestante dans le Bas-Canada et

celui de l'éducation des minorités dans le Bas et le Haut-Canada. Nous traiterons des deux derniers sujets plus loin à l'occasion de la session de 1866, mais il convient de parler dès maintenant du problème que souleva la juridiction en matière de mariage.

J)

Mariage et divorce

Une des plus délicates questions que posa aux Canadiens français catholiques la genèse de la Confédération fut celle de la juridiction du futur pouvoir fédéral sur le mariage et surtout sur le divorce. Lors du débat sur les Résolutions de Québec, à l'Assemblée législative du Canada-Uni, Antoine-Aimé Dorion déclara:

"Je ne vois pas sans appréhension que l'on laisse au parlement général le droit de législer sur tout ce qui sera attaché au mariage et au divorce. La question du mariage est intimement liée à une grande partie de notre code et de nos droits civils".⁵⁰

A propos du divorce, le chef libéral put se montrer facilement cruel à l'égard de Hector Langevin qui, peu de temps auparavant avait tenté d'expliquer pourquoi les Résolutions de Québec confiaient le divorce à la juridiction fédérale.

50. Débats, p. 693.

"Nous n'entendons pas établir ni reconnaître un droit nouveau, disait Langevin, nous n'entendons pas admettre une chose que nous avons toujours refusé de reconnaître; mais, dans la conférence, il s'est agi de déterminer à quelle législature appartiendraient les différents pouvoirs qui se trouvent dans les constitutions des différentes provinces. Or, parmi ces pouvoirs qui ont été exercés de fait et à bien des reprises, se trouvait celui du divorce. Comme membre de la conférence, sans admettre ou créer un droit nouveau, et tout en déclarant comme je le fais en ce moment que, comme catholiques, nous ne reconnaissions pas le divorce, nous avons dû déterminer le corps législatif auquel serait laissé ce pouvoir que nous trouvions dans nos constitutions. Après mûre délibération nous résolûmes de le laisser à la législature centrale, croyant par là rendre moins facile une procédure qu'il est si aisément aujourd'hui d'exécuter."⁵¹

A cela Dorion rappelait que l'année précédente, Langevin avait déclaré qu' "il était impossible à un catholique de permettre même la première lecture d'un bill de divorce". Aujourd'hui, disait-il, il est revenu de ses erreurs et il ne veut pas que la législature locale puisse législer sur le divorce, mais il délègue ce droit au parlement fédéral et l'autorise à le faire."⁵²

On se demandait en certains milieux si un catholique pouvait voter en faveur des Résolutions de Québec vu qu'une d'entre elles prévoyait le divorce. On consulta des théologiens à Rome et le 13 avril 1865, Le Journal de Québec

51. Id., pp. 395-396.

52. Id., p. 694.

publiait leur avis. Les députés qui voulaient voter sans scrupule pour la Confédération avaient représenté qu'il ne s'agissait pas de créer le pouvoir de faire des lois sur le mariage et le divorce, mais de déclarer où devrait exister dans l'avenir un pouvoir qui existait déjà; ils avaient souligné que le système restreindrait plutôt qu'il n'étendrait un pouvoir déjà existant et qu'il serait plus difficile dans la plupart des circonstances d'obtenir un divorce du congrès fédéral que des parlements provinciaux. Les théologiens romains répondirent qu'un député catholique pourrait voter en faveur de la Confédération. Le principal motif de leur décision était qu'il s'agissait simplement de transporter d'un pouvoir à un autre un droit qui existait déjà indépendamment des députés catholiques. Cet argument d'autorité clôtura le débat.

K)

Changements politiques

Après le débat de l'hiver 1865 qui avait marqué la réalisation du programme de la coalition politique de juin 1864, quelques changements s'opérèrent dans la composition du cabinet qu'il faut signaler ici, ne serait-ce que pour mentionner les réactions qu'ils provoquèrent.

Le 30 juillet 1865, le premier ministre Etienne-Paschal Taché mourut et il fut remplacé par Sir Narcisse Belleau. Le 12 août, La Minerve écrivait à ce sujet pour prouver que rien n'était changé:

"...Dans toutes les négociations, les ministres n'ont eu qu'un but: maintenir la politique du gouvernement sur la question de la Confédération. Toutes les opinions, comme toutes les ambitions personnelles ont été subordonnées à ce résultat. Les ministres viennent ainsi de nous donner une nouvelle preuve du ferme désir qu'ils ont de hâter le règlement de cette grande mesure par son adoption définitive dans toutes les provinces intéressées..."

Un Canadien français demeurait le chef théorique du gouvernement de coalition dont John A. Macdonald, Georges-Étienne Cartier et jusqu'à un certain point George Brown étaient les chefs réels. Aussi la démission de ce dernier

en décembre 1865 eut-elle une certaine importance.⁵³

Le 23 décembre, La Minerve expliqua que la démission n'était liée "en aucune manière à la question de l'union des provinces" et y trouva même un nouvel argument en sa faveur.

"La politique du gouvernement, écrivait le journal conservateur, sur ce point, n'en sera donc pas modifiée, et il continuera, comme par le passé, à presser le règlement de cette mesure. Nous nous en réjouissons d'autant plus que chaque jour nous montre davantage l'urgence d'en venir à une prompte solution. La position actuelle n'est guère tenable. Nous subissons aujourd'hui un état de transition politique qui ne peut durer longtemps. On se rappelle encore que, durant plus de deux ans, la législation a été complètement arrêtée en Canada, par suite de l'état des partis. Le pays peut se trouver de nouveau placé dans une pareille impasse.

...Les intérêts de notre commerce exigent impérieusement un lien politique avec les provinces du golfe. Peut-être le traité de réciprocité ne sera-t-il pas renouvelé, et dans ce cas, nous nous trouvons tout à coup sans débouchés suffisamment rapprochés pour nos principaux produits. Et d'ailleurs, quand même ce traité serait renouvelé, il ne suffit plus à nos légitimes aspirations."

Par ailleurs, les Libéraux opposés à la Confédération évitèrent de triompher et Le Pays du 23 décembre écrivit même:

53. Cette démission a évidemment été étudiée en détail par J.M.S. Careless dans Brown of the Globe, vol. two, Toronto, pp. 187-220. Je ne veux ici que signaler la réaction canadienne-française.

"Pour nous, nous croyons que M. Brown s'abstiendra de déclarer une guerre immédiate à ses ex-collègues. Il est compromis sur trop de questions pour qu'il puisse rejeter la responsabilité de ses œuvres. L'on comprend alors qu'en logique et en politique, tant pour ne pas se déshonorer que pour conserver la confiance de ses anciens partisans, il doive aider et soutenir au ministère sur plusieurs questions, comme la Confédération, le Nord-Ouest, etc.

On admet généralement aujourd'hui que la question sur laquelle il ne rencontre pas les vues de ses collègues, est celle du traité de réciprocité."

Nous aurons l'occasion de parler plus tard de la démission d'Alexander T. Galt.

L)

La session de 1866

La session de 1866 qui se déroula à Ottawa du 8 juin au 15 août et qui fut la dernière du dernier parlement du Canada-Uni fut marquée par les ultimes débats sur la question de la Confédération.

Dès le début de la session, le représentant de la Couronne ayant dans son discours osé, selon le langage officiel, "exprimer le confiant espoir que le prochain parlement qui se tiendra dans ces murs ne se bornera pas à une assemblée de représentants du Canada, mais comprendra ceux de toutes les colonies britanniques de l'Amérique septentrionale", Antoine-Aimé Dorion, au nom de l'opposition, proposa un amendement dans lequel il était dit "qu'un changement aussi radical dans les institutions politiques et les relations de la province ne devrait pas être mis à effet avant que le peuple ait eu l'occasion d'exprimer son approbation", mais cette proposition fut défaite par 79 voix contre 19.⁵⁴

Le débat le plus important eut lieu autour des résolutions prévoyant des constitutions pour les futures provinces de Québec et d'Ontario. La 41ième résolution de

54. Journaux de l'Assemblée législative de la Province du Canada, session 1866, pp. 5 et 13. Les débats de l'été de 1866 n'ont malheureusement pas été conservés verbatim comme ceux de l'hiver de 1865, mais nous verrons qu'ils intéressent particulièrement le Québec.

Québec disait: "Les gouvernements et les parlements des diverses provinces seront constitués de la manière que leurs législatures actuelles jugeront à propos respectivement d'établir". C'est ce qui devait permettre à la Nouvelle-Ecosse et au Nouveau-Brunswick d'entrer dans la Confédération avec les constitutions que ces colonies possédaient déjà et c'est ce qui exigea que le Parlement du Canada-Uni en préparât une pour le Québec et une pour l'Ontario afin qu'elles fussent insérées dans l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

John A. Macdonald présenta des résolutions prévoyant des constitutions analogues pour le Québec et l'Ontario, sauf que dans cette dernière province la législature serait unicamérale et dans la première, bicamérale. Dans le Québec, un certain nombre de circonscriptions électorales à population protestante et anglo-saxonne recevaient aussi une protection spéciale.⁵⁵

John A. Macdonald, qui ne voulait pas que les futures provinces soient trop puissantes, déclara que si dans une législature souveraine deux Chambres pouvaient exister, dans une législature subordonnée une seule suffisait. Il donna comme exemple la Nouvelle-Zélande, ce qui

55. Id., pp. 362 et 367.

permet de croire qu'il n'avait pas une très haute conception de la souveraineté des futures provinces.⁵⁶

Son collègue, Georges-Etienne Cartier eut à prouver que ce qui n'était pas bon pour l'Ontario l'était pour le Québec: Dans le discours qu'il prononça le 13 juillet, il déclara que si le Haut-Canada en ne voulant avoir qu'une seule Chambre avait été mû par un désir d'économie, ce ne pouvait être pour un tel motif que le Bas-Canada refuserait de donner plus de dignité à ses institutions législatives. Il ajouta: "Les populations du Bas-Canada sont beaucoup plus monarchistes que celles du Haut-Canada: elles apprécient davantage les institutions monarchiques, hormis, toutefois, les démocrates avancés, comme il s'en trouve quelques-uns dans cette Chambre. Ceux-là vont me désapprouver; mais je n'y ai pas regret. Pour avoir leur approbation, il me faudrait favoriser beaucoup trop leurs idées et manquer par là même au premier de mes devoirs".⁵⁷

Il semble bien que la création du Conseil législatif pour le Québec et l'approbation par Macdonald du bicaméralisme pour une province et son rejet pour l'autre aient eu des raisons plus profondes que les contemporains

56. Cf. P.B. Waite. The Life and Times of Confederation 1864-1867, Toronto, 1962, p. 285.

57. Discours de Sir Georges Cartier, Joseph Tassé, Montréal, 1893, p. 496.

soulignèrent d'ailleurs.

En réalité, on voulait protéger la minorité anglo-saxonne contre une action législative possible de la Chambre basse. Le 9 juillet, La Minerve, journal favorable au gouvernement, écrivait:

"La minorité anglaise du Bas-Canada espère que le Conseil législatif pourrait, s'il devenait nécessaire, neutraliser l'action de l'Assemblée, quand cette action pourrait être nuisible à cette minorité....

Le Conseil Législatif, nous le répétons, est établi exclusivement pour les Anglais du Bas-Canada: les Canadiens français n'en ont nul besoin."

Le 17 juillet, La Minerve, qui avait peut-être été sermonnée par Cartier, trouvait d'autres raisons à l'existence d'une Chambre haute pour le Québec.

"D'un autre côté, pouvons-nous n'avoir qu'une seule chambre? Cette expérience a été faite aux Etats-Unis et ailleurs, et elle n'a réussi nulle part. Surtout avec le système responsable, ne demander qu'une chambre, c'est vouloir que la législation sacrifie tout son temps et toute son énergie dans les luttes de partis.

Une Chambre Haute inamovible, c'est la branche ferme, solide, sérieuse, indépendante, par excellence, de la législature, et elle impose infailliblement une part de son esprit et de ses qualités à la branche populaire, naturellement plus libre dans ses allures et plus turbulente.

Nous disions l'autre jour, que les Canadiens français n'avaient aucun avantage direct à l'établissement de la Chambre Haute; ce sont surtout les Anglais du Bas-Canada qui doivent désirer son établissement. Mais, dans d'autres rapports, nous désirons ardemment qu'il y ait deux chambres dans le gouvernement local de notre province.

Plus il y aura de différence dans les diverses législatures provinciales, plus le principe fédéral se trouvera d'avantage consacré par la pratique, et plus l'union législative sera reconnue impossible. Ceci est pour nous d'un intérêt majeur."

Le 18 juillet, Le Canadien était sans doute plus franc et plus réaliste lorsqu'il écrivait: "On nous présente le Conseil législatif, nommé par la Couronne, comme une institution inspirée par l'esprit conservateur, comme une oeuvre monarchique. Il n'en est rien. C'est uniquement une barrière que l'on met à l'extension de notre influence, c'est une forteresse que l'on érige sur notre domaine et dont la garnison anglaise tiendra nos forces en échec."

M) Les circonscriptions protégées

A l'époque de la Confédération, les Canadiens anglais et protestants du Québec ne voulaient prendre aucune chance. Ils représentaient près du quart de la population, mais leur puissance réelle était plus considérable que leur nombre, car dans les villes de Québec et de Montréal ils étaient maîtres de l'industrie, du commerce et des finances et ils dominaient entièrement les Cantons de l'Est. Ils craignirent que la nouvelle constitution ne leur fit perdre leur situation privilégiée, soumis qu'ils seraient dorénavant dans une foule de domaine au bon vouloir d'une majorité canadienne-française et catholique au sein de la future législature locale. Leur chef principal, John T. Galt, ministre des Finances dans le gouvernement du Canada-Uni, tenta de les rassurer dans un grand discours qu'il prononça, le 23 novembre 1864,

dans la ville de Sherbrooke dont il était le député.⁵⁸ Il repoussa l'idée que les Canadiens français puissent un jour priver leurs compatriotes anglais d'une représentation substantielle à l'Assemblée législative, mais il ne voulut prendre aucune chance.

Il exigea dans la future constitution du Québec, présentée au Parlement du Canada-Uni, le 13 juillet 1866, qu'aucune modification ne pût être apportée aux bornes d'une circonscription électorale sans l'approbation des trois quarts des députés, soit 49 sur 65, ce qui aurait exigé le consentement des députés anglais. Quelques semaines plus tard, cette disposition fut remplacée par une nouvelle, celle qui fut adoptée et qui se trouve encore aujourd'hui à l'article 80 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Il n'est permis, par un projet de loi, de modifier les bornes d'un certain nombre de circonscriptions électorales "à moins que la deuxième et la troisième lecture de ce projet de loi n'aient été adoptées à l'Assemblée législative avec le concours de la majorité absolue des députés qui représentent des circonscriptions électorales". Ces circonscriptions qui, en 1867, étaient évidemment de langue anglaise étaient Pontiac, Ottawa, Argenteuil, Huntingdon, Missisquoi, Brôme, Shefford, Stanstead, Compton, Wolfe et Richmond et la ville de Sherbrooke.

58. Speech on the Proposed Union of the British North American Provinces by the Hon. A. T. Galt, Montréal, 1864. La Minerve publia une traduction assez complète du discours à compter du 28 novembre.

Cette disposition ne fut pas adoptée sans protestation. Le député Joseph Cauchon se scandalisa d'un système qui permettrait à six députés d'empêcher l'adoption d'une loi et il prétendit que les Anglais laissaient croire qu'ils ne se fiaient pas à la majorité canadienne-française. Le chef des libéraux, Antoine-Aimé Dorion, attaqua lui aussi la mesure. John T. Galt la défendit, et elle fut adoptée par 68 voix 24.⁵⁹

A plusieurs reprises, lorsqu'on a touché aux bornes des circonscriptions électorales fixes, on a observé les exigences de l'article 80 mais, à quelques reprises, on les a oubliées. Toutes les douze circonscriptions n'existent plus dans leur état primitif, et elles ne sont plus maintenant très anglo-saxonnes.⁶⁰

59. C'est The Morning Chronicál du 6 août, p. 2, qui semble donner le meilleur résumé du débat sur la question. Selon Cauchon, d'après- le compte-rendu du journal, la mesure "was a solemn declaration that the English-speaking people could not trust the French Canadian majority in lower Canada" alors que "No such desire or oppression existed on the part of the majority." Pour Antoine-Aimé Dorion, la mesure n'était pas nécessaire. Galt répondit que "there was no insult to the majority but a grateful and kindly concession on their part". Quant à Christopher Dunkin, il déclara que "the votes of those who grudge the English-speaking people of Lower Canada this little security of a fair hearing will have significance and teach them who are prepared to do justice and who refuse it."

60. Sur cette question, Cf. Jean-Charles Bonenfant "Les douze circonscriptions électorales privilégiées du Québec". Cahiers de géographie, no 13, avril-sept, 1962, p. 161.

N)

Le problème de l'éducation

C'est aussi au cours de la session de 1866 que se posa de la façon la plus aigue le problème de l'éducation des minorités tant dans le Bas que dans le Haut-Canada. C'est sans doute l'occasion de s'y arrêter pour tenter d'en faire une brève synthèse.

La 43ième résolution de Québec prévoyait que "Les législatures locales auront le pouvoir de faire des lois sur les sujets suivants:" et le paragraphe 6 donnait comme sujet: "L'éducation, (sauf les droits et priviléges que les minorités catholiques ou protestantes dans les deux Canadas possèderont par rapport à leurs écoles séparées au moment de l'Union)." 61

D'ailleurs, dès la Conférence de Charlottetown, on avait prévu que l'éducation relèverait des provinces, sauf pour ce qui avait trait aux universités, exception qui disparut à la Conférence de Québec. 62

61. Comme le texte original est en anglais, il convient de le reproduire ici: "Education, saving the rights and privileges which the Protestants or Catholic minority in both Canadas may possess as to their denominational schools, at the time when the union goes into operation."

62. Cf. à ce sujet la lettre du Lieutenant-gouverneur Arthur H. Gordon du Nouveau-Brunswick au secrétaire des colonies, traduite et reproduite dans Rapport au sujet de la mise en vigueur de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1939, annexe 2, p.

Au cours du débat sur les Résolutions de Québec, au Parlement du Canada-Uni le problème de l'enseignement fut fréquemment soulevé. Les partisans canadiens-français de la Confédération soulignaient évidemment que l'éducation relèverait des provinces. "Il y a aussi la question de l'éducation, disait Langevin; sur cette question, comme sur toutes les autres, les délégués Bas-Canadiens ont veillé au maintien de certains priviléges, et cette question a été laissé à notre législature locale, en sorte que la législature fédérale ne pourra pas y porter atteinte".⁶³

Les Canadiens anglais protestants du Bas-Canada et les Canadiens anglais catholiques du Haut-Canada étaient, comme minorités, plus craintifs.

Dans le discours qu'il prononça à Sherbrooke, le 23 novembre, Galt avait d'ailleurs, dès le lendemain de la Conférence de Québec, abordé le sujet.

"Il est bien évident, déclara-t-il, que si la constitution obligeait la minorité à subir sur ce sujet les exigences de la majorité, elle serait tyannique et mériterait d'être repoussée. En plaçant donc cette grave matière dans le ressort des législatures locales, nous avons dû prendre garde qu'aucune injustice ne pût être faite à la minorité. Et cette sollicitude pour les droits des minorités n'avait pas seulement pour but la protection de la minorité protestante du Bas-Canada, mais aussi celle des minorités catholiques des autres provinces. Toutes ont droit aux mêmes priviléges. Forcer une population à faire

63. Débats, p. 379

instruire ses enfants d'une manière réprouvée par sa foi religieuse, ce serait commettre à son égard une suprême injustice. Après bien des difficultés, la question des écoles séparées a été réglée dans le Haut-Canada; l'intention du gouvernement est d'amender la loi du Bas-Canada, de manière à donner sous ce rapport de complètes garanties aux protestants, avant que la Confédération devienne fait accompli."⁶⁴

Galt sentit en même temps le besoin de rassurer ses coreligionnaires sur les sentiments des Canadiens français à leur égard, que ces sentiments fussent sincères ou intéressés.

"Si les Canadiens français, ajouta-t-il, étaient assez insensés pour s'attaquer à nos intérêts particuliers, la rétribution ne se ferait pas longtemps attendre, soit dans la législature générale, soit même dans la législature locale. Mais cela n'arrivera point. Nous continuerons à vivre unis et heureux, comme nous vivons aujourd'hui dans cette bonne ville de Sherbrooke. Mais en même temps, il ne faut pas négliger les moyens constitutionnels de prévenir tout empiètement d'une race contre l'autre."⁶⁵

Galt ne parla pas officiellement du problème scolaire au cours du débat sur les Résolutions de Québec, mais il agit en coulisse, comme les Libéraux opposés à la Confédération devaient plus tard le découvrir. En effet, en août 1865, au cours d'un débat sur un projet de loi concernant l'éducation dans le Bas-Canada dont nous parlerons plus loin, Antoine-Aimé Dorion révèle que, le 2 mars 1865, pendant que la discussion sur la Confédération se poursuivait à l'Assemblée législative, plusieurs représentants de la population anglaise du Bas-Canada entrèrent en

64. La Minerve, 29 novembre 1864.

65. La Minerve, 30 novembre 1864.

pourparlers avec Galt pour obtenir des garanties. L'opposition accusa le gouvernement de s'être assuré les votes des députés protestants en donnant des gages de protection à la minorité anglaise du Bas-Canada dans la Législature locale. George-Etienne Cartier répondit que cette lettre de Galt ne disait rien de plus que ce qu'il avait déjà promis lui-même.⁶⁶

Il reste que la lettre de Galt continua d'être un gros argument des Libéraux. Dans le manifeste anti-fédéral qu'Antoine-Aimé Dorion et dix-neuf de ses collègues signèrent à la fin de l'automne de 1866 et dont nous parlerons plus loin, on revint sur le sujet pour prétendre que le 7 mars, trois jours seulement avant le vote, Galt prit sur lui d'adresser une lettre aux députés protestants du Bas-Canada par laquelle il promettait au nom du gouvernement:

"1o- Qu'il y aurait dans la constitution locale une clause garantissant que nul changement ne pourrait être fait dans les limites des divisions électorales représentées par des députés parlant l'anglais, sans le consentement des deux tiers des représentants de telles divisions électorales;

2o- Qu'il n'y aurait aucun changement dans les limites des municipalités renfermées dans ces divisions électorales, excepté en vertu de la loi générale des municipalités du Bas-Canada;

3o- Que différents changements seraient faits dans les lois d'éducation du Bas-Canada dans les intérêts de la minorité protestante."⁶⁷

66. La Minerve, 17 août 1865.

67. C'est le problème des circonscriptions privilégiées dont nous avons parlé plus haut.

Par suite de ces promesses, selon le Manifeste, les représentants des Protestants du Bas-Canada avaient voté en faveur du projet assurant ainsi son adoption..

Au lendemain de l'approbation des Résolutions de Québec par la législature du Canada-Uni, on peut donc résumer ainsi la situation: la minorité anglo-saxonne protestante du Bas-Canada a la promesse que ses droits scolaires seront garantis; on veut qu'il en soit de même pour la minorité catholique du Haut-Canada; on ne parle pas encore des minorités des autres provinces; il s'agit toujours de minorités religieuses et non linguistiques.

Cartier eut d'abord du problème des minorités une vision optimiste qui peut nous sembler aujourd'hui peu réaliste, mais qui s'explique peut-être par les succès que les Canadiens français catholiques avaient remportés sous l'Union. Un passage du discours qu'il prononça en faveur des Résolutions de Québec est à ce sujet très révélateur:

"La difficulté se trouve dans la manière de rendre justice aux minorités. Dans le Haut-Canada, les catholiques se trouveront en minorité; dans le Bas-Canada, les protestants seront en minorité, pendant que les provinces maritimes sont divisées. Sous de telles circonstances, quelqu'un pourra-t-il prétendre que le gouvernement général, ou les gouvernements locaux, pourraient se rendre coupables d'actes arbitraires? Quelle en serait la conséquence, même en supposant qu'un des gouvernements locaux le tentait? - des mesures de ce genre seraient, à coup sûr, censurées par la masse du peuple. Il n'y a donc pas à craindre que l'on cherche jamais à priver la minorité

de ses droits. Sous le système de fédération, qui laisse au gouvernement central le contrôle des grandes questions d'intérêt général dans lesquelles les différences de races n'ont rien à démêler, les droits de race ou de religion ne pourront pas être méconnus."⁶⁸

En devenant un article de la constitution, le paragraphe 6 de la 43ième résolution de Québec allait donc rendre intangibles les droits que posséderaient les Protestants du Bas-Canada et les Catholiques du Haut-Canada au moment où débuterait le nouveau régime. C'est pourquoi, dans l'une et l'autre des deux futures provinces, on sentit le besoin de préciser et même de compléter ces droits par des lois qu'adopterait la législature du Canada-Uni et c'est ce qui explique la promesse de Galt dont nous avons parlé plus haut.

Il était plus facile d'adopter une loi en faveur des Protestants du Bas-Canada qu'en faveur des Catholiques du Haut-Canada, car on jugeait que le sort de ces derniers avaient été définitivement réglé par une loi de 1863. Par ailleurs, on savait bien que toute mesure concernant la minorité du Bas-Canada en provoquerait une concernant celle du Haut-Canada.

Ainsi n'est-ce qu'à la dernière minute à la session de 1866, le 31 juillet, que Hector Langevin présenta un bill pour amender le chapitre 15 des Statuts Refondus du Bas-Canada "concernant l'allocation provinciale en faveur de l'éducation supérieure et les écoles normales et communes". Le projet de Langevin était en

68. Débats, p. 59

réalité celui de Galt qui l'avait fait préparer par le juge Charles Dewey Day.⁶⁹

Le bill de Langevin était assez long et assez technique.⁷⁰ Il prévoyait qu'annuellement les dépenses pour l'éducation seraient divisées entre les institutions catholiques et protestantes en proportion de la population catholique et protestante d'après le dernier recensement; il créait deux "députés surintendants du Département de l'éducation, l'un catholique et l'autre protestant", il exigeait que les commissaires d'école de la majorité paient annuellement aux commissaires de la minorité un montant de taxes imposées sur les immeubles de compagnies dans la proportion que l'octroi du gouvernement pour la même année aura été divisé; il prévoyait la création possible d'un conseil de l'instruction publique pour les protestants. En réalité,

69. Pope, Joseph, Memoirs of Sir John A. Macdonald, Ottawa, vol. 1, pp. 300-301. Le gouverneur Monck ayant, le 21 juin, écrit à Macdonald pour le prier de faire adopter tout ce qui était nécessaire "to the completion of our portion of the Union plan" et en particulier ce qui avait trait au "subject of Education in Lower Canada", Macdonald répondit:

"But my dear Lord Monck, the proceedings have arrived at such a stage that success in certain, and it is now not a question even of strategy. It is merely one of tactics. Galt, the representative of the British race in Lower Canada, has taken the best step possible for settling the educational question, for that section of the province. He has asked Judge Day, one of the ablest men and best judges that ever sat on the Lower Canada Bench, to frame a measure for the protection of the British and Protestant minority. Mr. Day (although a Protestant) has the confidence of the French Canadians. He is now here on this duty, and I do not doubt that he will produce a satisfactory measure."

70. On en trouve un bon résumé dans La Minerve du 1er août 1866.

le bill Langevin essayait d'établir à toutes fins pratiques pour les Protestants le système qui leur fut accordé par la législature du Québec au lendemain de la Confédération.

La réaction naturelle des Catholiques du Haut-Canada fut de demander qu'on leur accordât des droits analogues. Dès le 30 juillet, les évêques catholiques des deux Canadas et l'évêque de Saint-Boniface, dans une requête au gouverneur Lord Monck, après avoir appuyé le projet de Langevin, expriment le voeu qu'en bonne justice tous les droits et priviléges accordés à la minorité protestante du Bas-Canada doivent être également conférés à la minorité catholique dans le Haut-Canada".⁷¹

Le 1er août, le député de Russell, Robert Bell, dont la circonscription aux frontières du Bas-Canada était habitée par beaucoup de Catholiques, présenta en faveur des écoles séparées du Haut-Canada un projet de loi analogue à celui de Langevin.

Il était naturel qu'on liât les deux projets et, le 4 août, La Minerve écrivait: "On fait aux protestants du Bas-Canada toutes les concessions qu'ils peuvent raisonnablement demander, on va même au-devant de leurs désirs. Cette attitude nous donne une force extraordinaire vis-à-vis du Haut-Canada au sujet des réclamations des catholiques de cette province."

71. La Minerve, 8 août 1866.

Il convient d'ouvrir ici une parenthèse pour montrer que, selon leurs origines, les historiens interprètent différemment le problème que posa l'analogie du bill de Langevin et de Bell. L'abbé Lionel Groulx écrit:

"Ils promirent leur appui au projet Langevin, mais à la condition expresse que la Chambre adopterait également celui de M. Bell. Et n'était-ce pas l'indécence même de refuser à 257,000 catholiques ce que l'on réclamait à cor et à cri pour 165,000 protestants? Il est vrai que les systèmes scolaires différaient notamment dans les deux provinces; mais le projet Bell tenait compte de ces différences. Au fond, c'était toute la haine protestante et orangiste qui se soulevait contre le papisme et c'était l'idéal religieux des deux peuples qui se heurtait."⁷²

De son côté, Donald Creighton dans The Road to Confederation écrit:

"Led by a private member, Robert Bell of Russell, they now demanded that the Roman Catholic minority of Upper Canada should be given privileges similar and equal to those about to be granted to the Protestant minority of Lower Canada. On the face of it, this might have looked like a fair exchange; but in fact the claim to parity was completely invalid. There was completely invalid. There was not the slightest resemblance between the strictly and exclusively denominational or "confessional" schools of the Roman Catholic majority in Canada East, and the non-sectarian, state system of public instruction of Canada West, in which, as a matter of fact, a very large portion of the Roman Catholic pupils of that section were enrolled. If Bell's bill had passed it would have gone far to ruin the public school system of Upper Canada; and it was this incredible attempt to disguise an educational revolution as a praiseworthy act of mutual religious tolerance that particularly infuriated the Reformers and strengthened the determination with which they fought Bell's bill."⁷³

72. Abbé Lionel Groulx, La Confédération canadienne, ses origines, Montréal, 1918, p. 170.

73. Donald Creighton. The Road to Confederation, MacMillan, 1964, p. 400

En face de l'opposition catégorique des représentants du Haut-Canada, le gouvernement décida de retirer le bill Langevin et Robert Bell fit de même. Ce qui permit à La Minerve du 21 août d'écrire:

"...Aujourd'hui que pour des raisons majeures et tout-à-fait en dehors de leur contrôle, les ministres bas-canadiens se sont vus dans l'impossibilité d'obtenir pour les catholiques du Haut-Canada les garanties auxquelles ils ont droit, la mesure relative au Bas-Canada n'en reste pas moins bonne, ni moins juste en elle-même.

Il est sans doute regrettable que rien n'ait pu être fait pour nos coreligionnaires du Haut-Canada; mais la faute n'en est certainement pas au parti conservateur, qui était prêt, pour les aider à faire tout ce qui serait compatible avec les intérêts du Bas-Canada. Tous ceux qui ont suivi les débats sans prévention peuvent lui rendre cette justice. Pouvait-on exiger quelque chose de plus?"

Alexander T. Galt démissionna du cabinet pour protester contre l'abandon du projet mais, comme nous le verrons, il n'en continua pas moins à surveiller les intérêts de coreligionnaires. Cartier promit d'ailleurs une solution ainsi qu'en témoigne le passage d'un discours qu'il prononça le 30 octobre 1866, à Montréal:

"J'ai déjà eu l'occasion de proclamer en Parlement que la minorité protestante du Bas-Canada ne devait rien craindre de la législature provinciale sous la Confédération. Ma parole est engagée et, je le répète, il ne sera rien fait qui soit de nature à blesser les principes et les droits de cette minorité. J'en prends à témoin tous les convives protestants qui m'écoutent. La parole que je donne sera gardée; c'est celle d'un homme d'honneur."⁷⁴

74. Discours de Sir Georges Cartier. Joseph Tassé, Montréal, 1893, p. 514.

Et Cartier sentit le besoin de lier à la minorité protestante du Bas-Canada la minorité catholique du Haut-Canada en ajoutant:

"Après vous avoir dit que les protestants du Bas-Canada auront toutes les garanties possibles, je dois ajouter que la minorité catholique du Haut-Canada aura les mêmes garanties, et je vous en donne aussi ma parole solennelle: La minorité catholique du Haut-Canada sera protégée à l'égal de la minorité protestante du Bas-Canada. Toutes les appréhensions à ce sujet sont vaines et fausses. Ne vous y arrêtez pas; et, j'y insiste, tout ira bien."⁷⁵

A la suite des promesses de Cartier de donner aux catholiques du Haut-Canada les mêmes garanties qu'aux protestants du Bas-Canada, les journaux de l'opposition tout en faisant grand état de cette promesse se montrèrent sceptiques et demandèrent quelles seraient les solutions concrètes. Cartier et ses partisans n'apportèrent jamais de précisions.

C'est à Londres que devait être de nouveau discuté et fixé définitivement le sort de la minorité protestante du Bas-Canada et celui de la minorité catholique du Haut-Canada en même temps que celui des minorités catholiques du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Ecosse.

Quoique ne faisant plus partie du cabinet canadien, Galt participa comme délégué à la Conférence de Londres qui débuta le 4 décembre. C'était à cause de ses connaissances en matière de finances, mais aussi pour s'occuper des intérêts de ses

75. Id., p. 514

coreligionnaires du Bas-Canada. C'est du moins ce que prétendait Le Pays auquel La Minerve répondait le 18 janvier 1867:

"Il cherche à faire croire que l'hon. M. Galt a la mission expresse de protéger, à Londres, les intérêts religieux de la minorité protestante du Bas-Canada; ... M. Galt est allé en Angleterre comme financier pour y poursuivre, au nom du gouvernement, d'importantes négociations commencées du temps qu'il occupait le porte-feuille des finances.

Du reste, m. Galt fut-il chargé spécialement de défendre les intérêts religieux de ses compatriotes, les catholiques du Haut-Canada n'en seraient pas plus mal, parce qu'ils ont, eux aussi, un représentant de leur cause, l'hon. M. Cartier."

Les catholiques des provinces anglaises surveillèrent aussi leurs intérêts. Les évêques du Haut-Canada firent parvenir, le 8 novembre 1866, une supplique au ministre des colonies, Lord Carnarvon et l'archevêque de Halifax, Mgr. Thomas J. Connolly, alla exposer les demandes des catholiques de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick.

Toutes ces demandes aboutirent au paragraphe 7 de l'article 41, nouvelle rédaction du paragraphe 6 de l'article 43 des Résolutions de Québec;

"(7) l'éducation, sauf les droits et priviléges conférés par la loi à la minorité protestante ou catholique d'une province touchant les écoles séparées au temps de l'entrée en vigueur de l'Union. Et dans toute province où un système d'écoles séparées ou dissidentes existera par la loi ou sera subséquemment établi par la législature locale, il pourra être interjeté appel au Gouverneur général en conseil du Gouvernement général de tout acte ou décision des autorités locales pouvant toucher aux droits ou priviléges de la minorité protestante ou catholique en matière d'éducation. Et le Parlement général aura la faculté de légiférer en dernier ressort sur ce sujet."

C'est ce paragraphe qui devint l'article 93 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Il est sans aucun doute l'oeuvre de Galt. A ce sujet, nous avons un témoignage intéressant, celui de Charles Tupper, dans un discours qu'il prononça en 1896 lors du fameux débat sur le bill réparateur concernant les écoles du Manitoba.

"...On a insisté sur l'insertion de cet article dans l'intérêt, non des catholiques, mais des protestants. Je dis que nous n'aurions pas eu de confédération, que tout ce projet eut échoué misérablement si nous avions refusé d'inclure cette protection de la minorité protestante de Québec, telle que représentée par sir Alexander Galt. Ceux de mes collègues qui étaient présents dans cette occasion ne me démentiront pas si je dis que sir Alexander Galt était si catégorique sur ce point que jusqu'à ce que la conférence eut adopté cette politique, il ne voulut ni prendre part ni aider en quoi que ce soit à l'accomplissement de la Confédération.

J'ajoute que non seulement cette disposition fut insérée dans l'intérêt des protestants, mais qu'il ressort du précis précieux, bien que court, publié récemment par M. Pope, des faits se rattachant à l'établissement de la confédération qu'elle fut adoptée à l'unanimité, que les provinces du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Ecosse, et la province du Canada votèrent toutes en faveur de cette disposition, qui devait pour toujours protéger les droits de la minorité que celle-ci fut catholique ou protestante."⁷⁶

Les modifications apportées à Londres étendaient d'abord aux minorités catholiques de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick la protection assurée à celles du Bas et du Haut-Canada. Dans le discours qu'il prononça, le 19 février, le secrétaire aux colonies, Lord Carnarvon, déclara:

76. Débats de la Chambre des Communes du Canada, 1896, p. 2406.

"The object of the clause is to secure to the religious minority of one Province the same rights, privileges, and protection, which the religious minority of another Province may enjoy. The Roman Catholic minority of Upper Canada, the Protestant minority of Lower Canada, and the Roman Catholic minority of the Maritime Provinces, will thus stand on a footing of entire equality. But in the event of any wrong at the hand of the local majority, the minority have a right of appeal to the Governor General in Council, and may claim the application of any remedial laws that may be necessary from the Central Parliament of the Confederation."⁷⁷

Il précisa le 22 février:

"The object of that clause was to guard against the possibility of the members of the minority suffering from undue pressure by the majority. It had been to place all these minorities, of whatever religion, on precisely the same footing, and that, whether the minorities were in esse or in posse. Thus the Roman Catholic minority in Upper Canada, the Protestant minority again in the Maritime Provinces would all be placed on a footing of precise equality."⁷⁸

Malheureusement, dans le texte il y avait deux petits mots mots qui devaient plus tard affaiblir singulièrement les droits des Catholiques du Nouveau-Brunswick. L'abbé Lionel Groulx écrit:

77. Hansard's Parliamentary Debates, vol. CLXXXV, 1867, pp. 565-566.

78. Id., p. 805. Il est intéressant de noter que cette précision de Carnarvon fut donnée à la suite d'une pétition d'un groupe de Protestants du Bas-Canada qui craignaient de n'être pas suffisamment protégés. Carnarvon déclara alors qu'il venait de recevoir des représentations analogues de représentants de la minorité catholique. Il ajouta: "to comply with their wishes would be to depart from a compact entered into the representatives of all shades of religious and political opinions. If the compromise were departed from in favour of one party, it must inevitably be departed from in favour of another."

Pourquoi faut-il alors qu'après les verbes "may have", pourront posséder, on ait ajouté cette redoutable restriction "by law", par la loi? "Ces deux mots annulaient virtuellement toutes les promesses faites à Mgr Connolly, puisque les catholiques des provinces maritimes ne possédaient aucun système d'écoles séparées reconnu par la loi. Plus tard on accusa John-A. MacDonald d'avoir introduit la restriction et de s'être ainsi joué de l'archevêque d'Halifax."⁷⁹

Cette fois, un historien anglais comme Donald Creighton semble du même avis que son collègue canadien-français puisqu'il écrit:

"The defect, serious from the point of view of the Maritimes bishop, remained that the appeal was granted with respect to educational rights and privileges instituted by law, not those sanction by use and custom."⁸⁰

L'article 93 permettait aussi aux minorités religieuses léssées dans leurs droits d'en appeler au gouvernement fédéral et attribuait même au parlement fédéral le pouvoir de corriger la situation si la province ne le faisait pas.

79. Abbé Lionel Groulx. La Confédération canadienne, 1918, p.174
 A propos de l'accusation portée contre Macdonald, l'auteur réfère à un discours prononcé par le sénateur Bellerose le 7 avril 1897, dans lequel on pouvait lire ces mots: "Si les mots "par la loi" n'avaient pas été ajoutés à la 43ième résolution après les mots "droits et priviléges" lors de l'adoption de la constitution, la minorité du Nouveau-Brunswick serait dans une position bien différente, les priviléges dont elle jouissait alors seraient garantis." Débats du Sénat du Canada, 1897, p. 186.

80. Donald Creighton, The Road to Confederation, Toronto, 1964, p. 412.

On sait aujourd'hui que ces remèdes ont été illusoires mais on comprend que les contemporains y aient cru. Dès le 10 janvier 1867, La Minerve faisait remarquer pour souligner l'importance du droit d'appel que dans le futur pays les Catholiques formaient 44½ pour cent de la population totale et concluait: "Nous partons de ce chiffre pour conclure que leur parole ne sera étouffée que s'ils y consentent eux-mêmes."

De ce bref récit de la genèse de l'article 93 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, il faut d'abord conclure que le problème des minorités au moment de la Confédération s'est - - - uniquement posé sous l'angle religieux et - - - jamais linguistique. Cela n'offrait aucun inconvénient pour la minorité anglo-saxonne du Québec qui se confondait alors avec la minorité protestante. Cette dernière a obtenu finalement toutes les garanties qu'elle désirait et elle n'était guère menacée de perdre ses droits par suite de sa suprématie économique dans la vie de la province de Québec.

Dans les autres provinces, la population canadienne-française faisait partie de la minorité catholique et ce n'est que comme telle qu'elle a été protégée. Georges-Etienne Cartier va jusqu'à dire en 1866: "Le Haut-Canada n'est habité que par une seule race, il en est autrement du Bas-Canada."⁸¹ Hector Langevin avait dit la même chose en 1865: "Le Haut-Canada a

81. Discours de Sir Georges Cartier, Montréal, 1893, p. 496.

une population homogène mais professant différentes religions."⁸² Il y avait pourtant près de soixante-quinze mille Canadiens de langue française dans le Haut-Canada, mais pour leurs compatriotes du Bas-Canada ils n'étaient qu'une sorte d'avant-garde dont on imaginait l'avenir d'une manière assez floue. L'établissement de la capitale à Ottawa attira tout de même l'attention sur le problème et dans La Minerve du 28 juin 1866, on pouvait lire ce passage assez révélateur de l'esprit du temps:

"La population française d'Ottawa forme aujourd'hui un tiers de la population totale. C'est un fait dont nous avons lieu d'être fiers et qui est plein d'assurance pour l'avenir. La population française d'Ottawa se trouve à former l'avant-garde du Bas-Canada. Leur force et leur patriotisme ne peuvent manquer d'avoir une grande influence sur l'autre Province.

Ils (Can.franc.) ont encore plus de luttes à soutenir que nous, et ils n'ont pas, pour maintenir leur autonomie, les mêmes moyens que la Providence nous a prodigués avec tant de libéralité. Mais les difficultés rendront leur triomphe plus glorieux.

Car ils triompheront, nous en avons la certitude: le passé répond de l'avenir. Ils se concilieront l'estime et le respect des autres nationalités; ils feront reconnaître leurs droits, et pourront librement et hautement étaler les progrès de notre religion, de notre langue et de nos lois."

Quant aux Acadiens, il est assez symptomatique qu'au cours des débats sur les Résolutions de Québec à la Législature du Canada-Uni on n'en ait parlé que deux fois pour rappeler leur expulsion.⁸³ Ce n'est que comme catholiques qu'ils reçurent

82. Débats, p. 379

83. Id. p. 607 et p. 872

la mince protection dont nous avons parlé. En réalité, dans les luttes autour des problèmes d'éducation, avant comme après la naissance de la Confédération, deux écoles de pensée se sont affrontées: les Catholiques partisans des écoles séparées et les Protestants qui, malgré les apparences, acceptaient des écoles qui à toutes fins pratiques étaient des écoles publiques où ne se posait pas sérieusement le problème d'une religion spécifique.

0) Le Manifeste des vingt députés

Un dernier assaut important contre la Confédération dans le Bas-Canada fut livré à la fin d'octobre 1866 par la rédaction et la publication du Manifeste contre la Confédération des Provinces au Très honorable Comte de Carnarvon, Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Colonies, document que signèrent vingt députés à l'Assemblée législative dont les noms méritent, je crois, d'être cités avec les qualités qu'ils s'étaient données: A.A. Dorion, m.p.p. pour Châteauguay pour Hochelaga, ci-devant Procureur général pour le Bas-Canada; L. H. Holton, m.p.p. pour Châteauguay, ci-devant Ministre des Finances; I. Thibaudeau, m.p.p. pour Québec-Centre, ci-devant Président du Conseil; L. S. Huntington, m.p.p. pour Shefford, ci-devant Solliciteur général pour le Bas-Canada; M. Laframboise, m.p.p. pour Bagot, ci-devant ministre des Travaux publics; J.B.E. Dorion, m.p.p. pour Drummond et Arthabaska; L.B. Caron, m.p.p. pour l'Islet; F. Bourassa, m.p.p. pour St-Jean; L. Labreche-Viger, m.p.p. pour Terrebonne; Jas. O'Halloran, c.r., m.p.p. pour Missisquoi; A. Dufresne, m.p.p. pour Iberville; Moé Fortier, m.p.p. pour Yamaska; J. B. Pouliot, m.p.p. pour Témiscouata; A. H. Paquet, m.p.p. pour Berthier; F. Geoffrion, m.p.p. pour Verchères; Joseph Perrault, m.p.p. pour Richelieu; A. Gagnon, m.p.p. pour Charlevoix; Sixte Coupal, m.p.p. pour Napierville; Charles Lajoie, m.p.p. pour St-Maurice; M. Houde, m.p.p. pour Maskinongé.

La participation à cet acte de protestation fut un des derniers gestes d'Eric Dorion puisqu'il mourut le 1er novembre.

Les journaux qui étaient favorables à la Confédération déclarèrent que le document ne produirait aucun effet en Angleterre. Le 5 novembre 1865, Le Canadien, qui était plutôt indépendant et qui d'ailleurs à ce moment se moquait de Cartier et de Langevin, qui avaient renvoyé leur abonnement ("témoignage bien évident de notre indépendance comme journaliste", disait le journal) faisait remarquer un peu méchamment que ce document devrait avoir plus d'effet que les dîners ministériels, pour tous ceux qui pensent, "et les organes intelligents du gouvernement, ajoutait-il, après avoir rassasié (sic) leurs lecteurs de plats qui ont été vidés au St. Lawrence Hall - c'était à ce moment la grande salle de Montréal, située rue Saint-Jacques - devraient être assez justes pour publier tout au long, un document politique de cette importance, ne fut-ce qu'à titre de renseignements pour leurs lecteurs qui aiment à juger par eux-mêmes." C'était une allusion au grand banquet qui, le 30 octobre, avait été offert à Cartier par les citoyens de Montréal pour marquer son départ pour la Conférence de Londres. Ajoutons que La Minerve, le plus important des journaux favorables à la Confédération, publia le texte du Manifeste quelques jours après Le Canadien.⁸⁴

84. La Minerve, 7 et 8 novembre 1866.

Lord Carnarvon ne semble guère cependant s'être ému des protestations qu'on lui présenta. Alors qu'à la Chambre des Lords et à la Chambre des Communes, lors du débat sur le projet de l'Acte de l'Amérique du Nord, on souleva à plusieurs reprises le problème de l'opposition de la Nouvelle-Ecosse, il ne fut jamais question de celle des Libéraux du Canada. Le 22 février, Lord Carnarvon se contenta de déclarer que les délégués à Londres dans le cas du Haut et du Bas-Canada avaient les pouvoirs les plus complets. Pour le gouvernement britannique, l'approbation des Résolutions de Québec en 1865 constituait un acquiescement définitif du Bas-Canada.

Venant après plus de deux années de lutte, le Manifeste n'apportait aucun argument nouveau. Il résumait d'abord les événements depuis la première démarche officielle en faveur de la Confédération par MM. Cartier, Ross et Galt, en 1859, jusqu'à la décision qui venait d'être prise par la Nouvelle-Ecosse, le Nouveau-Brunswick et le Canada-Uni d'envoyer des délégués à Londres afin d'obtenir ce qu'on appelait l'Union et ils concluaient que "Nous nous sommes efforcés de prouver que l'initiative de ce projet de confédération, et toutes les démarches subsequentes pour le faire adopter, sont dues aux exigences des partis ou même aux exigences personnelles des hommes publics du Canada, et non pas à un désir spontané et général du peuple de faire des changements radicaux dans ses institutions ou dans ses relations politiques."

Ils soulignaient ensuite que dans aucun des parlements provinciaux les détails du projet n'avaient été discutés, que le peuple du Canada-Uni et celui de la Nouvelle-Ecosse n'avaient pas été consultés et que dans le Nouveau-Brunswick, malgré les élections qui venaient d'avoir lieu on ne pouvait dire que le peuple avait vraiment approuvé ce qu'on appelait "le plan de Québec". Pour toutes ces raisons, les signataires qui, dès le début, avaient rappelé qu'ils formaient le tiers des représentants du Bas-Canada - pas tout à fait en réalité - qu'ils représentaient vingt comtés populeux et qu'ils reflétaient, disaient-ils, les opinions de la majorité du peuple, ce que nous ne saurons jamais, demandaient au gouvernement impérial d'attendre les élections qui devaient nécessairement avoir lieu bientôt à cause des exigences constitutionnelles dans le Canada-Uni et en Nouvelle-Ecosse.

Avec un ton légèrement menaçant, ils concluaient: "Nous demandons à remettre la considération de cette question, non pas pour déjouer les vues de la majorité de nos compatriotes, mais pour empêcher qu'on ne les prenne par surprise et qu'on ne les entraîne malgré eux dans des changements politiques qui, quelque nuisibles et contraires à leurs intérêts qu'ils puissent être, ne pourraient être révoqués qu'au moyen d'une agitation que tout ami de son pays doit s'efforcer de détourner."

P)

Les jeux sont faits

Nous avons déjà parlé de la solution apportée au problème des écoles des minorités à la Conférence de Londres. Dans les autres domaines, on peut affirmer qu'en substance les Résolutions de Londres, le document qui en sortit, constituent une nouvelle édition des Résolutions de Québec et n'en diffèrent pas substantiellement.⁸⁵ On peut donc affirmer que la Conférence de Londres ne fit rien disparaître d'essentiel de l'entente de la Conférence de Québec ou qu'elle constitua entre les futurs membres de la Confédération une entente analogue.

La Conférence de Londres ne fut pas toujours paisible. D'après les documents, qui n'offrent cependant pas une certitude historique absolue, pendant la Conférence de Londres, John A. Macdonald aurait essayé de tromper son collègue Cartier en faisant décréter une sorte d'union législative plutôt que la Confédération qui avait été décidée à Québec.⁸⁶

On rédigea ensuite le texte de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique qui fut présenté d'abord à la Chambre des Lords où siègeait le secrétaire aux colonies, Lord Carnarvon, et ensuite à la Chambre des Communes. Le 29 mars, le projet devenait loi par la sanction de la Reine.

85. Dans le Rapport au sujet de la mise en vigueur de l'Acte de l'Amérique du Nord (Ottawa, 1939), on a fait une étude comparative détaillée du texte des Résolutions de Québec et du texte des Résolutions de Londres. "Les grandes lignes, écrit-on, en sont les mêmes mais elles varient à plusieurs égards importants et à bien d'autres d'une importance moindre." (annexe 4, p. 50)

86. Cf. à ce sujet les documents publiés par l'abbé Lionel Groulx en appendice à son livre La Confédération canadienne, Montréal, 1918.

Au Canada, on suivait attentivement, avec quelques semaines de retard, les événements qui se déroulaient à Londres car le télégraphe qui venait d'être inauguré à travers l'Atlantique était assez avare de dépêches. Les jeux étaient cependant faits. Les adversaires protestaient encore, mais ils se contentaient plutôt d'exprimer des craintes pour l'avenir et surtout d'adopter une attitude purement négative. Aussi, La Minerve du 24 décembre pouvait elle écrire avec raison:

"...Les adversaires de la Confédération au Canada ont une étrange manière de pratiquer le patriotisme. Ils ont avoué plus d'une fois, dans le cours de la dernière session, qu'ils comprenaient parfaitement que désormais toute opposition à la confédération serait vaine. Après un tel aveu, il semble que le devoir de l'opposition était tout tracé: ne pouvant prévenir la chose, il ne lui restait plus qu'à tâcher de l'avoir aussi bonne que possible. C'est là ce qu'inspire le moindre sentiment de patriotisme."

Le 5 mars suivant, La Minerve, pour confondre les adversaires du projet, tentait de prouver que le Québec serait le pivot du régime fédératif.

"De sages alliances, écrivait le journal, nous ont toujours rendus forts dans le système actuel, à plus forte raison sous la confédération, alors que placés entre deux sections opposées dans leurs intérêts, l'une dans le Haut-Canada, l'autre dans les provinces, nous pourrons rester constamment arbitres des destinés de la confédération. Par notre position, nous devenons le centre, le pivot du régime fédératif et par le fait que notre adhésion fera pencher la balance de son côté, nous aurons toujours des alliances avantageuses à notre disposition.

...Loin d'y perdre sous la confédération, nous y gagnons d'une moitié; nous y gagnons du tout au tout parce que les faveurs dont nous jouissons passent à l'état de droits.

On ne peut nier davantage que l'élément protestant étant en majorité dans la législature et que toute majorité pouvant refaire ses propres lois à sa volonté, nos systèmes d'écoles dépendaient du bon plaisir de cette majorité, qui aurait pu, après tout, changer d'avis et d'opinion. Eh! bien, nous enlevons à la majorité protestante cette faculté d'intervenir de nouveau dans nos affaires religieuses. Pour le Bas-Canada, la chose est bien évidente, puisque l'éducation tombe sous la juridiction des chambres locales. Pour le Haut-Canada, les priviléges des catholiques passent des statuts, œuvre révocable, dans la constitution, œuvre inviolable. Ce qui n'était qu'accordé devient sacré, car toute constitution porte un caractère d'inviolabilité que rien ne peut altérer."

Quelques semaines plus tard, le 26 mars, La Minerve revenait sur le sujet pour conclure:

"...La confédération a été acceptée, dans toutes les Provinces, comme le plus sûr moyen, comme le seul moyen de sauvegarder nos droits et nos institutions politiques.

Le Bas-Canada surtout, dont la position particulière nécessite une surveillance incessante et un régime politique plus libéral, a vu, dans cette mesure, l'arche destiné à nous sauver du naufrage dont nous menacent la démocratie et l'annexion.

Maintenant la Confédération existe. Nous avons obtenu ce que nous avons demandé, nos droits ont été solennellement reconnus, et on nous a donné les garanties suffisantes si nous voulons en bien user.

La Confédération consacre l'existence et la puissance des principes monarchiques sur ce continent. Tous les faux libéraux, tous les partisans des formes de gouvernement radicales, tous les admirateurs outrés de la domination par les masses, repoussent la confédération parce qu'elle vient de contrecarrer leurs désirs et leurs desseins."

Le journal conservateur voulait cependant qu'on restât vigilant, et le Daily News s'étant étonné que La Minerve eut annoncé que M. Cartier était disposé à lutter pour ses compatriotes et ayant demandé pourquoi on parlait de lutte, il s'attaqua la réponse suivante qui mérite, malgré sa longueur, d'être citée:

"Nous ferons remarquer à notre confrère que les Canadiens français vont se trouver en minorité dans le gouvernement fédéral. Nous ne craignons rien de la majorité, nous ne croyons pas qu'elle nous soit hostile; mais enfin, elle ne peut avoir pour nous des sympathies particulières et très prononcées.

...Si nous voulons que nos droits soient respectés, il nous faudra les affirmer et les défendre.

Telle est la lutte que nous aurons à soutenir.

...L'hon. Cartier, et avec lui le parti conservateur, ont toujours demandé et toujours offert une justice égale.

Mais ces principes de justice égale seraient détruits, s'il fallait appliquer les mêmes lois à deux races dont les intérêts et les tendances ne sont pas les mêmes.

C'est ici qu'il y a des distinctions de nationalités à faire. Ces distinctions ont été reconnues dans la loi d'union des Colonies, qui sanctionne l'autonomie des Canadiens français. Cette autonomie, il faut la maintenir.

Elle sera attaquée, nous n'en doutons pas; mais elle a déjà remporté assez de victoires, pour que nous envisagions l'avenir sans crainte. Si nous faisons seulement notre devoir, le triomphe nous est assuré.

Voilà le genre de luttes que nous réserve la confédération."

La Confédération débuta le lundi 1er juillet 1867 et ce jour fut marqué par de grandes réjouissances publiques dans la nouvelle province de Québec. Evidemment, les opposants libéraux acceptèrent sans enthousiasme le nouveau régime, mais il semble bien que les deux paragraphes suivants de l'éditorial du Courrier du Canada représentaient plus que les sentiments partisans des Conservateurs.

"Il y a eu hier cent six ans, huit mois et dix-huit jours que M. de Vaudreuil, le dernier des gouverneurs français de la Nouvelle-France, concouait une capitulation qui livrait pour toujours à ses ennemis séculaires "la plus belle, la plus française et la plus négligée" des colonies que la France ait eue entre les mains. Depuis cette fatale époque, il s'est passé bien des choses imprévues dans l'ancienne colonie de la France et c'est assurément dans cette catégorie d'événements que les continuateurs de notre histoire classeront le fait qui s'est produit hier dans la capitale de la confédération canadienne: Hier à onze heures du matin, Sir Narcisse Fortunat Belleau a prêté serment comme Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

Qui eût pu prévoir, nous ne dirons pas il y a cent ans, cinquante ans, vingt-cinq ans, mais il y a sept ou huit ans, qui eût pu prévoir que le Bas-Canada, le berceau de la nationalité canadienne-française, serait, dans un avenir si prochain et sans cesser d'être colonie anglaise, gouvernée par un Canadien français catholique."

La genèse de la Confédération est officiellement terminée mais jusqu'à un certain point la lutte entre partisans et adversaires du régime se continuera aux cours des élections fédérales et des élections provinciales qui auront lieu au début de l'été. Pour mieux connaître les sentiments des Canadiens français au

moment de la naissance de la Confédération, il est nécessaire d'étudier la campagne électorale qui précéda ces élections. C'est ce que nous ferons dans le chapitre suivant. Nous pourrons mieux ensuite dans un autre chapitre examiner sous un éclairage canadien-français les causes qui précipitèrent la naissance de la Confédération.

L'attitude des Canadiens français
au lendemain de la naissance de la
Confédération

Pour tenter de connaître l'attitude des Canadiens français au moment de la naissance de la Confédération, il ne suffit pas de s'arrêter aux événements qui se déroulèrent de juin 1864 à la fin de mars 1867, alors que fut adopté l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, mais il faut aussi jeter un coup d'oeil sur ce qui se passa dans le Québec au cours des mois qui suivirent, plus particulièrement à l'occasion des premières élections tenues en même temps pour élire les membres de la Chambre des Communes et ceux de l'Assemblée législative du Québec.

Evidemment, en général, les Conservateurs étaient heureux que trois ans d'efforts et de tractations aient abouti à une solution concrète; quelques-uns parmi eux éprouvaient bien quelques craintes pour l'avenir, mais ils se disaient qu'il fallait profiter le mieux possible des nouvelles institutions et surtout ils faisaient vibrer la corde nationaliste. Le 11 juin 1867, dans le journal conservateur, le Courrier de Saint-Hyacinthe, on lisait:

"Cette constitution est promulguée; le premier jour de juillet prochain elle sera en force, elle sera la force du pays, elle atteindra nos biens et personnes. On peut donc dire que, bonne ou mauvaise, il faut l'accepter, puisque c'est une chose faite..."

Mais le Courrier n'oubliait pas les intérêts du parti qu'il défendait et posait la question: "Devons-nous confier aux Conservateurs ou aux Rouges le soin de faire fonctionner la Confédération?". On comprend qu'il donnait une réponse favorable aux Conservateurs: "Ceux qui ont fait la Confédération, qui en ont posé les bases, qui en ont distribué tous les détails, écrivait-il, sont les plus aptes à faire fonctionner la nouvelle constitution."

Beaucoup plus sentimentale et même grandiloquente, La Minerve du 7 juin écrivait:

"Le Canada que Jacques Cartier nous avait donné, il nous est rendu par l'énergie et la force d'âme d'un autre Cartier. Sous peu, le nom de Canada s'étendra comme la première fois du ...

Comme alors, nous serons régis par un vice-roi, Lord Monck ...

Comme alors, nous Canadiens français, nous serons maîtres chez-nous, en retrouvant cette bonne vieille Province de Québec, qui nous est rendue sans réserve.

Comme alors, nous ferons nos lois, profiterons des traditions de nos ancêtres et déciderons nous-mêmes de nos intérêts.

A)

L'Echo du Peuple

Mais à ce moment s'élève une voix plus nouvelle que celle des journaux traditionalistes et qu'il est intéressant d'entendre. C'est celle de l'Echo du Peuple, un hebdomadaire

nationaliste qui est fondé à Québec le 1er juin 1867 et qui ne durera que jusqu'au 4 avril 1868.¹

Dans son prospectus du 1er juillet 1867, L'Echo du Peuple avoue que "Pour nous la Confédération est une menace nouvelle contre la nationalité canadienne-française, c'est un danger constant pour nos institutions et notre race, c'est la réalisation et le complément de ce vieux projet tory présenté depuis si longtemps comme le seul moyen de nous perdre."

Que faut-il faire en face de ce danger? Voilà la réponse de l'Echo du Peuple. Elle est un peu longue, mais elle semble traduire l'attitude d'une partie de la population à mi-chemin entre les deux attitudes fanatiques des Conservateurs et des Libéraux, une attitude nationaliste canadienne-française qui se veut au-dessus des partis et qui se perpétuera jusqu'à notre époque:

"Cependant, écrit donc l'Echo du Peuple, puisque ce changement est décidé, puisqu'il est maintenant passé dans l'ordre des faits accomplis, puisque l'effusion de sang même parviendrait à peine à briser la Confédération, croyons-nous, de discuter ce changement en lui-même. Il faut savoir l'accepter, non avec satisfaction, non avec joie, mais en silence, avec dignité, courageusement comme on accepte une douloureuse épreuve, comme on accepte une grande infortune nationale, avec la ferme volonté de travailler à détruire les funestes résultats qui peuvent en découler et à le rendre le moins préjudiciable possible à notre influence, à nos intérêts. En étant toujours sur nos gardes, en suivant avec attention le fonctionnement de la nouvelle constitution on parviendra peut-être à tourner à notre avantage un changement préparé pour notre ruine.

1. L'Echo du Peuple fut fondé par A. Guérard et rédigé par C.J.L. Lafrance. Il se disait "voué à la défense des intérêts canadiens-français."

Mais pour obtenir ce résultat, il faut que les luttes de parti cessent complètement et qu'il n'y ait en Canada, comme avant 37, qu'un seul parti, le parti national, le seul qui doive exister, le seul qui dit, surtout dans le moment difficile que nous traversons, sa raison d'être, le seul qui doive et puisse prendre de fortes et vigoureuses racines dans les masses du peuple.

Si nous sommes contre la Confédération telle qu'elle nous est imposée nous sommes aussi, comme on le voit, contre l'esprit de parti. Notre conviction, la conviction de tout véritable ami de son pays, est que sur toutes les questions, les Canadiens doivent n'avoir qu'une voix, qu'une volonté, doivent marcher ensemble et unis, en se protégeant, en serrant de plus en plus leurs rangs déjà trop éclaircis.

En acceptant donc, bien malgré nous, la Confédération nous nous engageons en même temps à employer tous nos efforts à paralyser les effets dangereux de certaines clauses de la Constitution, à obtenir pour le Bas-Canada plus de liberté, plus d'indépendance: à ne pas le voir la machine du gouvernement fédéral qui lui-même sera l'instrument de la métropole."

L'Echo du Peuple restera fidèle à cette attitude nationaliste. Le 8 juin, il écrit:

"Ah! dans la malheureuse et grave position où se trouve la population, il ne s'agit plus de luttes de parti et de couleurs, au-dessus de ces mesquines divisions si bien exploitées par quelques intrigants, plane l'intérêt de nos compatriotes. L'homme qui devant ces hautes considérations viendrait poser une question de parti - qui n'est le plus souvent qu'une question d'hommes - devrait être repoussé comme un ennemi dangereux.

La grande question, nous le répétons, celle qui doit dominer toutes les autres, celle qui réclame toute notre énergie, tout notre courage, toute notre abnégation, l'abandon de nos ridicules divisions, c'est la question nationale, c'est la question de vie ou de mort pour le nom français, c'est la question de la conservation de ces droits précieux que des flots de sang, des prodiges d'héroïsme et de dévouement, et un siècle de longs et persévérandts efforts ont glorieusement conquis pour la race française.

Il faut que par tout le pays, le peuple s'unisse et fasse le choix de ses candidats du point de vue de l'intérêt général.

Le 28 juin, l'Echo du Peuple croit, à l'occasion du 1er juillet, "devoir engager nos concitoyens à s'abstenir rigoureusement de toute démonstration intempestive". "On ne peut, ajoute-t-il, fêter l'inconnu."

B)

Les Libéraux

Mais le parti dont l'attitude devait offrir le plus d'intérêt était évidemment celui d'Antoine-Aimé Dorion qui jusque là avait combattu énergiquement la Confédération. Le 30 mai 1867, à Montréal, on tint une assemblé de "l'opposition anti-fédérale" au cours de laquelle on décida de former une organisation efficace non pas pour lutter directement contre la Confédération, mais pour "neutraliser les effets du nouveau régime."² On créa alors l'Association de la Réforme du Bas-Canada avec un exécutif et un comité général de cinquante membres. Le 31 mai le comité général tint une assemblée et Antoine-Aimé Dorion fut élu président de l'Association. Joseph Doutre qui fut choisi comme un des vice-présidents proposa "Qu'en vue des prochaines élections générales, une association soit organisée dans chaque comté ou collège électoral, composée de tous ceux qui se sont opposés à la Confédération, et que cette association ait un comité dans chaque paroisse du comté."

2. Le Pays, 1 juin 1867

L'association de comté devait avoir le droit exclusif "de décider de toute question quant au choix des candidats et à toutes les matières relatives aux élections de son comté, sauf à référer à l'association centrale toute question qu'elle jugera à propos."

Une circulaire fut préparée pour être envoyée au début de juin dans toute la province. On y lisait que le but de l'Association de la Réforme du Bas-Canada était de "protéger les intérêts du Bas-Canada et de prévenir par tous les moyens constitutionnels les mauvais effets que l'on doit redouter de la nouvelle constitution qui a été imposée au peuple de cette province sans son assentiment". "Ses moyens d'action ajoutait la circulaire, sont de ne choisir aux prochaines élections que des hommes offrant par leur indépendance ou leur conduite passée des garanties qu'ils supporteront les mesures libérales propres à assurer l'économie dans les dépenses publiques, tout en favorisant le développement des ressources du Pays."³

En réalité, c'étaient les Libéraux fidèles à Antoine-Aimé Dorion qui se présentaient sous le couvert de l'Association de la Réforme. C'étaient plutôt des modérés par comparaison avec les jeunes Libéraux qui s'exprimaient dans Le Pays et surtout en comparaison avec Médéric Lanctôt, rédacteur à l'Union Nationale qui se présenta contre Georges-Etienne Cartier dans Montréal-Est.

3. Les documents sont reproduits dans Le Pays du 17 août 1867.

C)

Les élections

Dès le lendemain de la naissance de la Confédération, le gouverneur général du Canada, Lord Monck, appela John-A. Macdonald à former un cabinet. Il réussit avec beaucoup de difficultés à y inclure des représentants non seulement des quatre provinces, mais aussi des divers éléments de la population. Quatre ministres sur treize venaient du Québec: Georges-Etienne Cartier, ministre de la Milice, Alexandre T. Galt, ministre des Finances, Jean-Charles Chapais, ministre de l'Agriculture, et Hector Langevin, secrétaire d'Etat.⁴

L'ancien premier ministre du Canada-Uni, Narcisse Belleau devint le premier lieutenant-gouverneur de la province de Québec et, à ce titre, il invita Joseph Cauchon, maire de Québec, directeur du Journal de Québec, à former le premier ministère provincial. Il échoua par suite de l'intervention des hommes politiques anglo-saxons qui lui étaient opposés et il fut obligé de céder la place à Pierre-Joseph Olivier Chauveau qui devint ainsi le premier ministre du Québec.⁵

Le gouvernement d'Ottawa et le gouvernement du Québec fixèrent chacun leurs élections au début de septembre, le scrutin durant alors plusieurs jours. Comme en outre un candidat pouvait en même temps briguer les suffrages pour

4. Sur les difficultés que connut John A. Macdonald dans la création du premier ministère canadien, cf. Donald S. Creighton, John A. Macdonald: The Old Chieftain, Toronto, 1955, pp. 1-10.
5. Sur la formation du premier ministère québécois qui est un bel exemple de l'influence considérable des Anglo-Saxons dans la politique provinciale au moment de la Confédération, cf. Robert Rumilly, Histoire de la province de Québec, 1, Georges-Etienne Cartier, Montréal, 1942, pp. 66-67.

la Chambre des Communes et pour l'Assemblée législative, les deux campagnes électorales se confondirent. Elles furent marquées par le phénomène important de l'intervention du clergé.

D) L'épiscopat et les élections

Un journaliste historien à ses heures, Sir John Willison, a pu écrire que "sans Cartier et le clergé catholique du Québec, l'union de 1867 n'aurait pu s'accomplir"⁶. Le parti conservateur qui préconisait la Confédération était évidemment en meilleurs termes avec le clergé catholique que le parti libéral qui s'y opposait. Les évêques et les curés avaient encore sur les sentiments politiques de l'électorat une influence qu'ils ne devaient perdre qu'à la victoire de Laurier en 1896. Aussi attachait-on beaucoup d'importance à l'opinion du clergé. Cartier déclarait en Chambre, au cours de l'hiver de 1865: "Je dirai que l'opinion du clergé est favorable à la confédération ... Le clergé, en général, est ennemi de toute dissension politique et s'il est favorable au projet, c'est qu'il voit dans la confédération une solution des difficultés qui ont existé pendant si longtemps"⁷. Tous les évêques et tous les curés n'étaient peut-être pas aussi partisans de la confédération que le disait Cartier. A ce sujet, le vicaire général de Montréal, M. Truteau, écrivait au vicaire général de Québec, M. C.-F. Cazeau, les lignes suivantes:

6. J.S. Willison, Sir Wilfrid Laurier and the liberal party, Toronto, 1903, vol.1, p.91

7. Débats sur la confédération, p.60

"M. Cartier ... aurait dit en pleine Chambre que les plus hautes dignités des églises de chaque diocèse du Bas-Canada étaient en faveur de la confédération. Je ne sais ce que les autres Evêques pensent là-dessus mais quant à Monseigneur de Montréal, je suis positif à dire qu'il n'a pas voulu se prononcer jusqu'ici sur cette question. Avant de partir pour Rome, il disait qu'il aimait mieux attendre avant de prendre aucun parti là-dessus. Pour moi dans mon particulier, je sens que le pays est dans une position exceptionnelle. Je suis bien persuadé que M. Cartier a d'excellentes intentions et qu'il ne voudrait rien faire qui pût préjudicier au bien de l'église. Mais je vous avouerai que, tous les jours, je demande à Dieu, que, si la confédération a lieu, il n'en résulte aucun désavantage pour le Bas-Canada, et que nous n'ayons jamais le chagrin de voir notre heureux pays persécuté par la partie protestante, comme cela se voit malheureusement en Suisse, où les Cantons protestants persécutent les Cantons catholiques"⁸.

Certains orateurs parmi les adversaires de la confédération niaient que le clergé y fut favorable, mais c'était des Libéraux qui n'avaient jamais été en très bons termes avec prêtres et évêques dont ils pouvaient difficilement se vanter de traduire les sentiments. Comme le leur disait un député conservateur: "Vous savez bien que toutes ces belles protestations que vous faites en faveur de la religion, du clergé et de la nationalité ne sont qu'une comédie de votre part"⁹.

En résumé, on peut affirmer que de juin 1864 jusqu'au printemps de 1867, le clergé catholique tout en étant favorable en général au projet de Confédération refusa de ce compromettre et éprouva même certaines craintes en face de l'inconnu. Mais

8. Cité par l'abbé Lionel Groulx dans Les Canadiens français et l'établissement de la confédération, L'Action française, XVII, mai-juin 1927, pp.282-301

9. Débats sur la Confédération, p.874

après que le nouveau système politique eût été adopté par le parlement britannique, les évêques lancèrent des lettres pastorales dans lesquelles ils ne laissaient guère à leurs ouailles la liberté de voter contre la constitution. C'est la conclusion de l'étude la plus élaborée qui jusqu'ici a été consacrée au sujet.¹⁰

C'était évidemment pour eux la reconnaissance d'un fait accompli, l'acceptation traditionnelle par la hiérarchie catholique de l'autorité et du pouvoir établi, mais c'était aussi la manifestation d'une crainte presque morbide de l'annexion aux Etats-Unis et une conséquence du jeu du bipartisme. En effet, ne pas approuver la Confédération eût été se lier avec ses adversaires qui, pour la plupart, étaient Libéraux et en rupture avec le clergé.

10. Walter Ullmann, "The Quebec Bishop and Confederation" in the The Canadian Historical Review, vol. XLIV, 1963, pp. 213-234. "The position of the hierarchy, écrit Ullman, (p.234) is difficult to appraise. Even Bishop Laflèche by far the strongest supporter of Confederation, and the generally sympathetically disposed Bishop Larocque had their reservation. Baillargeon and Langevin were lukewarm at best and their support of Confederation was more an acquiescence and an acknowledgement of the inevitable than a positive statement of approval. While Baillargeon and Langevin at least in public spoke out plainly in favour of Confederation, Bourget fought to the end, even over matters of terminology and semantics. Nevertheless, when the time came for the Quebec bishop to speak as a body, they closed ranks without further hesitation. It says much for their political acumen that at this important hour of French-Canadian history they found it possible to do so."

Le Bas-Canada comptait alors l'archidiocèse de Québec, le diocèse de Montréal, celui de Trois-Rivières, celui de Saint-Hyacinthe et celui de Rimouski qui naquit précisément en 1867. Tous les évêques se prononcèrent de quelque façon au cours de l'été de 1867.

E

Mgr Charles-François Baillargeon

A Québec, comme l'archevêque Mgr Pierre-Flavien Turgeon était malade depuis plusieurs années, c'est son coadjuteur, l'administrateur de l'archidiocèse, Mgr Charles-François Baillargeon qui, le 12 juin, lança un mandement à l'occasion de la Confédération des provinces du Canada. Il invoqua d'abord en faveur du nouveau régime l'argument d'autorité.

"Cet ordre de chose, déclara-t-il, ayant été établi par l'autorité compétente, à la demande même de nos représentants dans la Législature canadienne, il ne nous reste plus, Nos Très chers Frères, qu'à nous y soumettre de bon coeur; c'est même pour nous tous un devoir de conscience."¹¹

Et l'évêque citait plusieurs textes sacrés pour prouver qu'il fallait obéir à l'autorité légitime. Il rappelait que s'il avait été permis de discuter la Confédération tant qu'elle avait été à l'état de projet, il fallait, maintenant que le parlement impérial l'avait décrétée, s'y

11. Mandements des évêques de Québec. Volume quatrième, Québec, 1888, p.578

soumettre. "Refuser de s'y soumettre, ajoutait-il, ce serait renverser l'ordre établi de Dieu, et résister à sa volonté; ce serait marcher à l'anarchie, à la trahison, à la révolte et à tous les maux qui en sont la suite."¹²

Mais pour l'évêque de Québec, il y avait une raison de plus d'accepter le nouveau régime: c'est qu'il avait été préparé avec soin par des hommes bien connus par leur patriottisme aussi bien que par les services qu'ils avaient rendus à leur commune patrie.

"Si elle (la constitution) n'est pas sans défaut, ajoutait-il, si elle n'est pas tout ce qu'on aurait pu désirer qu'elle fût, rappelons-nous que rien n'est parfait dans ce monde, et, que dans un pays comme le nôtre, où tant d'intérêts divers sont en présence, il était impossible de se refuser à de mutuelles concessions, et d'arriver à un arrangement qui pût donner satisfaction à tout le monde."

Et c'était enfin de la part de l'évêque l'occasion de conseils pour les prochaines élections, conseils plus discrets que ceux des évêques de Saint-Hyacinthe et de Sherbrooke, mais conseils qui tout de même pouvaient être interprétés en faveur des partisans de la Confédération et plus spécialement des Conservateurs.

12. Id., pp.580-581

"C'est aux hommes à qui vous allez confier le soin de vous représenter dans l'un et dans l'autre parlement, disait-il, de s'unir fortement ensemble pour conjurer le danger, s'il existe, et pour tirer le meilleur parti possible de la situation. Vous avez donc une raison de plus de les choisir parmi ceux qui se distinguent davantage par leur honnêteté, leur énergie et leur dévouement à la chose publique."¹³

F)

Mgr Ignace Bourget

L'évêque qui semble avoir eu l'attitude la plus réticente à l'égard de la Confédération même après qu'elle fut devenue officielle est celui de Montréal, Mgr Ignace Bourget.¹⁴

Tant que le projet fut en préparation, Mgr Bourget observa une attitude prudente et même lorsqu'au cours de l'hiver de 1867, Georges-Etienne Cartier lui envoya une copie du British North America Act, il se contenta de le remercier en ajoutant les deux paragraphes suivants peu compromettants:

13. Id., p.581

14. Signalons que l'étude la plus complète sur le sujet à laquelle il est assez difficile d'ajouter ici des renseignements inédits est évidemment celle du R.P. Léon Pouliot, s.j., qui n'a pas encore atteint 1867 dans sa grande biographie de l'évêque de Montréal, Mgr Bourget et son temps, mais qui a publié une brève communication intitulée "Monseigneur Bourget et la Confédération" dans Rapport de la Société canadienne d'histoire de l'Eglise catholique, 1959, pp.31-41.

"Je comprends vivement que ce bill intéresse à un haut degré notre pays qui, après toutes les phases d'administration par lesquelles il lui a fallu passer depuis un certain nombre d'années, a grand besoin de se fixer sur des bases solides et durables.

Il serait superflu de vous dire que le clergé, tout en se mettant en dehors de toutes les luttes des partis politiques, n'en est pas moins attaché au pays qui l'a vu naître, et qu'il aime, comme un bon enfant sa mère, et cet amour est d'autant plus ardent qu'il lui est inspiré par la religion."¹⁵

Une fois le projet approuvé, Mgr Bourget fut le premier des évêques du Bas-Canada à s'occuper des prochaines élections. Dans une circulaire envoyée à son clergé le 25 mai 1867.

"Nous devons avoir, disait-il, dans un temps plus ou moins éloigné de nouvelles élections. Notre conduite sera alors ce qu'elle a été invariablement, c'est-à-dire que nous demeurerons en dehors de toute lutte électorale et de tout esprit de parti."

Et plus loin, il ajoutait:

"Lorsque les principes religieux sont exposés, les évêques ne manquent pas d'élever la voix, avec le respect dû aux autorités, comme vous avez pu l'observer plusieurs fois. Ce serait donc à eux à donner l'éveil, s'il fallait encore en venir là. En attendant, chacun reste à son poste, dans une parfaite neutralité."¹⁶

15. La lettre de Mgr Bourget est du 11 mars 1867 et elle a été publiée dans La Minerve du 15 juillet 1867.

16. On trouve ce texte dans Les Mandements des évêques de Montréal, vol.V, pp.236-244.

Le R.P. Pouliot a noté que c'était le premier document public inspiré par la Confédération à un évêque du Bas-Canada, mais il a aussi souligné, avec raison, qu'"entre l'attitude de Mgr Bourget et celle de ses confrères il y a une double différence": l'évêque de Montréal s'adresse au clergé et non aux fidèles et il ne fait pas l'éloge de la Confédération.¹⁷

Cependant, à l'approche des élections, soit le 25 juillet, Mgr Bourget crut nécessaire de s'adresser aux fidèles dans une Lettre Pastorale indiquant des prières publiques à l'occasion des prochaines élections.¹⁸ L'évêque ne porte aucun jugement sur la nouvelle constitution et dans les principes qu'il rappelle aux électeurs celui auquel il attache le plus d'importance est l'acceptation traditionnelle par l'Eglise des régimes établis. L'évêque fait à ce propos une interprétation assez ingénieuse des paroles du Christ "Rendez à César ce qui est à César".

Il est bien à remarquer, dit-il, que César avait changé le gouvernement de l'ancienne Rome, qui était république, pour y substituer l'Empire Romain, auquel appartenait alors la Judée par droit de conquête. Quelques-uns parmi les Juifs n'admettaient pas ce gouvernement comme légitime, et c'était se rendre impopulaire que se déclarer pour le gouvernement existant. Cependant, le divin Législateur, sans plus

17. R.P. Léon Pouliot, op. cit., p.36

18. On trouve ce texte dans les Mandements des évêques de Montréal, vol.V, pp.236-244.

d'explications, veut qu'on l'accepte et qu'on lui obéisse."

Le R.P. Léon Pouliot en terminant son étude "Monseigneur Bourget et la Confédération" fait remarquer qu'"après la sanction impériale qui faisait de la Confédération le gouvernement légitime du pays, l'attitude de Mgr Bourget nous est donc clairement connue". "Saura-t-on jamais, se demande-t-il, ce qu'il pensait aussi longtemps que le sujet fut laissé à la libre discussion des hommes? Une tradition s'est établie suivant laquelle, dans son for intérieur, il aurait été opposé à la Confédération. A notre connaissance, il n'existe aucun document, aucune parole émanant de lui qui permette de trancher le débat."²⁰

Le R.P. Léon Pouliot admet cependant que cette tradition ne manque pas de vraisemblance lorsqu'on songe que Mgr Bourget n'aimait pas celui qui, dans le Bas-Canada, était le grand apôtre de la Confédération, Georges-Etienne Cartier, en qui il voyait un partisan du gallicanisme et l'avocat des Sulpiciens dans leur procès contre l'évêque dans le démembrement de la paroisse de Notre-Dame.

La conclusion du R.P. Pouliot mérite d'être citée car elle résume bien ce que l'histoire peut retenir de l'attitude d'un des plus importants membres de l'épiscopat du Bas-Canada en 1867.

19. Id., p.38

20. Léon Pouliot, op. cit., p.40

"Que Mgr Bourget, écrit le R.P. Pouliot, ait vu d'abord dans la Confédération un danger pour le Bas-Canada catholique, la chose nous paraît vraisemblable. Le champion de celle-ci, le gallican Cartier n'est pas exempt de tout reproche; il n'en impose pas à Mgr Bourget; et c'est le moins qu'on puisse dire.

Mais, conviction personnelle et sentiments humains n'ont pas de prise sur sa volonté, dès qu'ils entrent en conflit avec la doctrine de l'Eglise. A partir du jour où par décision de Londres, la Confédération devient le gouvernement légitime, Mgr Bourget l'accepte sans arrières-pensées et sans faux-fuyants. Son adhésion n'est pas seulement extérieure; elle est sincère, ²¹ entière, loyale."

Il reste que les Libéraux jugèrent que l'intervention de Mgr Bourget était plus légitime et moins dangereuse pour eux que celles des autres évêques. Comme l'écrivait leur journal le plus fanatique Le Pays, le 30 juillet,

"Nous n'hésitons pas à dire que l'intervention du clergé dans la politique, de la manière dont vient de le faire notre Evêque, est non seulement légitime mais très désirable ... C'est surtout au clergé qu'il appartient de dire au peuple qu'il faut dans ces temps d'effervescence, se tenir en garde contre la corruption, la violence, et les malhonnêtes manoeuvres qui ont si souvent déshonoré des collèges électoraux entiers (...)

21. Léon Pouliot, op.cit., p.41

C'est le devoir du prêtre comme celui de tout citoyen honnête d'enseigner au peuple le respect de l'autorité. (...)

Mais quand nous parlons de l'autorité, nous savons distinguer entre les institutions qui les administrent; (...)

Ces institutions doivent être respectées et obéies et l'on n'y doit toucher que sous la forme de lois, discutées en parlement, et qui deviennent l'autorité elle-même, quand elles ont remplacé l'autorité approprié.

Les hommes qui administrent l'autorité sont l'autorité elle-même, quand ils sont dans l'exercice légitime de leurs fonctions; (...)

Mais quand ces administrateurs de la chose publique se présentent devant un corps d'électeurs, pour solliciter la continuation d'un mandat expiré - ils ne sont plus dans l'exercice de l'autorité; - ils se présentent sur un pied d'égalité, avec leurs adversaires.

Ils (électeurs) savent qu'ils ne sont pas tenus de réélire ceux qui ont abusé de la manière la plus indigne du mandat qui leur avait été confié. Et l'autorité religieuse ne pourrait pas leur donner une direction différente de ce que leur conscience leur dit à ce sujet. (...)"

Cette interprétation de la lettre de Mgr Bourget était assez juste. Aussi les journaux conservateurs s'appliquèrent-ils à montrer que l'évêque de Montréal approuvait la Confédération et que le clergé avait le droit d'intervenir dans les élections.

Mgr Charles Larocque

L'évêque canadien qui semble s'être montré le plus enthousiaste en faveur de la Confédération est Mgr Charles Larocque devenu, en mars 1866, évêque de Saint-Hyacinthe. Dès la fin de 1866, il demanda à ses diocésains de prier pour que la nouvelle constitution ne comporte aucun danger.

"Si Dieu, disait-il, devait nous punir pour nos infidélités à sa grâce, une clause, une phrase, un mot dont il souffrirait l'introduction dans la charte constitutionnelle qui s'élabore pour nous en ce moment, pourrait devenir l'instrument de ses vengeances."²²

L'évêque ne se compromettait pas, mais le 18 juin suivant, il publia une lettre pastorale dans laquelle il déclarait que "le temps de parler nous paraît arrivé". Il voulait rappeler aux fidèles "ce que devant Dieu nous considérons comme notre devoir en cette circonstance solennelle".²³ L'évêque se défendait bien de vouloir "user de l'influence que pourrait nous donner notre position au milieu de vous pour gêner votre liberté d'opinion", mais par les arguments qu'il développait ensuite il ne permettait guère de voter pour les adversaires de la Confédération. Il utilisait à fond l'argument de la menace d'annexion.

22. Mandement des évêques de Saint-Hyacinthe, Montréal, 1889
p.393

23. Id., p.421

"Que la prudence, disait-il, vous mette en garde contre les tendances de certains esprits et de certains journaux exaltés, qui sont loin de Nous apparaître comme des guides que vous puissiez suivre sans danger! Fermez vos oreilles à l'insinuation perfide, assez souvent répétée: Plutôt l'annexion que la confédération telle qu'elle nous est donnée. Demeurez convaincus que pour ceux qui tiennent ce langage, la confédération n'est qu'un prétexte mis en avant: l'annexion est clairement l'objet de leur convoitise politique, et d'une convoitise qu'ils flattent et fomentent depuis assez longtemps. Nous en sommes témoin! Et à notre estime, l'annexion, si jamais elle a lieu, sera la mort ou la destruction certaine de notre nationalité, qui ne vit que par nos institutions, notre langue, nos lois, et surtout notre religion, et c'est parce que Nous sommes pleins de la conviction que tous nos intérêts religieux auraient grandement à souffrir de notre annexion aux Etats-Unis, que Nous faisons un devoir de vous signaler le danger. De sorte qu'en vous parlant ainsi, Nous abordons un sujet qui intéresse plus la religion que la politique. Et Nous demandons aux hommes sérieux et sans passion, s'il y aurait moyen d'oser affirmer le contraire."²⁴

Mgr Larocque admettait bien que "sous la confédération, notre position exceptionnelle à cause de notre croyance et de nos moeurs, est bien un peu perplexe et grosse de difficultés", mais il ajoutait "que pendant la confédération ne Nous apparaît nullement comme un danger qu'il faille redouter".²⁵

Revenant de nouveau plus loin sur les dangers de l'annexion, l'évêque écrivait:

"Des institutions républicaines ne nous iraient pas mieux qu'au grand peuple dont nous descendons, les Français! Et le sort qui nous serait réservé si un jour ou l'autre Dieu souffrait que nous entrassions dans la grande république, serait exactement comparable à celui de tant de tributaires qui viennent s'engouffrer dans le large et profond St-Laurent, où ils disparaissent sans qu'il soit possible d'en apercevoir aucune trace."²⁶

24. Id., pp.424-425

25. Id., p.427

26. Id., p.430

Après avoir lu de telles remarques, il était assez difficile pour un diocésain habitué à obéir à son évêque de voter en faveur des adversaires de la Confédération.

La lettre de Mgr Larocque fut évidemment celles que les Libéraux aimèrent le moins. Le 26 août, trois électeurs de Saint-Hyacinthe, A. Malhiot, S.C. Dessaulles et J.B. Bourgeois voulurent sans doute tendre un piège à leur évêque en lui adressant une lettre dans laquelle en se disant "Vos très obéissants serviteurs", il lui posait les deux questions suivantes:

"1o- Un électeur peut-il, au point de vue de la conscience, voter pour les candidats de l'opposition, dans le cas où il croirait sincèrement que ce sont eux qui sont les plus capables de promouvoir les intérêts du pays?

2o- Un électeur qui voterait pour un candidat de l'opposition devrait-il, pour ce fait seul, être privé des sacrements et de la sépulture ecclésiastique?"

La démarche était habile car elle forçait l'évêque à se prononcer entre les Conservateurs et les Libéraux. Dès le lendemain, Mgr Larocque répondit à ses trois diocésains, mais il refusa de se compromettre en disant ne pouvoir entrer dans les détails qu'exigerait la réponse aux questions soumises.

"En présence de l'agitation des partis politiques, que surexcitent en ce moment les élections générales, auxquelles nous touchons, écrit-il, la prudence me commande de ne rien ajouter à ma lettre pastorale du 18 juin dernier en laquelle j'ai consciemment dit et enseigné aux fidèles confiés à mes soins, tout ce qu'il était à propos et nécessaire de leur dire et enseigner pour qu'ils ne puissent ignorer leurs devoirs de chrétiens et de citoyens relativement à la transformation politique et sociale qu'allait subir notre pays par l'inauguration de la Confédération."

Le journal libéral Le Pays se scandalisa de cette réponse; les Conservateurs répliquèrent que l'évêque avait été bien bon de répondre à des insolents et qu'il aurait pu leur opposer le silence. Les Libéraux n'en demandèrent pas moins l'avis cette fois du nouvel archevêque de Québec qui, le 31 août 1867, trois jours après avoir pris possession de son siège, déclara laconiquement que:

"mes principes sont ceux de mes vénérables confrères des autres diocèses, notamment de Monseigneur de Montréal, des Trois-Rivières, de Saint-Hyacinthe et de Rimouski, sentiments exprimés dans leurs lettres pastorales et dans la mienne publiées dernièrement sur le sujet en question."²⁷

27. Cf. sur cette question le Journal de Québec du 29 octobre 1867 qui publie les documents et ajoute ce commentaire: "Quelle joie eussent éprouvée ces hommes de voir l'Archevêque de Québec donner la leçon aux évêques du district de Montréal! mais ils ont été trompés, comme ils le devaient, dans leur attente, et désorientés par cette réponse laconique et pleine de sens."

H)

Mgr Thomas Cooke

Parmi les lettres pastorales qui furent publiées dans le Bas-Canada à l'occasion de la naissance de la Confédération et des élections qui suivirent, l'une des plus révélatrices des sentiments du clergé est celle de Mgr Thomas Cooke, évêque de Trois-Rivières. Le prélat avait alors soixantequinze ans et on venait de lui nommer, le 26 novembre 1866, comme coadjuteur Mgr François Laflèche, grand ami des Conservateurs, qui ne manqua certes pas d'inspirer la pensée de son vieil évêque.

Donnée le 8 juin 1867, la lettre pastorale, après avoir rappelé qu'en vertu de la proclamation du 22 mai dans la Gazette officielle le nouveau régime allait devenir officiel, en brossait rapidement la genèse pour conclure par cet argument du dilemme entre la Confédération et l'annexion qu'on retrouve si fréquemment chez les partisans de la Confédération et auquel le clergé catholique donna par son autorité une valeur spéciale.

"Il était évident, écrivait Mgr Cooke qu'à peu près tous reconnaissaient la nécessité d'un changement de constitution, et que la lutte véritable était entre la Confédération et l'annexion, c'est-à-dire qu'il s'agissait de décider si le Canada allait se préparer à devenir un grand Etat prospère, en marchant courageusement vers l'accomplissement des destinées que la Providence semble lui réservier ou bien si, renonçant à la vie de peuple libre et maître chez lui, il allait pour toujours enchaîner son avenir au sort d'une république qui n'a encore vécu qu'à peu près l'âge d'un homme, et qui a déjà traversé plusieurs guerres et

notamment la dernière, la plus épouvantable des guerres civiles dont les annales des nations fassent mention, guerre civile qui lui a dévoré plus d'un million de ses enfants, et creusé un abîme où se sont englouties pour des années ses richesses et sa prospérité."²⁸

Mais le grand argument de l'évêque de Trois-Rivières en faveur de la Confédération, l'argument que l'Eglise et ses représentants ont d'ailleurs maintes fois utilisé dans l'histoire en faveur d'un régime politique, c'était la nécessité d'accepter l'ordre établi.

"Aujourd'hui que ce projet, disait-il, a reçu la sanction du gouvernement impérial et qu'il est devenu la loi fondamentale du pays, nous devons nous rappeler que notre devoir, comme catholiques, est de mettre un terme à toute discussion sur ce sujet; si nous avons eu parfaite liberté d'opinion, dans les limites du juste et de l'honnêteté, tant que la Confédération n'a été qu'à l'état de projet, si nous avons pu en toute sûreté de conscience être pour ou contre, la combattre avec chaleur, ou la défendre avec conviction, suivant que nous l'avons cru utile ou dangereuse, il n'en est plus ainsi depuis qu'elle est passée à l'état de loi.

Et l'évêque pour appuyer sa thèse citait saint Paul (rom. XII,VI):

"Que tout le monde soit soumis aux puissances supérieures, car il n'y a point de puissance qui ne vienne de Dieu, et c'est lui qui a établi toutes celles qui sont sur la terre."

28. Le texte de la lettre pastorale de Mgr Cook est publié dans La Minerve du 12 juin 1867, p.2

Logiquement, il demandait, à ses ouailles de s'assurer aux prochaines élections "que les hommes dont vous allez faire le choix pour vous représenter dans les parlements seront animés de cet esprit de conciliation, de cette bonne volonté dont le concours est indispensable pour tirer de la nouvelle constitution tout le bien que nous devons attendre."

La lettre de Mgr Cooke fut accueillie avec joie par les Conservateurs. Le 13 juin, Le Courrier de Saint-Hyacinthe écrivait:

"Il faut que tout le monde sache bien que le clergé a été en faveur de la Confédération et que rien n'est advenu qui a pu faire changer son opinion sur cette grande mesure.

Et pourtant les accusations ne leur ont pas manqué (aux conservateurs). On les a appelés des traîtres. Mais voici que notre clergé si sage, si éclairé, si patriotique, vient les venger de cette infâme calomnie. "Non, dit l'Evêque des Trois-Rivières, non, nous ne voyons aucune raison pour justifier une accusation aussi odieuse et aussi grave; nous ne connaissons rien qui puisse autoriser à croire que la Confédération soit un acte de trahison."

La Minerve manifesta le même enthousiasme à la lecture de la lettre pastorale de l'vêque de Trois-Rivières et le même jour que dans le Courrier de Saint-Hyacinthe, le 13 juin, on pouvait lire ces commentaires:

"Toutes les opinions vraies ou fausses vont se manifester aux prochaines élections. C'est la première occasion donnée au peuple de décider directement s'il doit accepter la Confédération ou la rejeter; s'il doit donner son appui à ceux qui ont préparé, soutenu et obtenu ce projet, ou s'il doit plutôt se jeter entre les bras des adversaires de cette mesure, pour être par eux directement conduit à l'annexion.

Le moment est assez grave pour nécessiter l'intervention des autorités élevées, de ces messagers de la vérité dont la parole ne fait entendre que dans les circonstances les plus solennelles.

Au moment où nos compatriotes sont appelés à contribuer à l'élection de leurs députés par un vote aussi important, au point de vue national et religieux, la voix de l'autorité épiscopale devait se faire entendre.

L'éminent prélat expose avec éloquence, force et clarté, la nécessité qu'il y a de se rallier à la Confédération, à laquelle on ne pourra substituer que l'annexion.

Dans ce remarquable document se trouve une nouvelle preuve que le clergé n'a jamais été opposé à la Confédération, qu'il n'a jamais cessé d'avoir confiance dans le dévouement et le patriotisme des Conservateurs."

I)

Mgr Jean Langevin

Le nouvel évêque de Rimouski, Mgr Jean Langevin, était le frère d'Hector Langevin qui avait pris une part importante à la genèse de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique et qui était un des chefs des Conservateurs canadiens-français. Dans la lettre pastorale qu'il publia le 13 juin, il demanda à ses ouailles de respecter "la nouvelle constitution qui vous est donnée comme l'expression de la volonté suprême du législateur de l'Autorité légitime, et par conséquent de celle de Dieu même."

Evidemment, l'évêque de Rimouski ne demandait pas directement de voter pour les Conservateurs, mais à toutes fins pratiques il était assez difficile de se prononcer en faveur des Libéraux quand on lisait un passage comme celui-ci:

"Dans les élections prochaines, vous considérez comme une obligation de conscience de choisir avec soin ceux qui doivent vous représenter soit dans la Chambre des Communes, soit dans le Parlement local. De ce choix fait avec discernement, sans passions mesquines, sans préférence purement personnelle, avec l'unique désir du bien public, avec un véritable patriotisme en un mot, dépend le salut de notre pays, aussi bien que la conservation de tout ce qui nous est cher comme nation, notre Religion, notre Langue, nos Institutions."

On peut conclure qu'une fois adoptée officiellement par le Parlement britannique, la Confédération reçut en général dans le Québec l'appui non équivoque de la hiérarchie catholique. Les évêques firent plus que reconnaître le pouvoir établi. Ils traduisirent ainsi publiquement les sentiments qu'ils éprouvaient depuis longtemps, c'est-à-dire leur crainte de l'annexion aux Etats-Unis et leurs préférences bien connues pour leurs amis conservateurs aussi bien que leurs antipathies bien compréhensibles pour leurs adversaires libéraux. Le fait que l'opposition à la Confédération ait été incarnée par les Libéraux a pour une bonne partie déterminé le clergé à lui être favorable. Comme les évêques et les prêtres avaient encore à l'époque sur les électeurs une influence considérable, leur attitude est sur celles des Canadiens français une immense influence.

Les Conservateurs en profitèrent sans beaucoup de pudeur et les Libéraux, une fois surtout les élections terminées, laisserent éclater violemment leur colère.

J)

Les Conservateurs

Le 7 août 1867, L'Ordre ayant affirmé que les mandements des évêques ne devraient pas être utilisés pour des fins politiques, La Minerve écrivit:

"Quand un évêque nous dit: "Votez pour un homme qui doit soutenir la Confédération, et non pour celui qui y mettra des entraves," nous sommes convaincus que cet évêque connaît la gravité de la situation et qu'il parle avec connaissance de cause et nous disons: Ce qu'un, ce que deux, ce que tous les évêques disent doit être bon à répéter.

Et nous répétons ce que vos évêques ont dit;

Et l'Ordre s'en offense;

Veut forcer la voix des évêques à se confiner dans la sacristie;

Nous dénonce pour avoir osé prêcher obéissance à votre clergé.

Comment! Nos évêques font des mandements sur la politique et vous défendez à la politique de les écouter!"

Quand les élections seront terminées et que les Libéraux formuleroient des accusations d'influence indue, Le Courrier de Saint-Hyacinthe se contentera d'invoquer l'argument d'autorité et d'inviter les Libéraux à en appeler à Rome.

"Est-ce une besogne bien patriotique, écrit-il, le 19 septembre 1867, que celle qui consisterait à tâcher de faire croire au peuple que vos évêques et à leur suite tout le clergé se trainent à la remorque d'une coterie politique en dépit de leur devoir?

N'avons-nous pas un moyen beaucoup plus respectueux, beaucoup plus conforme à la dignité de catholiques, de faire redresser les torts dont on a à se plaindre?

"Pour l'intérêt du peuple, pour le bien de la religion et pour la conservation de la paix et de la concorde parmi nous, prenez de grâce le chemin de Rome et suspendez vos récriminations en attendant la réponse."

L'agitation durera longtemps et, le 17 décembre 1867,

La Minerve écrira encore:

"En politique, le Pays ne voit que du matériel et du temporel. Il donne à la question des partis toute la considération que l'on pourrait donner à une course de chevaux et l'arène politique vaut à peine l'hippodrome. C'est pourquoi, il conclut de la conduite du clergé qu'il est injuste et agressif, pour avoir voulu tuer tout ce qu'il y a de libéral en Canada. Allons un peu plus loin, et demandons-nous si tout ce qui est libéral en Canada n'est pas irreligieux et ennemi de notre clergé. Voilà qui change passablement l'état de la question et qui nous montre que le clergé attaqué directement par la politique des rouges, a été forcé tout simplement de se défendre."

K)

Les Libéraux

Pour les Libéraux, la situation était vraiment délicate. Ceux qui parmi eux étaient catholiques sincères et s'opposaient à la Confédération furent vraiment troublés et par ailleurs les anticléricaux n'osèrent pas attaquer viollement le clergé de crainte de perdre des voix.

Le 14 août 1867, L'Ordre publia une lettre signée "Un Catholique" dans laquelle l'auteur anonyme après avoir rappelé que "quelques prédicateurs ont dénoncé comme coupables de péché ceux qui s'opposeraient à la Confédération" écrivait:

"La véritable question est de savoir si ceux qui ont cru voir dans la Confédération des dangers sérieux pour l'avenir et qui continuent encore à les y voir, sont obligés de l'accepter de manière à ne pas pouvoir en discuter les avantages ou les désavantages et si cette discussion est incompatible avec leurs devoirs de catholiques; si enfin les électeurs peuvent en conscience refuser leurs suffrages aux hommes qui signaleront tous les inconvénients de cette nouvelle forme de gouvernement et les convaincront des résultats funestes qu'elle peut avoir pour leurs intérêts politiques et religieux. Dire qu'ils ne le peuvent et qu'ils doivent au contraire les donner aux auteurs de la Confédération, c'est se mettre en opposition avec les principes du gouvernement anglais, en opposition avec toutes les traditions et les exemples que nous ont laissés les hommes d'Etat les plus éclairés, les patriotes les plus éprouvés, des catholiques les plus sincères. Ce serait assurément affaiblir l'action de l'autorité ecclésiastique, dont il est l'essentiel de conserver l'influence, que de lui supposer le moindre désir de gêner les citoyens dans l'exercice de leurs droits politiques. Tout catholique aimera toujours à croire que telle n'a pas été sa pensée."

Cependant lorsque les élections furent terminées et que les Conservateurs, partisans de la Confédération, eurent triomphé sur tous les fronts, les Libéraux attribuèrent pour une bonne partie cette victoire à l'intervention du clergé. Ils manifestèrent alors leur colère sans restriction. Le Pays poursuivit une enquête sur les agissements du clergé pendant les élections.

"Nombre de curés, écrivit le journal, ont violenté les consciences dans un but politique, nombre de curés se sont faits partisans violents, nombre de curés ont abusé de leur position de pasteurs pour répandre des doctrines politiques fausses et leur donner le lustre de l'enseignement religieux. Nous établirons les faits d'une manière irrécusable et puis nous en déduirons les conséquences voulues.

Quand nous aurons prouvé qu'un curé aura lu en chaire La Minerve au lieu de l'Evangile, nous pensons que notre confrère de L'Ordre n'approvera pas cet écart.

Quand nous aurons prouvé que certains curés ont menacé de refus de sacrements ceux de leurs paroissiens qui voterait pour un candidat libéral, nous ne pensons pas que notre confrère de L'Ordre approuve cette honteuse violation à toute discipline exéciastique et de tout devoir de pasteur."²⁹

La référence à L'Ordre s'explique par le fait que ce journal, qui avait mené auparavant avec Le Pays la lutte contre la Confédération, avait accepté le fait accompli et avait surtout refusé de verser dans l'anticléricalisme.

Pour L'Ordre, l'attitude du Pays nuisait aux Libéraux.

"Il appartient donc au Pays, écrivait-il, le 16 septembre, de rassurer les populations en donnant aux doctrines anticléricales qui cherchent à montrer de nouveau la tête parmi nous le désaveu qu'elles méritent. Si, malheureusement, il ne le fait pas; s'il ne montre pas clairement que ces idées ne sont pas professées par les chefs; si, en un mot, il ne répudie pas les excès qui se commettent si souvent parmi les siens, il faudra alors songer à établir une ligne de démarcation bien distincte entre eux et les hommes modérés de l'opposition. Assez longtemps ceux-ci ont été injustement tenus solidaires de doctrines qui ne pouvaient s'accorder avec leurs principes catholiques et qu'ils désavouaient: il faut maintenant que tous savent à quoi s'en tenir."

29. Reproduit dans La Minerve du 18 septembre 1867.

Il revenait sur le sujet le 23 septembre pour expliquer franchement son attitude et son refus d'accepter celle du Pays. Rappelant qu'il avait combattu en vain la Confédération, il écrivait:

"Il ne nous restait donc plus qu'à nous soumettre au fait accompli; conserver avec un soin scrupuleux les épaves que le naufrage de l'ancienne constitution nous avait épargnées et trouver, s'il était possible, dans la constitution nouvelle même le secret de notre salut.

Mais Le Pays en avait jugé autrement. Ne désespérant pas encore de la victoire, il voulut tenter un supreme effort. Les élections sous le nouveau régime approchaient et le peuple allait bientôt choisir ses représentants. Il résolut de porter la question devant lui se déclarant prêt à se soumettre à son verdict, quel qu'il pût être.

Le peuple a donc été consulté. Toutes les élections sont terminées; leurs résultats sont connus, et la presque totalité des membres élus dans la Province de Québec, conservateurs et libéraux, se sont déclarés prêts à maintenir le nouveau régime.

C'était une réponse péremptoire. Ce résultat pouvait ne pas plaire à notre confrère, mais ne devait plus lui laisser de doute sur l'état de l'opinion publique.

Mais il est une accusation qu'il est impossible de laisser passer sans témoigner de l'indignation qu'elle nous cause, c'est lorsque Le Pays, prêtant aux chefs du gouvernement tout un système de fraude et de compression inauguré à l'avance pour assurer leur élection et celle de leurs amis, il insinue que le clergé, initié à cette organisation monstrueuse, aurait accepté ignominieusement une large part de la mise en oeuvre.

Cette preuve de faiblesse de la part de quelques prêtres justifierait-elle un catholique d'aller proclamer bien haut par toutes les voies de la publicité que notre clergé ignore ses devoirs, satisfait sa passion et abuse de son caractère?

Dans tous les cas, nous le répétons encore une fois: les déclarations du Pays et l'exposition de ses doctrines anti-religieuses ou anti-cléricales, - comme il le voudra - vous forcent d'établir une ligne profonde de démarcation entre lui et nous."

Enfin, le 30 septembre, il traitait encore de la question pour montrer que c'était au parti libéral lui-même que nuisait Le Pays.

"Nous voulions avant tout, écrivait-il montrer au Pays le danger qu'il faisait courir au parti libéral tout entier en le mettant en conflit direct avec le clergé; nous voulions l'arrêter sur le bord de l'abîme, en l'invitant à faire plutôt un retour sur son passé et à y chercher s'il n'y avait pas dans ce passé des circonstances, des faits qui pouvaient justifier l'intervention du clergé dans les élections. Nos efforts, nous regrettions profondément de le dire, ont été vains, et il ne nous est plus resté d'autres alternatives que celle de repousser énergiquement toute solidarité avec cette nouvelle erreur de la démocratie.

Or, dès que la Confédération est devenue la loi du pays, nous avons cru qu'il était, non seulement inutile, mais anti-catholique de nous y opposer davantage; voilà pourquoi nous avons accepté le fait accompli.

C'est dans ce sens, croyons-nous, qu'en ont agi les autorités ecclésistiques qui jusque là s'étaient soigneusement abstenu. Lorsque la Confédération eut reçu la sanction du gouvernement impérial, qu'elle fut imposée ou non, elle devenait la loi du pays, et ceux dont le devoir est de veiller à la charge de nos âmes n'avaient rien autre chose à faire qu'à recommencer la soumission à l'autorité."

Quant aux Conservateurs, il leur était évidemment facile de prétendre que le clergé était intervenu, comme écrivait Le Courrier de Saint-Hyacinthe du 19 septembre pour "décourager la trahison autant que la révote ouverte", pour "ouvrir les yeux du peuple sur les abîmes vers lesquels le

poussait l'ambition des démagogues". Ils pouvaient aussi reprocher aux Libéraux d'avoir attendu pour se plaindre que les élections fussent terminées. Comme l'écrivait, le 8 octobre 1867, le Journal de Québec,

"Le Pays, de son côté, a gardé à peu près le silence sur les mandements des évêques tant qu'a duré la lutte électorale, pour ne pas mettre ses candidatures en danger; mais une fois la bataille finie et sa défaite bien constatée, il a laissé ses instincts démagogiques reprendre le dessus, et, de par la souveraineté populaire, il les traîne brutalement à son tribunal pour les mettre en jugement devant l'opinion publique et la postérité."

Les partisans de la Confédération auraient probablement triomphé sans l'intervention du clergé et sans l'utilisation parfois éhontée que les Conservateurs surent faire de ce précieux atout, mais on comprend que les adversaires de la nouvelle constitution virent avec colère se dresser devant eux une force contre laquelle la lutte était pratiquement inutile.

L)

Deux brochures

Comme cela se produisait souvent à l'époque, les arguments des deux groupes d'adversaires se cristallisèrent dans deux brochures intitulés La Confédération couronnement de dix années de mauvaise administration et La Confédération,

c'est le salut du Bas-Canada.³⁰

Dans un style emphatique, l'auteur écrivait au début de sa préface: "A la veille d'élections générales qui devront décider pour longtemps peut-être du sort de la race française en Canada, nous obéissons à la voix irrésistible du devoir en mettant sous les yeux du peuple le sombre tableau des maux qu'une poignée d'ambitieux leur prépare depuis longues années."³¹ Il terminait en déclarant que le travail était "un court exposé des plus grosses fautes politiques et administratives du gouvernement conservateur depuis quelques années". La brochure n'apporte guère d'arguments nouveaux contre la Confédération. A la question qu'il pose au début de son exposé "Pourquoi le ministère Taché-Macdonald a-t-il eu recours à la Confédération?"

30. La Confédération couronnement de dix années de mauvaise administration, Montréal, Des presses du journal "Le Pays", 1867. Contre-poison, La Confédération. C'est le salut du Bas-Canada. Il faut se défier des ennemis de la Confédération, Montréal, Typographie d'Eusèbe Sénecal, 1867. La première ne porte aucun nom d'auteur, mais dans le texte on sent l'inspiration d'Antoine-Aimé Dorion. Dans le premier volume de son Histoire de la province de Québec, Georges-Etienne Cartier (p.111), Robert Rumilly attribue, sans donner l'origine de sa prétention, la paternité de la seconde au "gros, souriant et sympathique Joseph-Alfred Mousseau", qui devait être premier ministre du Québec de 1882 à 1884 et qui n'avait alors que 29 ans. Par ailleurs, la préface est signée "Alphonse B." qui se dit (p.4) "étranger aux partis du jour, retiré de la vie publique depuis bien des années, ayant toujours suivi de près la marche des événements."

l'auteur répond que c'est "pour garder le pouvoir", ce qui était un peu vrai mais il exagère quelque peu lorsqu'il ajoute que c'est "pour réaliser le programme Lord Durham". Rappelant que le but de Lord Durham était "l'anglification du Bas-Canada" et que pour la réaliser il avait préconisé dans son fameux rapport "une union législative de toutes les provinces avec des parlements locaux subordonnées à la législature générale et n'exerçant que des pouvoirs municipaux", il conclut que c'est "la substance de la mesure qui unit les provinces britanniques", il écrit:

"Ainsi s'accomplissent une à une les recommandations que Lord Durham faisait, dans son trop fameux rapport, pour anglifier le Bas-Canada: union du Haut et du Bas-Canada d'abord, puis union législative de toutes les provinces. Ce programme s'est accompli à la lettre. C'est M. Cartier et sa complaisante majorité parlementaire qui se sont faits les outils de Lord Durham."³²

La brochure donnait ensuite "la manière dont la Confédération nous a été imposée" pour insister, ce qui était un bon argument, sur le "refus d'un appel au peuple". Après avoir analysé quelques-uns des aspects les plus discutés de la nouvelle constitution comme la représentation selon la population, l'éducation, la nomination à vie des sénateurs et des conseillers législatifs, l'auteur devenait de plus en plus démagogue pour souligner que "l'une des premières conséquences de la Confédération de l'aveu même de ses auteurs, sera l'établissement et le maintien d'une armée permanente, d'une marine et de fortifications sur une grande échelle".³³

32. Id., pp.21-22

33. Id., p.9

Il terminait l'exposé de ce dernier argument par ces lignes qui font sourire aujourd'hui:

"Mais, nous dit-on, lors même que ces forces seraient inutiles, ne faut-il pas ouvrir une carrière à la jeunesse qui encombre les professions.

Ah! voilà le grand argument, celui que répètent sur tous les tons les organes du parti ministériel. Ils veulent par là rejeter sur le peuple travailleur et le gouvernement le soin de faire vivre cette classe de désœuvrés qui ne savent où trouver leur pain, parce qu'ils ne veulent pas se soumettre aux occupations qui procurent aux autres une subsistance honnête.

Le peuple est-il prêt à se taxer pour faire vivre ces frelons qui aiment mieux mendier des places que de travailler? S'il veut ajouter encore quelques millions de taxes annuelles au fardeau qui l'écrase déjà, il n'a qu'à voter pour les partisans de la Confédération ou de ses auteurs. Ils lui donneront une armée permanente, une marine et des fortifications, et le peuple, le peuple qui travaille, n'aura qu'à payer."

La brochure devenait ensuite assez technique et plutôt ennuyeuse pour se compléter par un appendice consacré aux mandements des évêques, dont nous avons déjà parlé. Avec habileté, on y rappelait que parmi les décrets du second concile provincial de Québec tenu en 1854, il avait été statué que "le clergé doit, dans sa vie publique et privée, demeurer neutre dans les questions qui ne touchent en rien aux principes religieux." "Cette règle, concluait-on, tracée par le concile de Québec, "vous ne prendrez aucune part aux luttes politiques de partis", oblige également ceux de qui elle émane, et ceux à qui elle est adressée. Les évêques n'auraient donc pu faire un mandement politique soit en faveur de la Confédération,

soit en faveur du parti qui l'a imposée au pays, sans enfreindre cette règle du second concile provincial et se mettre en contradiction avec eux-mêmes puisque ce sont eux qui l'ont promulguée. - Et s'ils eussent réellement écrit des mandements politiques, armés de cette décision du concile de Québec, ne serions-nous pas en mesure de leur demander si c'est à eux ou à l'autorité des conciles que nous devons nous soumettre."³⁴

La Confédération, c'est le salut du Bas-Canada est à la fois un plaidoyer en faveur du nouveau régime et une réponse à la brochure des Libéraux. Dans un style assez ampoulé, l'auteur répond d'abord à la question qu'il pose "La Confédération était-elle devenue nécessaire?" Il résume ainsi sa réponse:

"Pour nous résumer en deux mots, la Confédération était devenue nécessaire dès 1864 et avant, à cause des circonstances critiques dans lesquelles nous plaçaient les changements survenus chez nos voisins depuis 1860, et la crise politique qu'avait amenée entre les deux Canada la question de la représentation basée sur le nombre, rendit opportune la discussion d'un changement constitutionnel et tout le monde tomba d'accord sur les avantages et la nécessité d'une Confédération comme celle que nous possédons pour parer aux dangers extérieurs, qui ne dépendaient pas de nous, et que l'invasion fénienne vint aggraver, et aux dangers intérieurs qu'avaient produits et désirés les Rouges, les annexionistes et les clubistes, trois catégories de renégats confondus dans un seul et même parti acharné à la ruine du pays et que nous ferons plus loin connaître en détail

Donc, en 1864, la Confédération était devenu nécessaire, très nécessaire même."

A une seconde question "La Confédération nous sera-t-elle avantageuse?", l'auteur répond:

"En lui-même, le système fédératif est excellent; nous le trouvons au berceau de toutes les nations. Il est commandé par la nature et* les circonstances, ici, la nature et les circonstances nous en font une nécessité et nous le rendent très précieux"³⁵

L'auteur passe ensuite à ce qu'il appelle "ce petit pamphlet hideux récemment publié par les rouges dans l'intérêt de M. A.-A. Dorion et de son parti". "Le premier mensonge du petit pamphlet, écrit-on, est que le ministère Taché-McDonald n'a eu recours à la Confédération que pour garder le pouvoir."³⁶ "Le petit pamphlet des rouges, ajoute-t-on, dit en second lieu, que la Confédération ne nous a été donnée que pour réaliser le fameux rapport Durham. Nous avons presque honte d'avoir à nous occuper de cette ineptie. Il faut être bien malhonnête ou croire le peuple bien ignorant, pour faire un tel avancé."³⁷ "Quelle analogie, écrivait plus loin l'auteur, peut-il donc y avoir, entre ce rapport de Lord Durham et la Confédération de 1867, que nous avons demandée et acceptée spontanément et volontairement La Confédération qui nous régit fournit la plus ample protection possible à nos lois, à notre religion, à notre langue et à nos intérêts matériels."³⁸

35. Id., p. 10

36. Id., p. 16

37. Id., p. 19

38. Id., p. 20

*quelquefois par

La brochure des partisans de la Confédération utilisait ensuite sans vergogne l'argument de l'autorité des évêques. "Mais, pouvait-on y lire, il existe encore une preuve bien plus éclatante de l'excellence de la Confédération pour nous de la protection illimitée qu'elle donne à tous nos intérêts religieux, moraux, matériels et nationaux, dans les paroles sacrées des hauts dignitaires de l'église du Canada."³⁹ Suivaient d'abondantes citations des mandements et le texte de la lettre pourtant laconique que l'évêque de Montréal, Mgr Bourget, avait adressée à Cartier, le 11 mars 1867, pour accuser réception d'un exemplaire de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique et dans lequel il s'était contenté d'écrire: "Je comprends vivement que ce Bill intéresse à un haut degré notre pays, qui, après toutes les phases d'administration par lesquelles il lui a fallu passer depuis un certain nombre d'années, a grand besoin de se fixer sur des bases stables et durables."⁴⁰

Dans un chapitre qu'il intitulait "La Confédération jugée par ses ennemis", l'auteur de la brochure, après avoir analysé quelques citations des rouges, concluait:

"Nous avons surabondamment démontré que les seuls adversaires de la Confédération, dans le Bas-Canada, sont les rouges et les annexionnistes, et que les seuls motifs qui en font les ennemis décidés du nouveau régime sont leur haine du catholicisme et leur déloyauté; ils sont, en effet, assez clairvoyants pour comprendre que l'ordre de choses récemment introduit consolide l'empire de la religion et éloigne à jamais tout danger d'annexion."⁴¹

39. Id., pp.20-21

40. Id., p.26. C'est l'auteur de la brochure qui souligne les passages qu'il juge favorables à la Confédération.

41. Id., pp.58-59

A l'argument de l'armée permanente, dont nous avons parlé plus haut, la brochure conservatrice répondait: "Nous ne serions pas fâchés, que dans un temps donné, les ressources de la Confédération fussent suffisantes pour nous permettre d'organiser une bonne milice active ou un noyau de petite armée permanente, avec laquelle on pût imposer le respect aux Féniens et à leurs alliés, les rouges, les annexionistes et les clubistes."⁴²

La brochure se terminait par ces mots:

"Peut-on hésiter entre M. Dorion et M. Cartier, entre le parti rouge et le parti conservateur? Tous les honnêtes gens, à quelque parti qu'ils appartiennent, répondront avec enthousiasme; donnons notre mépris à MM. Dorion et Lanctôt et nos votes à M. Cartier et à son parti."⁴³

M)

Médéric Lanctôt

Un des adversaires les plus violents de la Confédération au cours des élections de 1867 fut Médéric Lanctôt qui se présenta contre Cartier aux élections fédérales dans Montréal-Est. C'est un des personnages épisodiques les plus

42. Id., p.63. "Les clubistes" étaient les membres du club St-Jean-Baptiste, partisans de Médéric Lanctôt, candidat contre Georges-Etienne Cartier, libéral radical, dont nous parlerons plus loin.

43. Id., p.72

intéressants de notre histoire, un radical dont la carrière fut brève et que les Conservateurs regardaient comme une sorte de suppôt de Satan. Né en 1838 d'un père qui allait bientôt être déporté en Australie pour y subir un long exil à la suite de l'insurrection de 1837, il fit des études indisciplinées et brillantes qui lui permirent d'être reçu avocat. Au moment où se préparait la Confédération, il fonda L'Union Nationale pour lutter contre le projet. L.-O. David, qui fut un de ses collaborateurs, a écrit:

"Nous pensions et nous disions que la Confédération était une oeuvre prématuée; que nous n'étions pas assez riches pour acheter les territoires qu'on nous offrait et construire les chemins de fer qu'on nous demandait; qu'avant de tant nous prolonger aux deux extrémités, nous devions nous renforcer au centre."⁴⁴

Après s'être fait élire au conseil municipal de Montréal, il devint fort populaire au sein de la classe ouvrière dont il s'occupa particulièrement. Dans une aventure assez loufoque, il crut avoir découvert dans le Mont Royal une mine de fer qui aurait apporté du travail à des centaines d'ouvriers, mais à la veille des élections, il sombra dans le ridicule lorsqu'on découvrit que ce n'était qu'un rêveur. Il fut défait par Cartier dont il réduisit toutefois la majorité. Après toutes sortes d'aventures aux Etats-Unis aussi bien qu'au Canada, Lanctôt devait mourir en 1893.

44. L.-O. David, Souvenirs et Biographies 1870-1910

En général, Lanctôt se montra plus violent que Dorion et les Conservateurs lui reprochaient surtout d'avoir fondé un club secret révolutionnaire, le Club St-Jean Baptiste.

"M. Dorion n'était pas du club, écrivait l'auteur de la brochure La Confédération, c'est le salut du Bas-Canada, ce qui n'empêchait pas le club d'être à son service; et pendant plus d'un an, tous les mouvements du parti libéral sont partis du club. Qui a lutté contre la Confédération sur tous les hustings, à toutes les fenêtres et jusque sur les toits du faubourg Québec, si ce n'est quelques forcenés du club composant une petite cohorte dont Lanctôt était le chef et l'inspirateur. Qui a levé le drapeau de l'indépendance, si ce n'est M. Lanctôt? Qui a arboré le pavillon fénien lors de l'invasion menaçante de ces déguenillés? M. Lanctôt, toujours M. Lanctôt et le Club St-Jean-Baptiste. Le parti libéral s'effaçait devant ce parti naissant et le laissait agir, sauf à profiter des avantages qu'il pourrait conquérir."⁴⁵

Il est sûr que les excès de Lanctôt contribuèrent à effrayer les adversaires modérés de la Confédération qui sans trop d'enthousiasme votèrent alors pour les Conservateurs.

N)

Trois attitudes

Face à la Confédération, au lendemain de sa naissance et plus particulièrement à l'occasion de la première campagne qui exigea l'élection de députés à la Chambre des communes et à l'assemblée législative du Québec, on a pu partager les

45. La Confédération, c'est le salut du Bas-Canada, p.68

esprits en trois catégories.⁴⁶ Il y a d'abord les optimistes, c'est-à-dire les Conservateurs qui ont réalisé la Confédération; il y a les pessimistes, les "rouges" qui l'ont combattue et il y a enfin les modérés, les uns à tendance libérale sans être radicaux, les autres à tendance conservatrice sans être fanatiques, qui sont animés d'un esprit de compromis et de bonne entente.

0)

Résultats

Les élections fédérales se terminèrent par une éclatante victoire des Conservateurs et par conséquent des partisans de la Confédération. Dans tout le pays, ils obtinrent 1011 sièges sur 181 et dans le Québec, 45 sur 65. La Nouvelle-Ecosse cependant envoya à Ottawa 17 députés sur 18 avec mandat de s'opposer au nouveau régime, mais l'habileté de John A. Macdonald allait bientôt vaincre cette difficulté. Les Conservateurs se réjouirent particulièrement des victoires à Montréal de Cartier et de McGee contre Lanctôt et Devlin. Les Libéraux soutinrent qu'elles étaient le fruit de la corruption. Le 18 septembre, L'Echo du peuple écrivait:

"M. Cartier et M. McGee ont été élus contre M. Lanctôt et M. Gerlin. Il est inutile de parler de ces élections, Qu'il suffise de dire que dans ces deux divisions la corruption a été portée à un point inouï jusqu'à présent. Il a été dépensé pour l'achat du peuple, pour corrompre les ouvriers et les âmes vénales, une somme qui varie suivant tous ces rapports, entre 80 à 100 mille piastres."

46. Cf. Marcel Bellavance, Trois attitudes des Canadiens français devant la Confédération dans l'élection de 1867. Mémoire de licence présenté à l'Institut d'histoire de l'Université Laval en avril 1965 et non publié.

Les Libéraux se consolèrent légèrement de leurs échecs par la victoire de leur chef Antoine-Aimé Dorion dans Hochelaga, victoire bien mince toutefois puisque la majorité n'était que de 25 voix.

"La victoire que vient de remporter l'hon. M. Dorion, écrivait L'Ordre du 13 septembre, est sans contredit l'un des plus beaux triomphes dont la lutte électorale qui vient de finir ait fourni l'exemple.

Hochelaga qu'il est chargé de représenter encore une fois dans le Parlement, est un comté où l'élément conservateur domine en grande majorité. Ce qui le prouve, c'est que pendant plus de dix ans il a élu conservateur, M. Laporte; ce qui le prouve encore plus clairement, c'est que, pendant qu'il donnait à M. Dorion une majorité suffisante sur l'un des hommes les mieux posés dans ses propres limites, il donnait à M. Beaubien, le candidat conservateur pour la Chambre locale, une prépondérance énorme sur le candidat libéral, M. David."

Les Conservateurs triomphèrent également aux élections pour l'assemblée législative du Québec.

P)

Première session fédérale

La première session du premier parlement fédéral s'ouvrit le 7 novembre. Dans le discours du trône qu'il pronça, le gouverneur général Lord Monck déclara:

"Je vous félicite de la sanction législative qu'a donnée le Parlement Impérial à l'Acte d'Union, en vertu des dispositions duquel nous sommes maintenant assemblés, et qui a jeté les fondements d'une nouvelle nationalité qui, je l'espère et le crois, étendra, avant longtemps, ses limites de l'Océan Atlantique au Pacifique.

Pendant les discussions qui précédèrent la présentation de cette mesure au Parlement Impérial, entre les Membres du Gouvernement de Sa Majesté, d'une part, et les Délégués qui représentaient les Provinces maintenant unies, de l'autre, il devint évident, pour tous ceux qui prirent part à ces conférences, que les Ministres de Sa Majesté, tout en considérant et pressant l'adoption du principe de l'Union comme un sujet d'une grande importance impériale, laissèrent aux représentants provinciaux toute la liberté possible dans le mode à suivre pour l'application de ce principe.

C'est dans un semblable esprit de respect pour vos priviléges, comme peuple libre et autonome, que l'Acte d'Union, tel qu'adopté par le Parlement Impérial, vous impose et confère le droit de réduire en pratique le système de gouvernement à qui il a donné l'existence, - de consolider ses institutions, - d'en harmoniser les détails administratifs et d'adopter les dispositions législatives propres à assurer à une constitution, nouvelle à quelques égards, une épreuve entière, raisonnable et libre de tous préjugés."⁴⁷

Dès le début de la session, les Canadiens français qui redoutaient la Confédération eurent une sérieuse raison de croire qu'elle ne permettrait pas de réaliser facilement la dualité canadienne et qu'elle mettrait peut-être en danger les droits du français. MM. Macdonald et Cartier ayant proposé comme orateur James Cockburn, un député conservateur d'Ontario qui avait participé aux préparatifs de la Confédération, le député Jos. Dufresne de Montcalm s'opposa à ce choix "parce que, Cockburn n'entendait pas les deux langues qui doivent se trouver sur un pied d'égalité dans la Chambre des communes. Le Journal de Québec du 7 novembre qui relate l'incident ajoute:

47. Journaux de la Chambre des communes, session 1867-68, pp.3-4

"Au moment où l'on inaugurait un nouvel ordre de choses, il convenait ajouta M. Dufresne de donner la présidence à un homme capable de se faire entendre des deux nationalités.

L'hon. M. Cartier répliqua au préopinant en affirmant le principe posé par M. Dufresne, mais il ne pensait pas qu'il pût trouver son application dans les circonstances, car M. Cockburn entendait assez bien le français sans cependant pouvoir le parler.

Après cet incident, M. Cockburn fut élu unanimement."

La Minerve elle-même tout en rappelant que M. Cockburn n'était pas plus anglais que McNab, Sandfield, McDonald ou Walbridge qui avaient été orateurs dans l'assemblée législative du Canada-Uni et pour qui on n'avait pas soulevé la question de nationalité, ne craignait pas d'écrire le 9 novembre:

"Il n'était pas mal, peut-être, dès l'ouverture du Parlement, de poser ouvertement les droits de la minorité canadienne-française dans la Confédération." "Mais, ajoutait le correspondant d'Ottawa, il était possible de le faire avec moins d'aigreur."

C'était le début des difficultés qu'auront toujours les Canadiens de langue française à participer vraiment à la vie politique au niveau fédéral, difficultés qui les pousseront à développer l'autonomie de la province dont ils seront maîtres par la force de la majorité.

Pour le moment, ils éprouvaient une fierté plutôt discrète de posséder leurs propres institutions. Lorsque le lieutenant gouverneur, Sir Narcisse Belleau, ouvrit la première session provinciale le 28 décembre 1867, il déclara:

"La constitution vous a confié de grands intérêts et imposé de graves devoirs relativement à l'administration de la justice, à l'instruction publique, au patronage des sciences, des lettres et des arts, à l'exploitation du domaine public, comprenant celle de nos vastes forêts et de nos mines si importantes, au développement de nos ressources sociales, à l'immigration, à la colonisation, à la police, et en général aux lois civiles et au droit de propriété."⁴⁸

Les jeux sont définitivement faits. La Confédération est établie et maintenant pour bien comprendre pourquoi l'opposition qui s'est manifestée au projet dans le Bas-Canada n'a pas triomphé, nous allons dans un prochain chapitre étudier comment les causes générales qui ont précipité les événements ont particulièrement influencé les Canadiens français.

48. Journaux du Conseil législatif, vol. 1, 1868, p.12

VI Les Canadiens français et les causes
qui ont donné naissance à la
Confédération

Après avoir montré quelle fut l'attitude des Canadiens français face aux événements qui ont précédé et suivi immédiatement la naissance de la Confédération, nous avons cru qu'un moyen complémentaire pour mieux comprendre leur état d'esprit était d'examiner plus spécialement leurs réactions en face des causes qui, entre 1858 et 1867, semblent avoir facilité la genèse de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

Dans la naissance de la Confédération, plusieurs causes s'entremêlent, mais on peut commodément les classer ainsi: les exigences économiques de l'époque; la nécessité de construire l'Intercolonial et de renflouer financièrement le système déjà existant de chemins de fer; la crainte des Etats-Unis et en même temps jusqu'à un certain point le désir de les imiter; la défense militaire; la naissance dans les diverses colonies d'un sentiment national commun; le consentement de la métropole et finalement le désir dans le Canada-Uni de sortir des difficultés politiques qui, depuis quelques années, paralysaient le fonctionnement des institutions politiques.

A)

Difficultés économiques

Sans refaire la genèse de la situation économique dans les colonies britanniques de l'Amérique du Nord au milieu du dix-neuvième siècle, il convient de rappeler que les changements drastiques opérés dans la politique tarifaire de la Grande-Bretagne avaient eu de profondes répercussions dans le Canada-Uni et dans les colonies de l'Atlantique. L'Angleterre industrielle en devenant libre-échangiste et en cessant d'accorder une préférence aux produits des colonies avait nui considérablement à leur commerce. Une forte crise avait suivi et plusieurs Canadiens anglais mécontents avaient même souhaité l'annexion aux Etats-Unis. Moins liés aux affaires et à l'industrie, les Canadiens français étaient généralement restés étrangers à ce mouvement. Par ailleurs, on avait aussi travaillé à l'abaissement des droits douaniers entre les Etats-Unis et les colonies et, en 1854, le gouverneur du Canada, Lord Elgin avait signé le traité de réciprocité. Pendant quelques années, ce traité apporta une certaine prospérité aux colonies d'autant plus qu'à l'occasion de la guerre de Sécession, de 1860 à 1865, les exportations canadiennes avaient augmenté et favorisé l'agriculture. Cependant, on redoutait l'abrogation du traité et effectivement, elle devait avoir lieu en 1866. Dans les années qui précédèrent l'établissement de la Confédération, les Canadiens voyaient comme une douloureuse échéance la fin de la réciprocité, et cette menace devenait pour eux une raison d'accepter la Confédération. Les Canadiens anglais, surtout ceux du Haut-Canada, étaient peut-être plus conscients du problème que les Canadiens français et George Brown disait en 1865:

"Je suis en faveur de la Confédération parce qu'elle nous mettrait à même de voir sans alarme l'abrogation du traité de réciprocité au cas où les Etats-Unis insisteraient sur cette abrogation."¹ Cependant, même un adversaire de la Confédération comme J.-B. Eric Dorion admettait que "son abrogation (du traité) sera certainement un grand malheur pour notre pays"² mais il ne voyait de remède efficace à la situation qu'en de meilleures relations avec les Etats-Unis. Les partisans de la Confédération prétendaient que les inconvénients de la fin de la réciprocité seraient corrigés par l'augmentation du commerce entre les colonies réunies. On souhaitait depuis longtemps la disparition des droits de douane entre les diverses colonies britanniques, mais on n'avait pu y réussir complètement par des accords.³ Aussi Hector Langevin pouvait-il déclarer en 1865: "Il y a aussi autant de tarifs différents que des provinces différentes, autant de règlements commerciaux et de douanes que de provinces. Il est vrai qu'un grand nombre d'articles passent en franchise aujourd'hui, mais il est aussi exact de dire qu'il y a autant de système de douanes que de provinces."⁴"

1. Débats parlementaires sur la question de la Confédération des provinces de l'Amérique britannique du Nord, Québec, 1865, p. 105
2. Id., p. 868
3. W.M. Whitelaw. The Maritimes and Canada before Confederation, Toronto, 1934, pp. 89-93.
4. Débats parlementaires sur la question de la Confédération, 1865, p. 372.

On peut donc conclure qu'en face des difficultés économiques de l'époque, aggravées par de mauvaises récoltes, en particulier en 1864, et en prévision des malheurs plus grands qu'apporterait la fin de la réciprocité, les Canadiens ont vu jusqu'à un certain point le salut dans un nouveau régime.⁵ Les Canadiens français ont participé à cette espérance.

B)

Les chemins de fer

Parmi les causes économiques de la naissance de la Confédération, la plus importante et la plus décisive fut sans doute le besoin de développer le système ferroviaire des colonies britanniques en Amérique et de renflouer financièrement ses propriétaires en construisant le chemin de fer intercolonial.

Aussi, un historien de la construction de nos chemins de fer

5. J.-B. Eric Dorion fait dans le discours qu'il prononça le 19 mars 1865, à l'Assemblée législative, un sombre tableau de la situation dans le Bas-Canada et insiste sur le fait que des habitants du Bas-Canada émigrent aux Etats-Unis: "Il se fait aujourd'hui, dit-il, un grand mouvement de population dans le Bas-Canada vers les Etats-Unis, malgré la guerre; c'est-à-dire, que les gens sont obligés de partir pour les Etats-Unis afin d'y gagner de l'argent pour payer les dettes qu'ils ont été forcés de contracter pour vivre. Les gens ferment leurs maisons dans un grand nombre de nos campagnes et passent aux Etats-Unis" (Débats parlementaires sur la question de la Confédération, 1865, p. 168). Il y a évidemment chez Dorion l'exagération d'un adversaire du gouvernement, mais son témoignage est tout de même révélateur d'une situation qui permettait de souhaiter toute solution inédite comme la Confédération.

a-t-il pu dire que ceux-ci avaient fait du Canada une nation. En 1850, cependant, il n'y avait que 65 milles de voie ferrée dans les colonies britanniques de l'Amérique du Nord mais, en 1851, fut constituée la compagnie du Grand Tronc et bientôt se développa un système qui, en 1860, reliait Détroit, Sarnia, Kingston, Montréal, Richmond, Lévis, Rivière-du-Loup et Portland. C'est dire qu'à cette époque, pour le Canada-Uni, la seule sortie sur l'Atlantique, l'hiver, était située à Portland aux Etats-Unis, la voie s'arrêtant à la Rivière-du-Loup. En outre, la construction des chemins de fer avait été coûteuse et les financiers de Londres qui y avaient engagé des capitaux souhaitaient voir se développer le système pour qu'augmentent leurs revenus et ils voulaient en particulier que Rivière-du-Loup fut lié à Halifax. C'était le projet de l'Intercolonial dont on parlait depuis plusieurs années sans réussir à le mener à bien. Les adversaires de la Confédération prétendaient même que le désir de construire l'Intercolonial était la seule raison de la création du nouveau régime. En 1865, le chef des Libéraux

6. O.D. Skelton, The Railway Builders, Toronto, 1916, p. 121. Cf. aussi G.P. de T. Glazebrook, History of Transportation in Canada, 1938, pp. 192-203 et Reginald George Trotter qui, dans la seconde partie de son ouvrage Canadian Federation, 1924, a particulièrement insisté sur l'influence des chemins de fer dans l'édification de la Confédération canadienne. C'est un aspect qui ne semble guère avoir frappé les historiens canadiens-français. Thomas Chapais n'y consacre que quelques lignes écrivant cependant à propos de l'opposition d'Antoine-Aimé Dorion au projet: "Mais si l'on se plaçait au point de vue de ceux qui se proposaient de créer un Canada plus vaste, plus étendu, et maître de ses communications hivernales avec l'Océan et l'Europe, la construction du chemin de fer intercolonial était une nécessité nationale." (Cours d'histoire du Canada 1861-1863, VIII, p. 84) L'abbé Lionel Groulx, dans La Confédération canadienne, Montréal, 1918, ne fait que mentionner comme cause de la Confédération "la construction de l'Intercolonial" (p. 76).

canadiens-français, Antoine-Aimé Dorion, pouvait déclarer que la raison du projet était d'aider le Grand Tronc. "La Confédération, précisait-il, de toutes les provinces de l'Amérique Britannique du Nord se présenta d'elle-même aux officiers du Grand Tronc comme étant le moyen le plus sûr d'entraîner avec lui la construction du chemin de fer intercolonial. Telle a été l'origine de ce projet de confédération. Les gens du Grand Tronc sont au fond de l'affaire, et je vois qu'à la dernière assemblée des actionnaires de la compagnie, M. Watkin les a d'avance félicités sur la brillante perspective qui s'ouvriraient devant eux, par l'accroissement de valeur qu'obtiendront leurs actions et leurs bons, grâce à l'adoption du projet de confédération et à la construction du chemin de fer intercolonial comme partie de ce projet."⁷

Les partisans de la Confédération eux-mêmes ne niaient pas que la construction de l'Intercolonial et la Confédération étaient intimement liées. John A. Macdonald déclarait, en 1865, que "le projet même de la construction de l'Intercolonial était une des conditions auxquelles les provinces d'en bas ont consenti à se joindre à nous dans les changements constitutionnels proposés."⁸ Bref, il s'avéra que le projet de construction de

7. Débats parlementaires 1865, p. 225. Précisons que Watkin dont il est question dans la citation était Sir Edward William Watkin, qui fut président du Grand Tronc, et qui, en 1861, fut envoyé au Canada par le Colonial Office afin d'enquêter sur les possibilités d'unir les provinces britanniques en un seul état. Dans un volume de souvenirs (Canada and the states recollection 1851 to 1866, London, 1887), Watkin a peut-être exagéré son rôle, mais il est sûr que dans le but de favoriser les intérêts des chemins de fer et des financiers britanniques, il aida les Pères de la Confédération et surtout facilita leurs relations avec la métropole.

8. Débats parlementaires 1865, p. 255.

l'Intercolonial ne pouvait se réaliser par des colonies demeurant séparées et ce fut par conséquent une des raisons profondes de la naissance du nouveau régime.

Cette cause devait évidemment agir sur les Canadiens français. Elle détermina profondément l'action de leur chef le plus important, Georges-Etienne Cartier, dont l'étude d'avocat avait comme client le Grand Tronc, et qui en outre jugeait que le développement des chemins de fer était nécessaire à la prospérité du Bas-Canada. Quelques années après la naissance de la Confédération, en août 1870, s'adressant aux habitants de Rimouski, il disait avec fierté:

"Vous avez bien voulu mentionner la part que j'ai prise à l'adoption du présent tracé du chemin de fer Intercolonial. En effet, si vous pouvez espérer d'avoir une voie de communication qui mette les produits de vos terres et de vos pêcheries, aux portes des marchés du Canada et même du monde entier, surtout quand le chemin de fer du Pacifique complètera le réseau de nos voies ferrées, vous le devez en partie à mes efforts."⁹

Les chemins de fer étaient, en effet, de nature à développer les campagnes qu'ils traversaient et, le 1er août 1867, le Courrier de St-Hyacinthe résumait bien les impressions et les espérances d'une bonne partie de la population canadienne-française lorsqu'il écrivait:

"Il n'y a aucun doute, si l'on en juge par les résultats des voies ferrées ... qui sillonnent déjà nos campagnes, que le chemin de fer intercolonial fera sa richesse de la partie du pays qu'il parcourra. Son premier effet sera d'activer le commerce et de favoriser immensément la colonisation. Les comtés de Témiscouata et de Rimouski qu'il

9. Discours de Sir Georges Cartier, Montréal, 1893, pp. 692-694.

traversera sont d'une grande fertilité: le colon y trouvera de bonnes terres et de grandes facilités de communications avec les autres de commerce.

Cette question de la colonisation est vitale pour le Bas-Canada. Si le chemin intercolonial avait pour résultat d'en promouvoir les intérêts et de porter nos compatriotes à ne plus émigrer aux Etats-Unis, mais à tourner leurs regards vers ces riches terrains dont nous sommes ces heureux possesseurs, nous ne serions guère empressés, pour notre part, à regarder aux dépenses."

On comprend facilement que la construction de l'Intercolonial qu'on liait si intimement à la naissance de la Confédération ait poussé plusieurs Canadiens de langue française à être favorables au projet d'autant plus qu'elle était aussi un des aspects importants de deux autres facteurs: la crainte des Etats-Unis et les nécessités de la défense. Dans l'article cité plus haut on pouvait d'ailleurs lire ces deux paragraphes:

"Mais c'est surtout au point de vue militaire, au point de vue de la défense nationale que le chemin de fer Intercolonial est important, nécessaire. Cela est tellement vrai que l'on a inséré dans la constitution une clause spéciale pour en assurer la construction."

"Savez-vous pourquoi les rouges s'opposent au chemin de fer intercolonial? Ce n'est pas parce qu'il coûtera trop cher: ils ne sont pas plus amoureux de l'économie que les conservateurs; mais parce qu'ils savent bien que sans ce chemin la Confédération ne peut durer deux ans et fera place à l'annexion aux Etats-Unis."

Evidemment, en certains milieux, on se disait que le chemin de fer serait coûteux et qu'il ne rapporterait pas beaucoup. Avec beaucoup d'optimisme, La Minerve écrivait

le 16 avril 1867:

"Les pessimistes prétendent que le chemin de fer intercolonial ne paiera pas le graissage des roues. Pour les premières années, nous savons que les recettes ne seront pas très considérables; mais portons nos regards dans l'avenir, et calculant sur l'augmentation du commerce, qui, en dix ans, s'est plus que décuplé, et qui, dans dix ans, devra nous donner en prenant pour base de calcul cette augmentation, \$100,000,000 d'exportation et 50,000,000 d'importations, nous trouverons que le trafic qui se fera bientôt sur cette ligne donnera de jolis bénéfices. Nous n'hésitons pas à dire que ces recettes couvriront alors cet intérêt annuel de \$850,000 qui, éteint, dans 40 ans, nous permettra de verser dans notre caisse toutes les recettes de l'avenir."

C)

La crainte des Etats-Unis

Les Etats-Unis ont exercé sur toute l'histoire des colonies britanniques en Amérique du Nord une influence qui a été maintes fois étudiée et qui est un des grands thèmes de l'historiographie canadienne. Ils ont particulièrement contribué par la crainte qu'ils ont fait naître et par l'exemple qu'ils ont donné à la naissance du Canada.¹⁰

A tort ou à raison, on a cru, entre 1860 et 1870, à l'annexion aux Etats-Unis et on a jugé que la Confédération était le seul moyen d'y faire échec. Certes, plusieurs hommes politiques et plusieurs journaux canadiens-anglais invoquèrent cet argument, mais peu y attachèrent autant d'importance que les Canadiens français.

10. "The Dominion of Canada is a by-product of the United States" aurait déjà déclaré un universitaire canadien, cf. William Bennett Munro, American Influences on Canadian Government, Toronto, 1929, p. 3; cf. aussi Jean Bruchési, Influences américaines sur la politique du Bas-Canada 1820-1867 dans Les Canadiens français et leurs voisins du sud, Montréal, 1941.

Nous avons déjà parlé de la crainte presque morbide que Cartier avait de l'annexion et surtout du républicanisme américain; nous avons vu que les évêques catholiques français ont particulièrement insisté dans leurs mandements sur cet aspect de la question. Lorsqu'on parcourt les journaux de l'époque, on est frappé de l'alternative qui se posait "Confédération ou annexion" et qu'Etienne-Paschal Taché exprimait en ces mots: "Quant à être lancé violemment dans l'union américaine si ce projet de Confédération ne passe pas, il me semble que ¹¹ c'est un résultat très probable."

N'oublions pas qu'à l'époque, les Canadiens avaient de sérieuses raisons de redouter les Etats-Unis et en particulier les états du Nord qui sortaient victorieux de la guerre de Sécession. L'Angleterre s'était montrée favorable aux Etats du Sud et il eût été normal pour les états du Nord de se venger sur les ¹² colonies britanniques en Amérique du Nord. Le 6 août 1864,

La Minerve écrivait:

"En un mot, elle (la république voisine) a profité de tous les moyens, elle a saisi toutes les occasions favorables d'agrandir son territoire. Et le Canada n'a pas été à l'abri de ses convoitises. Les invasions de 1775 et de 1812 en sont la meilleure preuve.

Cette force d'expansion de sa voisine est un danger continual pour l'Amérique anglaise qui ne s'abuse aucunement sur les difficultés de sa position. La guerre actuelle, il est vrai, a eu pour effet d'épuiser quelque peu les forces et les moyens de la grande république, mais elle a aussi montré la puissance énorme, les sommes considérables dont elle peut disposer à un moment donné."

11. Débats sur la Confédération 1865, p. 33.

12. Cf. à ce sujet Réginald G. Trotter, While Confederation came dans Queen's Quarterly, 1938, pp. 22-29.

Quelques mois plus tard, le 28 octobre, le même journal écrivait:

"Maintenant, les colonies de l'Amérique Britannique du Nord seront-elles plus en état de repousser une invasion des Américains, si elles sont unies, que si elles restent divisées comme aujourd'hui? Le bon sens répond, qu'en s'unissant, elles quadrupleront leurs moyens de résistance.

Mais comment opérer cette union? En la soumettant au joug d'une même autorité, tout en conservant aux Etats particuliers leur indépendance et leur autonomie."

D)

Le Fénianisme

La crainte des Etats-Unis se concrétisa dans la menace en fénianisme que les hommes politiques ne manquèrent pas d'utiliser habilement. En 1866, les Féniens, Irlandais fanatiques qui depuis 1861 s'étaient organisés aux Etats-Unis et avaient profité de la guerre de Sécession pour s'entraîner, attaquèrent le Nouveau-Brunswick à Campobello, le Haut-Canada ¹³ dans la presqu'île de Niagara et le Bas-Canada à Frelisburg.

Pendant quelques années, les Canadiens furent dans l'inquiétude perpétuelle d'une invasion venant des Etats-Unis. On le constate à l'ouverture de la session de 1866. Dès la première journée, on adopta d'urgence deux lois exigées par la menace que les Féniens créaient par leurs attaques aux frontières. Ces deux lois, devenues les chapitres 1 et 2 des Statuts de la province du Canada (29-30, Vict.) avaient les titres révélateurs

13. Cf. C.P. Stacey, Fenianism and the rise of national feeling in Canada at the time of Confederation dans The Canadian Historical Review, vol. 12, p. 238.

suivants: "Acte pour autoriser l'arrestation et l'emprisonnement jusqu'au huitième jour de juin, mil huit cent soixante-et-sept, des personnes soupçonnées d'avoir commis des hostilités ou d'avoir conspiré contre la personne et le gouvernement de Sa Majesté," et "Acte pour mettre les habitants du Bas-Canada à l'abri des injustes agressions commises par des sujets des pays étrangers en paix avec Sa Majesté." Le problème que réglait cette dernière loi avait déjà sa solution dans le Haut-Canada en vertu d'une loi de 1840 (3, Vict., c. 12). Toutes les règles de procédure furent suspendues dans les deux Chambres; les trois lectures se firent en quelques minutes et deux heures après l'ouverture de la session, la sanction des deux bills avait lieu.

Le "Fénianisme", comme on disait à l'époque fut d'une telle importance que le 16 août 1867 Le Canadien allait même jusqu'à écrire que "les élections dans la ville de Montréal vont se faire sur une toute autre question que sur celle de la Confédération et que le grand mobile de la lutte électorale, qui va être rude, c'est la question du fénianisme". Et le journal ajoute:

"MM. Lanctôt et Devlin seraient des Féniens, pur sang. M. Lanctôt est en ce moment à New York, et ses adversaires supposent qu'il est allé recruter des fonds, dans le trésor fénien, pour se faire élire contre M. Cartier. D'un autre côté, M. McGee promet de publier une série de correspondances secrètes, pour prouver que son adversaire et ses principaux partisans sont aussi des Féniens et des traîtres à l'Angleterre."

Les Conservateurs cherchaient assez malicieusement à lier les adversaires de la Confédération aux Féniens et dès le 20 avril 1866 revenant sur un sujet qu'elle avait déjà traité

quelque temps auparavant, La Minerve écrivait:

"Il y a déjà quelques mois, nous tirions des conclusions forcément logiques de la communauté d'idées qui existe entre les anti-confédérés et les Féniens, et nous nous demandions comment on pourrait se dispenser de juger sévèrement les menées d'un parti dont les idées s'accordent en tous points avec celles de nos plus mortels ennemis. En effet, le Secrétaire de la guerre, Killian, avait déclaré que le programme des Féniens se réduisait pour le moment à ceci: 1- Faire manquer le traité de Réciprocité; 2- Faire manquer les fonds de la Confrérie au service de l'opposition; 3- Se-couer le joug de l'Angleterre.

Il y a en cela malheureusement trop de vérité: c'est la même déloyauté dans les deux camps. Nous pourrions dire bien plus, si nous voulions sévèrement commenter les faits. Est-ce que cet accord parfait dans les vues ne serait pas le résultat d'une entente tacite? N'est-il pas vrai que le mouvement fénien n'a pris des proportions menaçantes qu'à l'introduction du projet de Québec? Les Féniens ne se sont-ils pas vantés d'avoir déboursé beaucoup d'argent pour faire manquer la confédération? La crise féniane ne s'est-elle pas produite en même temps que la crise confédératiste? C'est au moment où l'opposition a vu sa cause perdue, que le parti d'action, représenté par les Fénians, s'est mis à jouer ses dernières cartes."

Le journaliste faisait certes preuve de beaucoup d'imagination et prêtait une forte dose de machiavélisme aux adversaires de la Confédération, mais la citation nous fait comprendre l'importance qu'eut à l'époque pour les Canadiens français la menace des fanatiques irlandais vivant aux Etats-Unis.

E)

La défense des colonies

D'ailleurs, le problème général de la défense du Canada a été une des causes importantes de la naissance de la

14

Confédération. Il était facile d'invoquer le vieil adage "l'union fait la force" et c'est très souvent pour augmenter leur puissance que dans l'histoire des provinces se sont unies. Mais le problème de la défense des colonies britanniques se posait entre 1860 et 1870 dans une conjoncture bien précise. Après la conquête, au dix-huitième siècle et dans la première moitié du dix-neuvième, la Grande-Bretagne s'était chargée entièrement de la défense de ses colonies et y avait maintenu des troupes. Cependant, les déboursés à cet effet semblèrent de plus en plus lourds aux hommes d'état de la métropole pour qui ils constituaient un placement de moins en moins profitable alors que le commerce ne se faisait plus uniquement à l'intérieur de l'Empire et que les colonies se détachaient de Londres. C'est ainsi, par exemple que les marchands anglais ne prisèrent guère, en 1859, le budget de Galt qui imposaient des droits de douane ¹⁵ plus élevés à leurs marchandises.

Les hommes politiques qui prônaient le développement de la responsabilité ministérielle dans les colonies souhaitaient logiquement qu'elle se manifestât même dans la politique de défense. Sous l'influence de ces idées et aussi pour faire face aux besoins de la guerre de Crimée, on réduisit les garnisons en Amérique, avec la pensée que les colonies devenant de plus en plus autonomes devaient accepter les inconvénients aussi bien que les avantages de cette autonomie. Les exigences de la guerre civile américaine retardèrent la mise en vigueur permanente de cette politique. Si, en 1861, il n'y avait que 4,000 soldats

14. M.A. Pope. Confederation, defence or dead luck? in Canadian Defence Quarterly, vol. XV, pp. 274-281.

15. Canada uni. Documents de la session, 1860, p. 38.

britanniques dans les colonies, en 1862, on en comptait 18,000 pour faire face aux menaces de la guerre de Sécession et en particulier à l'animosité des états du nord hostiles à l'Angleterre. C'est aussi en 1862 que le parlement du Canada uni refusa d'adopter une loi de milice qui aurait permis au Canada de participer à sa propre défense. Les hommes politiques de la Métropole furent mécontents de ce geste et l'impression se répandit de plus en plus en Angleterre que les colonies devaient être laissées à elles-mêmes. On crut aussi qu'en favorisant leur union et la construction d'un chemin de fer Intercolonial,¹⁶ on leur donnerait de bons moyens de se défendre.

A maintes reprises dans les débats, les hommes politiques canadiens et particulièrement les Canadiens français, ont apporté en faveur de la confédération l'argumentation de la défense. C'est ainsi que Georges-Etienne Cartier déclarait: "Ils se trompent grandement ceux qui prétendent que les provinces de l'Amérique Britannique du Nord ne sont pas plus exposées ainsi séparées qu'elles ne le seraient réunies en une confédération. Le temps est venu pour nous de former un grande nation, et je maintiens que la confédération est nécessaire à nos propres intérêts commerciaux, à notre prospérité et à notre défense".¹⁷

De son côté, Hector Langevin déclare:

"Avec la confédération nous serons en meilleure position pour nous défendre et pour aider la métropole, dans certaines circonstances, que nous ne le sommes à présent. Avec la confédération, le gouvernement

16. Cf. C.P. Stacey, British military policy in Canada in the era of federation dans The Canadian Historical Association Report, 1934, p. 20-29.

17. Débats sur la confédération, p. 55.

central pourra faire exécuter sa volonté sur tout son territoire, et lorsqu'il s'agira, par exemple, d'organiser la défense du pays, il n'aura pas à consulter quatre ou cinq législatures différentes; il pourra l'organiser immédiatement et sans entraves."¹⁸

Les Libéraux canadiens-français adversaires de la Confédération ne répondent pas directement à l'argument des nécessités de la défense, mais ils prétendent qu'il est pratiquement impossible tant au point de vue financier que stratégique de protéger efficacement les colonies contre les Etats-Unis. Antoine-Aimé Dorion exprimait un point de vue assez sensé lorsqu'il disait:

"Nous sommes tenus de faire tout en notre possible pour protéger le pays, mais nous ne sommes pas obligés de nous ruiner dans l'expectative d'une invasion que nous ne pourrions pas repousser si elle avait lieu, même avec tous les secours que l'Angleterre pourrait nous procurer. Les batailles pour la défense du Canada n'auront pas lieu sur nos frontières, mais en pleine mer et auprès des grandes villes sur les bords de l'Atlantique. Ce ne serait rien moins une folie pour nous d'épuiser nos ressources par une dépense de quinze à vingt millions par année pour lever une armée de 30,000 à 50,000 hommes dans le but de résister à une invasion. Ce que le Canada a de mieux à faire, c'est d'être paisible, et de ne donner aucun prétexte de guerre à nos voisins. Que l'opinion publique de ce pays force la presse à cesser ses attaques contre le gouvernement des Etats-Unis, et ensuite si la guerre surgit entre l'Angleterre et les Etats, elle aura lieu sans qu'il y ait de notre faute, - et si nous avons à y prendre part, nous le ferons courageusement en aidant l'Angleterre dans la mesure de nos forces et de nos ressources; mais en attendant, il est parfaitement inutile pour nous de lever ou d'entretenir aucune espèce d'armée permanente."¹⁹

18. Id., p. 375.

19. Id., p. 262.

Son frère, Eric, entrait dans des détails plus stratégiques lorsqu'il disait:

"Je m'oppose au projet de confédération, parce qu'au lieu de nous donner de la force pour nous défendre, elle sera une source de faiblesse incalculable. Comment peut-on croire qu'en ajoutant 700 milles à notre grande frontière, cela nous rendra plus fort contre l'ennemi, quand le territoire à ajouter ne contient pas déjà assez d'habitants pour le défendre? Pense-t-on que si nous avions une guerre avec les Américains, ils n'attaqueraient pas les provinces anglaises sur tous les points? Ils attaqueraien Terre-Neuve, l'Île-du-Prince-Edouard, la Nouvelle-Ecosse, le Nouveau-Brunswick aussi bien que les deux Canadas. Un pays sans profondeur comme celui que l'on propose de former ici, n'a pas son pareil sous le soleil. Il serait vulnérable sur tous les points, avec sa frontière de 1600 à 1800 milles. Sa forme géographique ressemblerait à celle d'une anguille. Il serait tout sur la longueur, rien sur la largeur. Rien ne serait plus facile que de le couper en petits bouts, et aucune des parties ainsi tranchées ne pourrait porter secours à l'autre. Plus nous aurons de pays comme les provinces que l'on veut nous adjoindre, plus nous serons faibles, plus ils seront une source d'embarras pour nous sous le rapport de la défense militaire."²⁰

Il reste que l'argument de la nécessité de la Confédération pour assurer une meilleure défense des colonies a été assez puissant, lié qu'il était d'ailleurs avec l'argument de la construction de l'Intercolonial. Comme l'écrivait le 13 février 1865 le correspondant de La Minerve, "c'est pour nous assurer une force et des moyens de défense suffisants que nous désirons une union de toutes les provinces destinées en cas de guerre à marcher sous le même drapeau."

20. Id., p. 865.

F)

Solidarité nationale

Une des causes profondes et latentes de la naissance de la Confédération fut évidemment la prise de conscience d'une certaine solidarité nationale dans les colonies britanniques en Amérique du Nord et il est intéressant de rechercher jusqu'à quel point les Canadiens de langue française participèrent à cette prise de conscience. Il est sûr que dans la décennie qui précédait 1867 les hommes politiques des diverses colonies se rencontrèrent davantage en particulier pour discuter du projet de l'Intercolonial et qu'ils apprirent à mieux se connaître. Les journaux parlèrent de ce qui se passait dans les autres colonies et on s'aperçut que bien des problèmes étaient les mêmes. Au cours de l'été de 1864, il y eut même un voyage organisé dans les Maritimes pour les hommes politiques et les journalistes du Canada-Uni. McGee qui fut un des organisateurs de l'excursion la rappela en ces termes dans le discours qu'il prononça lors du Débat sur les Résolutions de Québec: "Quarante députés de cette chambre, vingt-cinq du conseil législatif et quarante autres personnes appartenant au journalisme et à d'autres professions en Canada, prirent part à cette excursion. Un si grand nombre de Canadiens n'avaient jamais si minutieusement visité les provinces d'en-bas, et jamais celles-ci n'avaient vu auparavant un si grand nombre de Canadiens. La réception dont nous fûmes l'objet surpassa en cordialité tout ce que l'on peut en dire. Partout se manifestèrent

21

les sentiments les plus favorables à l'union."

Plusieurs hommes politiques et plusieurs journaux soulignèrent, au moment de la Confédération, qu'une nouvelle nationalité naissait. Un des plus éloquents et des plus sincères apôtres de l'idée de la naissance d'une nouvelle nationalité fut d'ailleurs Thomas d'Arcy McGee qui transposa naturellement son nationalisme irlandais dans un nouveau contexte. Dès 1860, parlant à la législature du Canada-Uni, il déclarait :

"We had advanced a certain way on the road to nationality and all the power of the Legislature could not stop it, though it might retard it.

He looked forward to the day when he should be known not as Upper and Lower Canadians, Nova Scotians, or New Brunswickians, but as members of a nation designated as the Six United Provinces." ²²

21. *Id.*, p. 137.

L'étude de cette question a été esquissée par W.S. Wallace dans un article intitulé "The Growth of Canadian National Feeling" publié dans The Canadian Historical Review, vol. 1, 1920, pp. 136-165. Il est évident que l'emploi des mots "nation" et "nationalité" subit ici l'influence de l'anglais. On a beaucoup glosé sur les différences de sens que Canadiens anglais et Canadiens français donnaient au mot "nation". On a soutenu que c'était l'origine de bien des malentendus, mais je ne crois pas que cette différence soit aussi importante qu'on l'a prétendu. On peut ajouter que dès cette époque les hommes de langue française ont eu l'impression d'appartenir à deux nations différentes, une nation qui parfois s'identifie avec le Canada et une nation qui parfois s'identifie avec le Québec. Au fond, c'est une des raisons du fédéralisme qui permet de participer à deux vouloirs-vivre collectifs.

22. Thompson's Mirror of Parliament, 1860, no. 38 p. 3.

A Halifax en 1863, dans un discours resté fameux, il esquissa ce que serait la nouvelle nationalité. Dans le discours qu'il prononça lors du débat sur les Résolutions de Québec, en 1865, McGee ne revint pas expressément sur l'idée de nationalité, mais dans sa péroraison il résuma bien quelques traits communs qu'on retrouvait dans toutes les colonies:

Nous n'avons ici aucune tradition à vénérer. Nous n'avons point d'aristocratie consacrée par le temps ou les hauts faits. Ici tout homme est le premier colon du sol ou le descendant à une ou deux générations près du premier colon; nous n'avons pas de monument évoquant d'anciens souvenirs. Nous n'avons ici aucune de ces légendes populaires qui, dans d'autres pays, ont une grande influence sur le gouvernement; ici enfin chaque homme est le fils de ses œuvres. Nous n'avons ici aucune de ces influences qui ailleurs exercent sur le gouvernement le même effet que l'atmosphère invisible sur la vie animale et végétale. Nous sommes dans un pays nouveau - où tout homme à l'ambition d'arriver parce que les castes et les systèmes n'ont pas eu le temps de prendre racine. Nous n'avons ici d'autre aristocratie que celle de la vertu et du talent, seule véritable aristocratie comme l'indique le sens même du mot.²³

McGee comprenait toutefois que la naissance d'une nouvelle nationalité posait aux Canadiens français un problème particulier, mais il le réglait un peu facilement en disant:

"Je prendrai la liberté d'ajouter quelques observations en ma qualité de député anglais du Bas-Canada, et ferai observer en premier lieu qu'on semble avoir exagéré de beaucoup les préjugés de race qui divisent la population de cette partie de la province. Je félicite surtout mon bon ami, le procureur-général du Bas-Canada, d'être exempt de ces sortes de préjugés quoique sa première pensée en fait de patronage et autres matières semblables soit toujours pour ses compatriotes, ce dont je ne le blâme en aucune façon.

23. Débats, p. 148.

Je pense qu'on a poussé cette théorie des races à un point où elle est devenue anti-chrétienne et illogique. Où se trouvent écrrites, je vous le demande, ces sublimes paroles: "Dieu a fait du même sang toutes les nations qui habitent la surface du globe?" - Voilà la véritable théorie des races - et c'est là ce qui fait que je suis aucunement effrayé de la perspective d'une majorité française dans la législature locale; car si elle est injuste ce ne pourra être qu'accidentellement, et qu'on sache bien que si je parle ainsi ce n'est pas parce que je partage la même croyance religieuse, car la langue et le sang sont des barrières que la religion elle-même est impuissante à faire disparaître. Je ne crois pas non plus que mes compatriotes protestants doivent avoir aucune crainte que ce soit, parce que les Canadiens français n'ont jamais été intolérants; leur caractère ne s'y prête pas, à moins toutefois d'être persécutés, mais alors il n'arrive que ce qui a lieu pour toutes les autres races de toutes les croyances."²⁴

Quelques autres hommes politiques étaient moins enthousiastes que McGee. Témoin cet esprit assez clairvoyant qu'était Christopher Dunkin et qui, lors du Débat sur les Résolutions de Québec déclarait:

"L'on vient vous parler de fonder "une nouvelle nationalité", de rallier toute la population autour de son nouveau gouvernement à Outaouais! M. l'Orateur, une pareille chose est-elle possible? Dans notre société, nous comptons un bon nombre des nôtres dont la pensée nationale et le cœur même sont à Londres; un grand nombre d'autres encore dont les sympathies se concentrent sur Québec et qui, entraînés par la force de leurs sentiments, portent leurs regards vers Paris; d'autres aussi, et ils sont nombreux, dont les yeux se baignent de larmes au seul souvenir de la Verte Erin; et enfin, il existe une certaine classe de nos compatriotes qui ont un faible pour Washington; mais est-il un grand nombre d'entre nous qui soient sincèrement attachés à la cité d'Outaouais, le siège de la nouvelle nationalité que l'on veut créer? Dans un temps à venir, quand les populations auront mûrement réfléchi sur ces questions qui souleveront les préjugés nationaux, qui enhardiront les passions, l'idée de notre nationalité paraîtra très étrange!"²⁵

24. Id., pp. 145-146.

25. Id., p. 516.

C'était évidemment un adversaire de la Confédération!

Ce problème de la naissance d'une nationalité canadienne ne semble avoir préoccupé les Canadiens de langue française que pour autant qu'ils pourraient y survivre comme groupe et, pour plusieurs, pour autant que le nouveau régime leur permettait d'éviter l'annexion. Aussi le Journal de Québec semble-t-il avoir représenté une bonne partie de l'opinion publique lorsqu'il écrivait, le 17 décembre 1864:

"Nous ne pouvons pas rester toujours dans l'état colonial! Oui, nous, nous voulons être, un jour, nation, et puisque c'est là notre destinée nécessaire et le but de nos aspirations, nous aimons mieux la condition politique dont nous serons un élément vital et toujours existant, que d'être jetés, comme une goutte d'eau perdue dans l'océan, au milieu d'un peuple immense où nous perdrions, en quelques années, notre langue, nos lois et jusqu'au souvenir de nos glorieuses origines."

G)

Le nationalisme canadien-français

La tentation est facile de projeter dans le passé des sentiments et des idées d'aujourd'hui et d'aller jusqu'à soutenir que la naissance de la Confédération a ralenti le développement du nationalisme canadien-français et son épanouissement constitutionnel. Certes, avant 1867, le nationalisme canadien-français s'était développé, mais ce n'est que quelques années plus tard qu'apparaîtra vraiment l'idée séparatiste, -- et que le nationalisme canadien-français tentera de

se traduire en formule politique.

Au moment de la Confédération, les Libéraux, pour s'y opposer, prétendaient évidemment que le nouveau régime mettrait en danger la survivance du Canadien français. Les uns le firent avec mesure comme Antoine-Aimé Dorion qui disait à McGee qu'il était surpris de le voir "lui, Irlandais" appuyer une mesure qui doit aboutir à une union législative, et dont l'objet est d'assimiler le peuple du Bas-Canada à la population dominante dans les provinces britanniques".²⁷ D'autres, comme Joseph Perrault, furent plus violents. Après avoir brossé à larges traits les injustices commises par l'Angleterre dans le monde, après avoir raconté la dispersion des Acadiens et les Troubles

26. Jean-Charles Falardeau et moi-même avons tenté il y a une vingtaine d'années d'esquisser une genèse de la naissance et du développement du nationalisme canadien-français. Cf. Jean-C. Bonenfant and Jean-C. Falardeau "Cultural and Political implications of French-Canadian Nationalism" in Canadian Historical Association Report, 1946, pp. 56-73. Dans une série de trois conférences, données au printemps de 1962 au réseau français de Radio-Canada, le professeur Maurice Séguin, de l'Université de Montréal, a présenté sous un éclairage profondément nationaliste, une étude qu'il a intitulée "Genèse et historique de l'idée séparatiste au Canada français" qu'il a publiée ensuite dans la livraison de juin 1962 de la revue Laurentie. Après avoir tenté de montrer que les Canadiens (M. Séguin entend par ce mot les Canadiens français) ont élaboré de 1763 à 1837 toute une théorie de la "nation canadienne", de ses droits et de ses rapports avec la Grande-Bretagne, après avoir tenté de montrer que le nationalisme politique se complète d'un nationalisme économique, le professeur Séguin écrit cependant: "Ce séparatisme est reporté dans le temps, par la crainte qu'inspire aux Canadiens la puissance américaine. Ce peuple, dit-on qui n'est encore que dans l'adolescence, redoute une union avec la nation voisine, surtout parce que sa nationalité courrait un grand danger d'être submergée par la population hétérogène supérieure en nombre et en industrie. (p. 971)

27. Débats, pp. 630-631.

de 1837-38, il conclut avec grandiloquence:

"Il y a six mois à peine, le Canada français vivait heureux et confiant dans la garantie de la constitution actuelle. Aujourd'hui, il ne peut plus en être ainsi, tant que les changements proposés menaceront son existence comme race. Impossez-lui ces changements et vienne l'heure du danger, l'Angleterre s'apercevra, mais trop tard, qu'elle aura perdu ses plus loyaux sujets. Notre population aura appris que de deux maux il faut choisir le moindre, et que, entre la confédération et l'annexion, le moindre ne se trouve pas, malheureusement, avec la confédération. Avant de marcher à une boucherie certaine, le soldat se demandera pourquoi il va combattre, et si la constitution qu'il va défendre mérite le sacrifice de sa vie? Le jour où le soldat canadien-français se fera cette question, sera le dernier de la puissance anglaise en Amérique."²⁷

Déjà, le 23 juillet 1864, Le Pays avait exprimé la crainte que sous la Confédération la province de Québec ne soit qu'une grande municipalité sans pouvoir:

"Les améliorations se feront au gré de la majorité, et l'on sait assez ce que peut faire l'esprit de jalousie contre le Bas-Canada sans finances, sans initiative dans les grands travaux publics, la législation locale ne sera guère autre chose qu'un grand conseil municipal où se débattront de petits intérêts avec une acrimonie d'autant plus vive que la minorité anglaise sera plus jalouse qu'elle ne l'est maintenant de faire prévaloir son influence, quand elle ne pourra plus s'appuyer sur le Haut-Canada."

Les Conservateurs se montraient évidemment plus confiants et La Minerve écrivait le 9 août 1864:

"Si nous avions à lutter contre quinze ou vingt millions d'étrangers, avec un gouvernement qui nous mettrait absolument sous leur contrôle, notre fusion complète pourrait être à craindre; mais avec une union fédérale, qui donne une majorité aux étrangers seulement dans une des parties du gouvernement fédéral qui lui-même n'aura juridiction que sur des questions générales, que sur des questions qui sont absolument les mêmes et qui doivent nécessairement être

27. Débats, pp. 630-631.

résolues de la même manière pour tous, nous croyons totalement impossible que la nationalité française disparaisse au Canada. L'histoire du monde ne contient rien de semblable. On n'a jamais vu qu'une race forte, ayant toutes les conditions de vitalité que possède aujourd'hui la race française en Amérique, et surtout maîtresse du sol, n'ayant à soutenir que des luttes égales contre des populations trois fois aussi nombreuses, avec un gouvernement qui lui laisse la liberté pleine et entière de maintenir ses institutions, sa langue et sa religion, ait péri."

Quelques jours plus tard, le 19 août 1864, le même journal revenait à la charge et employant le mot "nationalité" pour désigner les Canadiens français, il écrivait:

"Après avoir démontré l'importance qu'il y a pour nous, sous divers points de vue, d'effectuer une Confédération avec les autres provinces de l'Amérique anglaise, il nous reste à examiner si les dangers qu'on en prévoit sont réels..."

La première question qui se présente naturellement, à cette nouvelle phase de la discussion, c'est celle qui se rapporte à la nationalité ... S'il est constant que la nationalité souffrira dans une union fédérale, qu'il y aura pour elle danger de disparaître, cette mesure doit être immédiatement rejetée... Mais d'un autre côté, si on prouve que notre nationalité possèdera, dans ce gouvernement, toutes les garanties de durée et de progrès qu'il nous soit possible d'espérer dans notre position, la question se trouve décidée, parce que personne n'a, jusqu'à présent, nié les avantages matériels qui en résulteront pour le Bas-Canada."

Le 13 août, il concluait:

"C'est pour le Bas-Canada seul que nous demandons une confédération, afin de mettre à l'abri notre existence nationale comme race française et catholique. C'est seulement pour conserver cette nationalité à laquelle nous tenons autant qu'à la vie, que nous demandons une confédération."

Le 1er juin 1865, Le Journal de Québec exprime son optimisme en utilisant comme argument la survie des Acadiens. Il écrit:

"Mais si cette nationalité acadienne si peu nombreuse qu'elle n'est guère perceptible, a pu se maintenir intégralement pendant plus d'un siècle sur le sol britannique du Nouveau-Brunswick, qu'aurions-nous à craindre d'une confédération de toutes les provinces, nous, avec nos belles institutions qui tous les jours se développent et prennent une vigueur nouvelle, et avec notre population relativement nombreuse pour les protéger? Comment peut-on prédire que nous y perdrions notre nationalité quand on voit les débris de la nationalité acadienne survivre à tant d'événements, à tant de secousses qui auraient dû, il semble, l'engloutir depuis long-temps?

Non, il est inutile de s'alarmer sur l'effet qu'une confédération pourrait produire sur notre nationalité qui est assez forte et assez vivace pour survivre à tous les changements et les rairies alarmistes des feuilles soi-disant nationales, quand même elles seraient sincères, ce qui est plus que douteux, perdent toute leur valeur devant des faits comme ceux que nous avons cités, devant des exemples comme celui qui nous est donné par la population française du Nouveau-Brunswick.

Une chose qu'il importe de ne point oublier en parlant de ce sujet, c'est qu'avec une confédération nous pourrions étendre sur ces groupes d'Acadiens disséminés dans les provinces maritimes, le bras protecteur de notre influence. Les services que nous pourrions leur rendre ne les engageraient à rien, si ce n'est à un sentiment de reconnaissance que la générosité de leur cœur leur ferait comprendre aisément.

Comme de raison, si nos services devenaient importuns, ils seraient aussi libres de s'en passer qu'ils le sont aujourd'hui. Nous croyons que sans le rapport de l'éducation et des connaissances générales nous pourrions leur être utiles et leur rendre de réels services."

Il est intéressant de constater qu'on retrouve des sentiments analogues même en dehors des milieux strictement politiques ainsi qu'en témoigne cette expression de confiance

de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal. A l'occasion de la fête nationale en juin 1865, elle témoignait en ces termes de la confiance des Canadiens français dans les Anglo-Saxons:

"Certes nous vivons dans un milieu étranger; mais nous sommes loin d'en redouter l'influence. Nous sommes faibles de toute notre infériorité numérique; mais nous sommes forts de la justice britannique et nous ne surprenons en nous aucun sentiment de défiance, quand nous nous disons sujets anglais. Nous sommes en paix avec toutes les nationalités et, Dieu merci, nous n'avons pas envie d'y renoncer.

Aussi, est-ce avec la conscience des devoirs remplis envers nos maîtres, que nous avons donné au sentiment national une loyale et franche expression."²⁸

Le 1er juillet 1867, La Minerve triomphe et voit même dans la Confédération la reconnaissance de l'indépendance nationale des Canadiens français:

"Comme Canadiens français, la position qui nous est faite dans la Confédération est excellente. Nos droits ont été reconnus dans leur signification la plus large.

Lord Carnarvon, en présentant le projet de Confédération à la Chambre des Lords, a pris la peine de citer les traités consentis entre la France et l'Angleterre, lors de la session du Canada, il y a un siècle. Il a reconnu, de la manière la plus formelle, que nos droits continuaient d'être garantis par la nouvelle constitution, et que si notre position était modifiée, elle l'était à notre avantage.

Telle est, d'ailleurs, la signification que l'on doit attacher à cette constitution. On y voit la reconnaissance de la nationalité canadienne-française. Comme la nationalité distincte et séparée, nous formons un état dans l'état, avec la pleine jouissance de nos droits, la reconnaissance formelle de notre indépendance nationale."

H)

La langue française

Ouvrons ici une parenthèse pour souligner qu'à l'occasion de la naissance de la Confédération, les Canadiens français furent heureux de voir reconnaître juridiquement l'usage de leur langue au parlement et devant les tribunaux. Jusque là, le français n'avait décrété que les documents de la Législature "seront dans la langue anglaise seulement" et, en 1848, l'amendement du parlement britannique (11-12, Vict. c. 7) n'avait fait que rayer cette disposition sans donner au français des droits constitutionnels. La résolution 48 des Résolutions de Québec se contenta d'abord de décréter que "les langues anglaise et française pourront être simultanément employées dans les délibérations du Parlement général ainsi que dans la législature du Bas-Canada, et aussi dans les cours fédérales et les cours du Bas-Canada".

La disposition ainsi rédigée laissait des doutes sur le statut juridique du français. Aussi le député Félix Geoffrion pouvait-il déclarer avec raison: "Si l'on examine attentivement (la résolution 46), l'on voit de suite qu'elle n'affirme pas que la langue française sera sur le même pied que la langue anglaise dans les chambres fédérale et locale. En effet, au lieu de "devra" qu'on aurait dû mettre dans cette résolution, on a écrit "pourra", de sorte que si la majorité anglaise décide que les votes et délibérations ainsi que les bills de ces chambres ne soient imprimés qu'en anglais, rien ne pourra empêcher que sa décision ne soit mise à effet. Il va sans dire que nous pourrons nous servir de la langue française dans les discussions; mais,

d'un autre côté, il est évident que la majorité pourra décréter, quand elle le voudra, que les bills et les délibérations de nos chambres ne soient pas imprimés en français, et, par conséquent, cette clause ne nous offre aucune garantie, à nous, Canadiens français."²⁹

Hector Langevin lui répondit immédiatement: "Je suis certain que l'hon. député de Verchères apprendra avec bonheur qu'il a été parfaitement entendu à la conférence de Québec que la langue française ne serait pas seulement parlée dans les cours de justice et dans le parlement fédéral et le parlement local du Bas-Canada, mais que de même qu'aujourd'hui les votes et les délibérations de ces législatures, ainsi que toutes les lois fédérales et de la législature du Bas-Canada, seront imprimées dans les deux langues. Il y a même plus: la langue française sous la confédération sera parlée devant les tribunaux fédéraux, avantage que nous n'avons pas aujourd'hui quand nous avons à nous présenter devant les cours d'appel de la Grande-Bretagne."³⁰

Quelque temps plus tard, un autre député Français Evanturel revint à la charge pour demander cette fois à John A. MacDonald si la résolution 46 devait "être interprétée comme mettant l'usage des deux langues sur un pied d'égalité dans le parlement fédéral", et il reçut la réponse suivante: "Je puis () dire que la signification de l'une des résolutions adoptées par la conférence de Québec est ceci: - que les droits des membres Canadiens-français de la législature fédérale, relativement à l'usage de leur langue, seront précisément les mêmes que ceux

29. Débats, pp. 783-784.

30. Id., p. 786.

qu'ils possèdent aujourd'hui dans la législature actuelle du Canada, sous tous les rapports possibles. J'ai de plus la satisfaction de dire que du moment que ce sujet a été mentionné dans la conférence, les délégués des provinces d'en-bas ont unanimement déclaré que c'était raisonnable et juste, et qu'ils ont donné leur adhésion, sans une seule voix dissidente, à la justesse de la proposition que la position de la langue française relativement aux délibérations du parlement, à l'impression des mesures et à tout ce qui s'y rattache, soit précisément la même que celle qu'elle occupe dans cette législature."³¹

Antoine-Aimé Dorion fit remarquer avec raison que rien dans le texte de la résolution ne donnait la garantie de ce qu'affirmait MacDonald. En réalité, ce n'est qu'à Londres, lors de la rédaction de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, qu'on précisa à l'article 133, que si dans la chambre du parlement du Canada et de la législature du Québec l'usage de l'anglais et du français était facultatif, il était obligatoire dans la rédaction des documents. Dans les Résolutions de Londres, à la résolution 45, le caractère facultatif seul existait puisque le texte se lisait ainsi:

"L'usage de la langue anglaise ou de la langue française sera facultatif dans les chambres du parlement fédéral, pour les débats et la procédure, dans la législature locale du Bas-Canada et aussi dans les cours fédérales, ainsi que dans les cours du Bas-Canada."

31. Id., p. 942.

Il reste que pour la majorité des Canadiens français, le nouveau régime donnait pour la première fois un statut juridique à leur langue. Parlant de ce problème, La Minerve pouvait écrire le 15 mars 1865: "La Confédération aura donc pour effet de multiplier nos garanties."

I)

L'annexion

Si on admet que le statu quo de l'Union ne pouvait plus durer que l'indépendance du Bas-Canada ne se concevait même pas à l'époque, il semble bien que les Canadiens français n'aient eu qu'à choisir à l'intérieur de l'alternative de la Confédération ou de l'annexion aux Etats-Unis. Nous avons déjà eu l'occasion de constater que la crainte de l'annexion fut une des causes importantes de la naissance de la Confédération. Mais il y avait aussi des Libéraux qui souhaitaient ouvertement l'annexion ou qui du moins prétendaient qu'elle était inévitable. A la fin de 1864, les membres de l'Institut canadien de Montréal discutèrent longuement le problème et s'y montrèrent favorables.

32. La Minerve, 4 janvier 1865. Le journal conservateur ajoute: "M. Rameau vient également de publier dans l'Economiste français un article renfermant l'exposition des mêmes vues touchant l'alternative dans laquelle se trouve placé le Bas-Canada. (Il écrit:) "La constitution américaine n'est pas plus menaçante pour l'autonomie du Canada français que cette confédération projetée; et absorption pour absorption, mieux vaut s'épargner les sacrifices d'une lutte inutile. Inutile, disons-nous; car, si forte que puisse être cette confédération, il est trop évident qu'elle sera toujours hors d'état de résister à la puissance restaurée des Etats-Unis. ... L'Ordre cite avec éloges, et approuve sans restriction; il trouve que ces principes coïncident en tous points avec les siens, et déclare parfaite la comparaison entre la Confédération et l'annexion."

Un autre témoignage intéressant d'un partisan de l'annexion est celui de P. Blanchet contenu dans une lettre violente qu'il convient de reproduire:

"A l'honorable Georges Etienne Cartier, procureur-général du Bas-Canada.

Monsieur, - Comme dans un de vos discours prononcé dans l'enceinte du parlement, tel que je le lis dans votre organe La Minerve du 10 février courant, vous avez jugé à propos de mentionner mon nom comme un des adversaires de votre projet de Confédération, permettez-moi de vous répondre quelques mots au moyen de la presse.

Dans une partie de votre discours vous dites: "N'est-il pas touchant de voir le fameux Institut Canadien, sous la conduite du citoyen Blanchet, prendre la religion sous sa protection?" Le fameux Institut Canadien, dont je suis un humble membre, parait vous porter outrage, parce que cette institution éclairée et libérale a toujours défendu des principes de liberté et les vrais intérêts de nos compatriotes en opposition aux principes de despotisme que vous cherchez à établir.

Vous voulez, à la demande de l'Angleterre et pour servir sa politique jalouse et perfide, constituer sous le nom de confédération, de vice-royauté ou de monarchie, une puissance aristocratique des Etats-Unis, avec des flottes et des armées permanentes, qui seront une menace continue de guerre, sur une frontière de toute la largeur du continent, d'environ 1500 lieues depuis l'Atlantique jusqu'au Pacifique...

Et tout cela, dites-vous, pour nous empêcher d'être entravés dans une confédération américaine, comme si la confédération devait être bien dangereuse pour nous, et comme si notre entrée dans cette confédération ne devait pas être au contraire le plus grand bonheur qui pût nous arriver, parce qu'alors nous serions libres, nous aurions notre gouvernement auto-nome, nous ferions partie d'un grand peuple libre."

Les partisans de l'annexion n'étaient pas très nombreux.³³ Un d'entre eux, Hector Fabre, a, quelques années après la Confédération en 1871, bien exprimé leurs idées dans une conférence qu'il prononça à l'³⁴ Institut Canadien de Québec et qu'il publia en brochure sous le titre de Confédération, indépendante, annexion. Après avoir tracé un sombre tableau de la situation dans le Québec, Taché concluait que "l'abandon de l'Amérique pour l'Angleterre était non plus une affaire mais de nécessité (p. 21) et que la tentative de fonder une confédération anglo-canadienne à côté des Etats-Unis était visiblement condamnée à l'insuccès". (p.24) Pour Fabre, l'indépendance du Canada était impossible, et il concluait en souhaitant que Québec prenne l'initiative de l'annexion: "Quoi qu'il en soit, puisque ceux qui sont en position de voir, ferment les yeux; puisque ceux qui sont en position d'agir, se croisent les bras; puisqu'en Ontario, se complaisant dans une prospérité que l'annexion triplerait, dépense son énergie dans des luttes puériles; puisque les plus hardis se contentent d'essais timides et de propositions incolores; c'est à Québec qui, de toutes les provinces, est celle qui souffre le plus de la prolongation de la situation actuelle; c'est à Québec qui a toujours, d'ailleurs,

33. "Il n'y avait plus vraiment, pour souhaiter l'annexion qu'une petite minorité de radicaux impénitents qui traduisaient leur admiration pour la République américaine en donnant à leurs enfants les prénoms de George Washington, Jeffersen, Abraham Lincoln, Virginia ou Columbia". Jean Bruchési, "Les Canadiens français et leurs voisins" dans Les Canadiens français et leurs voisins du sud, publié sous la direction de Gustave Lanctôt, Montréal, 1941, p. 233.

34. Hector Fabre, Confédération, Indépendance, Annexion, Québec, 1871.

montré plus de largeur de vues et de véritable esprit politique, à rompre le silence de convention qui plane sur les maux et les désirs du pays; c'est à Québec à prononcer enfin le mot décisif. Et elle recueillera avec l'honneur d'avoir agi la première, le bénéfice d'être entendue la première dans les conseils où se décideront nos destinées. Assez de liens déjà nous attachent à la République Américaine, assez de titres nous recommandent à sa sympathie, pour que nous puissions nous en remettre avec une confiance entière à son esprit de justice."³⁵

J) Difficultés politiques
dans le Canada-Uni

Quand on étudie les causes qui ont fait naître la Confédération, on constate que leur jeu a été précipité par le désir de sortir des difficultés politiques auxquelles faisait face le Canada-Uni. Nous avons rappelé ailleurs comment l'Union en créant une représentation égale à la législature pour le Haut et le Bas-Canada s'était transformé en un régime injuste à cet égard pour l'élément anglo-saxon et avait fait de la représentation selon la population le grand thème de la vie politique du Canada-Uni. Cette question était aussi à la base de l'instabilité ministérielle et pour la résoudre, le fédéralisme était la seule solution. C'est ce que comprit Cartier et avec lui une bonne partie de la population.

La Minerve résumait bien la situation, le 16 juillet 1864, lorsqu'elle écrivait:

"... la représentation basée sur la population avec la confédération est une question

toute différente de la représentation basée sur la population avec l'Union actuelle, puisque dans le premier cas elle est une sauvegarde et une garantie d'indépendance et que dans le second cas elle est un moyen infaillible d'asservissement et de dépendance.

La presse démocratique trompe donc sciemment le public, quand elle affecte de ne pas voir de différence dans les deux cas."

Quelques jours auparavant, La Minerve avait déjà souligné le fait que le Bas-Canada ne pouvait pas être un obstacle à la Confédération et ne pouvait pas s'opposer à un autre facteur qui détermina les événements, la volonté de la métropole:

"Il y a longtemps qu'on parle en Angleterre d'unir sous un même gouvernement législatif toutes les possessions britanniques de l'Amérique. Et il est incontestable que pour l'Angleterre et pour les populations purement anglaises cette union serait d'un immense avantage ...

Or une union législative serait pour nous un véritable suicide.

Mais, d'un côté, pouvons-nous complètement entraver le mouvement des autres populations plus nombreuses que nous, qui en présence d'un danger sérieux qui les menace ainsi que nous, veulent prendre les moyens qui seuls peuvent nous sauver ensemble? Lorsqu'un mouvement général se fait vers la confédération et lorsque ce mouvement est parfaitement motivé, nous est-il permis de nous tenir sur la voie comme un obstacle infranchissable, au risque d'entraîner leur ruine et la nôtre? ...

Restés à l'écart, sans force, sans puissance, isolés du reste du continent, arriérés, nous deviendrions la proie facile de ceux qui pourraient avoir la fantaisie de nous adjoindre à leur territoire."

C'était évidemment un compromis comme l'écrivait Le Journal de Québec du 4 août 1864:

"Si nous adoptons la confédération soit pour les Canadas ou pour toutes les provinces de l'Amérique du Nord, ce sera pour le même motif que toutes ces confédérations anciennes, c'est-à-dire un compromis entre des intérêts divers et des peuples qui tiennent à conserver leurs autonomies réciproques. Notre constitution actuelle n'est-elle pas elle-même un compromis entre deux intérêts distincts?

Qui oserait dire, en effet, que, si nous avions tous une même langue, une même religion et les mêmes intérêts matériels, nous préférions la confédération à un gouvernement unitaire?

La conclusion de ces observations, c'est que la confédération ne doit être adoptée que comme nécessité et conséquence de la diversité des intérêts et des sentiments qui ne pouvant se fondre, tâchent au moins de s'unir, dans une certaine mesure, pour la protection commune; en dehors de là, elle n'a aucune raison d'être, et ce sera à ce point de vue que nous devrons l'envisager."

K)

Le fédéralisme théorique

En terminant l'étude de l'attitude de Canadiens français en face des causes qui ont déterminé la naissance de la Confédération, on peut se demander quelle idée théorique ils pouvaient avoir du fédéralisme. ³⁶ Dans les polémiques qu'a soulevées, ces dernières années, le fédéralisme canadien, on a trop souvent prêté aux hommes qui l'ont vu naître de belles idées auxquelles ils n'ont jamais songé sans doute parce qu'on a cru que les Pères de la Confédération et leurs adversaires étaient des théoriciens comme leurs prédécesseurs américains de la fin du dix-huitième siècle ou comme les politicologues

36. J'ai moi-même étudié ce sujet dans un article intitulé "L'idée que les Canadiens français de 1864 pouvaient avoir du fédéralisme" et publié dans Culture, XXV (1964) pp. 307-322. Je résume ici mes constatations.

modernes. En effet, plusieurs des participants aux discussions de Philadelphie pouvaient citer Montesquieu et par ailleurs, le fédéralisme a connu sous toutes ses formes, au vingtième siècle, un épanouissement idéologique qu'on n'aurait même pas pu soupçonner il y a cent ans. Aussi des esprits superficiels courrent-ils le danger, que redoutent les historiens, de voir et d'interpréter le passé sous l'éclairage anachronique du présent.

Qu'était-ce donc que le fédéralisme pour un homme moyen de langue française vivant entre 1860 et 1870 sur les bords du Saint-Laurent et susceptible par conséquent de subir la triple influence de ce qu'on avait pu écrire sur le sujet de France, en Angleterre et aux Etats-Unis? C'était tout d'abord un mot qui, ainsi que tous les autres mots qui s'y rattachaient, manquaient de précision aussi bien en anglais qu'en français d'ailleurs.

Pour la septième édition du Dictionnaire de l'Académie française, qui est de 1884, c'est au milieu du siècle qu'on a étudié les mots commençant par la lettre "C". On a défini "Confédération": "Ligue, alliance entre les états indépendants" et "Fédération": "Alliance, union politique d'états". Le Dictionnaire national ou Dictionnaire universel de la langue française de Bescherelle, dans sa douzième édition, qui est de 1867, dit de "Confédération": "Ligue, alliance entre états indépendants, des villes, des petits princes, pour faire ensemble cause commune, obtenir le redressement dans leurs torts, défendre leurs droits", mais "fédération" n'est pour lui qu'"alliance, union desordres d'un Etat; pacte fait entre eux, pour le salut public". Le Dictionnaire de la langue française de

Littré, dont le tome premier est de 1873, nous donne une meilleure définition de la Confédération. C'est pour lui l'"Union entre plusieurs Etats qui, tout en gardant une certaine autonomie, s'associent pour former un seul Etat à l'égard de puissances étrangères," et il donne comme exemples la confédération suisse, la confédération des Etats-Unis, la confédération germanique. Pour lui, la fédération n'est que l'"Union politique d'Etats". Dans le Grand Dictionnaire universel de XIXe siècle de Pierre Larousse, dont la publication se fit de 1865 à 1873, il est beaucoup question de fédéralisme et on en arrive presque à faire la distinction moderne entre confédération et fédération puisque le premier mot est défini comme étant l'"Union de plusieurs Etats qui se soumettent à un pouvoir général, tout en conservant un gouvernement particulier" et le second comme étant l'"Union de plusieurs Etats, de plusieurs pays sous le système fédératif". Les dictionnaires anglais de l'époque ne sont pas plus précis, car une édition de 1864 du Webster dit que "Confédération" aussi bien que "fédération" est une "league". On n'obtient pas plus de précisions dans des ouvrages spécialisés comme le Dictionnaire général de la politique de Maurice Block,³⁷ qui est de 1863, que les journaux de l'époque citent au Canada de langue française, et qui, au mot "fédération", se contente de faire un renvoi à "confédération". A ce mot, on lit que "dans son sens le plus large, toute association de peuples d'Etats qui se forme en vertu d'un traité (cum foedere) est une confédération". Un certain nombre d'écrivains ont employé tous ces mots, mais pour eux ils étaient vagues et imprécis et

37. Maurice Block. Dictionnaire général de la politique, Paris, O'Lorenz, librairie-Éditeur, 1863, 2 tomes.

on est porté à sourire lorsqu'on lit dans Chateaubriand que "le fédéralisme était une des formes politiques les plus communes employées par les sauvages".

En face de cette imprécision générale, il n'est donc pas surprenant que les Canadiens français de 1860 à 1870 aient employé presque au hasard les mots confédération, fédération et aussi union, les uns avec à l'esprit comme sous-entendu l'épithète "fédérative" et quelques-uns peut-être l'épithète "unitaire". Ils ne faisaient d'ailleurs en cela qu'imiter leurs compatriotes canadiens-anglais. Le professeur W.P.M. Kennedy a prétendu naguère que "during the debates on the Quebec resolutions in the parliament of Canada in February 1865, "federation" and "confederation" seem to have been deliberately used to confuse the issue". Et il ajoutait, en songeant surtout à John A. MacDonald: "It is clear that there was a certain amount of camouflage". Je ne crois pas, pour ma part, à autant de machiavélisme et je pense qu'en général à propos de l'emploi de "confédération" et de "fédération" on peut accepter la constatation du professeur Peter B. Waite, savoir que pour les Canadiens de l'époque "Confederation" "meant federation of all the provinces, as opposed to federation of the two sections of Canada".

38. Châteaubriand, *Voyage en Amérique*. Chapitre du gouvernement.

39. W.P.M. Kennedy, The Constitution of Canada, 1534-1937, Seconde édition, Oxford University Press, Toronto, 1938, pp. 401-402.

40. P.B. Waite. The Life and Time of Confederation 1864-1867. University of Toronto Press, 1962, p. 38.

Dès le 7 septembre 1864, à l'occasion de la Conférence de Charlottetown, Le Courier du Canada parle de la Confédération de toutes les provinces et de la "fédération des deux Canadas". Il est cependant facile de prouver que cet usage n'a pas toujours été respecté. Hector Langevin parle de la "confédération des deux Canadas"⁴¹ et tout près de lui, Antoine-Aimé Dorion oppose la "confédération des deux Canadas" à la "confédération de toutes les provinces".⁴² Joseph Cauchon fait de même.⁴³

Pour les Canadiens français de 1864, les mots qui expriment habituellement le fédéralisme sont donc imprécis ou ont un sens arbitraire, car même si on admet la constatation du professeur Waite, ce serait une dangereuse projection dans le passé d'une conception moderne si l'on prétendait qu'on employait "confédération" pour toutes les provinces et "fédération" pour les deux Canadas parce que dans le premier cas, on voulait que le lien fédératif fût plus lâche que dans le second.

Incertains sur le sens des mots, les Canadiens français de l'époque ne savaient guère ce qu'était dans la théorie aussi bien que dans la réalité le fédéralisme lui-même. Ils participaient d'ailleurs en cela à l'ignorance générale. Comme ouvrage relativement facile pour se renseigner, on avait alors le Dictionnaire général de la politique de Maurice Block qui avait

41. Débats sur la Confédération, Québec, 1865.

42. Id., p. 659.

43. Id., p. 699.

paru en 1863 et qu'utilisaient parfois les journaux canadiens-français. On y trouve une assez bonne définition du fédéralisme: "système politique qui tend à associer, quant à leurs intérêts généraux, sous un gouvernement central plusieurs provinces, plusieurs Etats indépendants qui conservent, en tout ou en partie, leur autonomie".⁴⁴ Au mot "confédération", l'étude théorique du phénomène est assez bonne, mais les exemples concrets, qui oublient les Etats-Unis et qui appuient sur la Confédération germanique, ne pouvaient être d'aucune inspiration pour les Canadiens de langue française.⁴⁵

Evidemment, les Canadiens français connaissaient comme leurs compatriotes canadiens-anglais l'exemple américain, mais la plupart d'entre eux semblaient avoir été tellement envoûtés par la crainte des Etats-Unis et de la forme de démocratie qu'ils représentaient qu'ils n'en ont guère profité ou que du moins ils n'en ont vu que les aspects concrets. Ce n'est pas à Georges-Etienne Cartier, ni aux politiciens qui l'entouraient, qu'on pouvait demander de disserter sur les essais du Federalist et de commenter la pensée d'Hamilton, de Jay et de Madison.

Il est un écrivain que les témoins - Canadiens français de la genèse de la Confédération auraient pu citer s'ils avaient voulu appuyer par la théorie leurs réclamations et surtout s'ils avaient voulu se montrer à la page: c'est Pierre-Joseph Proudhon. En 1862, Proudhon avait publié La Fédération et l'Unité en Italie et s'était opposé à un système unitaire pour la péninsule allant jusqu'à écrire: "Les fédérations, leur solidarité,

44. Maurice Block, op. cit., tome 1, p. 1012.

45. Id., pp. 463-480.

leur influence réciproque, leur appui mutuel: tel est donc, selon moi, l'unique et puissant moyen qui reste à la Révolution de se poser et d'agir, non plus comme partie de démagogie évincée, coalition de conspirateurs et d'aventuriers, mais comme parti de la justice, de la science et de la liberté.⁴⁶ Mais surtout, en 1863, il publie Du principe fédératif. Dès le début, on fit cette affirmation orgueilleuse, mais presque vraie, qui explique un peu l'attitude intellectuelle des Canadiens français à l'égard du fédéralisme: "la théorie du système fédératif est toute nouvelle: je crois même pouvoir dire qu'elle n'a encore été présentée par personne".⁴⁷ Mais Proudhon semble inconnu de ce côté-ci de l'Atlantique et même si quelques exemplaires du Principe fédératif avaient traversé l'Atlantique, on aurait craint de référer à l'écrivain socialiste qui était l'auteur de la formule paradoxale "La propriété, c'est le vol".

46. Oeuvres complètes de P.J. Proudhon, nouvelle éd. Du principe fédératif. Lib. Marcel Rivière et Cie, 1959, p. 151.

47. Id., p. 270. A propos de cette affirmation de Proudhon, J.L. Puech et Th. Ruyssen font remarquer dans leur essai sur "Le fédéralisme dans l'oeuvre de Proudhon" dans Introduction du Principe fédératif, dans l'édition Rivière, que "cette assertion n'est à demi exacte" (p. 62) et ils ajoutent: "Il est vrai que Proudhon a été le premier à exposer une conception purement rationnelle du fédéralisme, en la déduisant des principes généraux de la politique; là est sa véritable originalité." Et ils montrent tous les ouvrages dont Proudhon a pu s'inspirer pour conclure: "Il y a toujours quelque risque d'injustice à affirmer qu'un penseur qui élabore et enrichit une thèse, surtout quand ce penseur à l'envergure d'un Proudhon, a emprunté l'essentiel de celle-ci à tel ou tel de ses devanciers; tout ce que nous pouvons et devons faire est de constater que, dans la doctrine du Principe fédératif, tous les éléments ne sont pas aussi nouveaux que l'auteur le pensait." (p. 69)

Il est un écrivain français, qui n'est peut-être pas très important mais connu au Canada, dont les opinions ont troublé les Canadiens de langue française à l'approche de la Confédération: C'est Edmé Rameau de Saint-Père. Cet essayiste français, avant même de venir sur les rives du Saint-Laurent, s'était passionné pour l'étude de la survivance du Français en Amérique et avait publié, en 1859, La France aux Colonies.⁴⁸ L'année suivante, il avait traversé l'Atlantique et parcouru l'Amérique du Nord où à son départ il avait laissé de nombreux amis avec lesquels il resta en correspondance. Aussi attachait-on beaucoup d'importance à un article que Rameau de Saint-Père publia dans l'Economiste français du 8 décembre 1864 et que la plupart des journaux canadiens-français s'empressèrent de reproduire et de commenter quelques semaines plus tard. Selon l'essayiste français, il se produisait en Amérique un mouvement en faveur des gouvernements forts et c'est ce qui poussait les Canadiens vers un régime fédératif, ce qui serait "sacrifier les intérêts provinciaux et la liberté générale au vain plaisir de constituer un pouvoir central et vigoureux." Et l'ami des Canadiens français ajoutait: "Les conséquences en seraient trop spécialement fâcheuses pour les Canadiens français". Finalement, il suggérait ceci: "Former une union de provinces aussi débile qu'on voudra l'imaginer, la constituer sous le bénéfice d'une neutralité permanente, comme pour la Suisse, la placer sous la protection des puissances européennes et renoncer

48. Sur ce personnage, cf. Jean Bruchési, Rameau de Saint-Père et les Français d'Amérique. Les Editions des Dix, Montréal, 1950.

49. E. Rameau. La France aux colonies, Paris, Jouby, Libraire-Editeur, 1859.

à tout simulacre même de puissance militaire. Voilà, croyons-nous, la plus efficace et la moins dangereuse dépense que puisse se donner l'Amérique du Nord contre ses ambitieux voisins."

On répondit à Rameau de Saint-Père et, sous un ton amical, on lui laissa voir que malgré sa connaissance de l'Amérique, il ne saisissait pas très bien le problème. Le Canadien du 9 janvier 1865 écrivit même: "Les Canadiens français sont aussi intéressés que les autres à ce que l'autorité centrale ne soit pas un vain simulacre, aussi impuissant à l'extérieur qu'inutile à l'intérieur et qui deviendrait bientôt la risée de l'étranger".

Très souvent, les journaux parlent des "principes qui servent de base au régime fédéral", mais sans jamais les définir. C'est en vain qu'on cherche -- dans les écrits de l'époque des considérations sur le rôle du bicaméralisme dans le fédéralisme et sur l'importance d'une constitution écrite. Mais il est un point essentiel du système fédératif dont on fut obscurément conscient: c'est la nécessité de la souveraineté parallèle des deux pouvoirs, le pouvoir fédéral et le pouvoir provincial. Joseph-C. Taché insiste sur la nécessité du contrôle exclusif des provinces dans les domaines qui leur ont été assignés.

Aussi dès que furent connues les Résolutions de Québec, on les scruta sous cet aspect. Trois points étaient de nature à inquiéter les Canadiens français qui voulaient que le Québec soit vraiment souverain dans les sphères qui avaient été assignées aux provinces. C'était la résolution 38 qui statuait que le lieutenant-gouverneur serait nommé par le Gouverneur

général en conseil à une époque où l'un et l'autre pouvaient encore avoir des pouvoirs personnels. C'était la résolution 50 qui disait que les bills de la législature locale pouvaient être réservés pour la considération du Gouverneur général et enfin, c'était l'article 51 en vertu duquel les bills adoptés par les législatures locales étaient soumis à l'annulation possible, le "désaveu" du Gouverneur général durant les douze mois qui suivaient leur adoption. Par suite de conventions qui semblent assez bien établies, nous savons que ces restrictions ne nuisent en rien aujourd'hui à la souveraineté des provinces, mais il ne faut pas oublier qu'il n'y a pas longtemps encore elles faisaient écrire à un des plus éminents spécialistes du fédéralisme dans le monde anglo-saxon: "I prefer to say that Canada 50 has a quasi-federal constitution".

Plusieurs orateurs libéraux canadiens-français exprimèrent leurs craintes au sujet du lieutenant-gouverneur. Joly résumait bien ces craintes en ces mots: "Il ne faut pas oublier que le lieutenant-gouverneur, qui aura le droit de résérer les bills du parlement local pour la sanction du gouverneur-général, sera nommé par le gouverneur-général en conseil, c'est-à-dire par le gouvernement fédéral; et comme de raison, l'on doit s'attendre à ce qu'il agira conformément aux vues du gouvernement fédéral. Tout bill réservé par lui aura donc besoin de la sanction du gouvernement fédéral, qui pourra refuser s'il le juge à

50. K.C. Wheare, Federal Government, Third Edition. Oxford University Press, 1953, p. 20.

51 propos". A cela, les partisans du projet répondaient avec candeur comme Hector Langevin "Sous le système proposé, les lieutenants-gouverneurs seront nommés par le gouvernement central auquel ils seront nécessairement responsables de leurs actes. Or, dans ce gouvernement, nous aurons plus d'une voix, nous y serons représentés par nos ministres, qui seront là pour faire condamner toute empiétement (sic) ou tout acte arbitraire que pourrait se permettre un lieutenant-gouverneur. Si le gouvernement central refusait de nous rendre cette justice et persistait à ne pas rappeler tel lieutenant-gouverneur qui aurait ainsi forfait à ses devoirs vis-à-vis de la population qu'il gouvernerait, nous aurions nos 65 représentants pour protester et voter au besoin contre un gouvernement qui oserait agir ainsi".⁵²

Mais la pire atteinte au véritable fédéralisme était évidemment le droit d'annulation des lois provinciales par le gouverneur général. Antoine-Aimé Dorion en exprima très bien le danger en ces mots: "Ne voit-on pas qu'il est très possible qu'une majorité dans un gouvernement local soit opposée au gouvernement général, et que dans ce cas la minorité demandera au gouvernement général de désavouer les lois décrétées par la majorité? Les hommes qui composeront le gouvernement général

51. Débats, p. 307. A propos de la nomination, Eric Dorion est encore plus violent: "Je m'oppose au projet de confédération parce que les gouverneurs locaux ne seraient que des créatures dans les mains du gouvernement général, intervenant dans les affaires locales par la pression continue que l'on exercera sur eux chaque fois que l'on désirera donner le change à l'opinion des parlements locaux, élus par le peuple de chaque province sur toute question qu'ils auraient à débattre" (Débats, p. 861).

52. Id., p. 381. La citation est assez amusante lorsqu'on tient compte des événements qui devaient se dérouler en 1878 et en 1879 à l'occasion du coup d'état de Letellier de Saint-Just.

dépendront de l'appui de leurs partisans politiques dans les législatures locales qui exercent toujours une grande influence dans les élections, et pour conserver leur appui, ou dans le but de servir leurs amis, ils opposeront leur veto à des lois que la majorité de la législature locale trouvera bonnes et nécessaires.⁵³ C'était prévoir avec beaucoup de lucidité les luttes d'Oliver Mowatt et de John A. MacDonald. Hector Langevin tenta de répondre à ces arguments en disant que le "désaveu" qui pourrait être donné à une mesure sanctionnée par les gouvernements locaux ne pourrait être exercée que durant douze mois, tandis que sous le système actuel, ce pouvait être pendant deux ans, ce qui était assez faible comme argument.⁵⁴

Une façon de savoir ce que les Canadiens français pensaient du fédéralisme est aussi, évitant de revenir sur ce que nous avons déjà vu, d'interroger leurs principaux porte-parole politiques, Georges-Etienne Cartier, Etienne-Paschal Taché, Hector Langevin, Jean-Charles Chapais, et dans l'opposition, Antoine-Aimé Dorion, Eric Dorion, qui forment un microscope de l'époque.

On sait que Georges-Etienne Cartier n'était pas un théoricien. C'était le plus réaliste des politiciens et s'il se fit l'apôtre de la Confédération, ce ne fut pas pour faire triompher un système. C'est parce qu'il croyait que c'était la seule façon de sortir de la situation injuste pour le Haut-Canada mais favorable pour le Bas-Canada qu'avait créée la représentation selon la population et peut-être aussi parce qu'il était

53. Débats, p. 262.

54. Id., p. 323.

quelque peu lié aux intérêts ferroviaires. Ses idées sur le fédéralisme étaient fort pauvres. Dès le début de la longue série d'événements qui de juin 1864 à juillet 1867 menèrent à la naissance de la Confédération, Georges-Etienne Cartier montra que ses théories sur le fédéralisme étaient assez limitées et assez simplistes. Comme dans le mémoire servant de base à la formation d'un gouvernement de coalition, il était question des "principes bien compris du gouvernement fédéral", Luther Hamilton Holton eut la cruauté de demander à Cartier ce que voulaient dire ces mots. Cartier répondit d'abord que son interlocuteur savait aussi bien que qui que ce soit ce que l'on entendait par ces mots, puisque le chef de Holton, Antoine-Aimé Dorion connaissait bien le sens du mot fédération ayant proposé plusieurs fois d'établir le système fédératif dans le Canada. Finalement, Cartier déclara: "Le principe de fédération doit nécessairement signifier égalité de représentation dans une des branches de la législature, et pour ce qui regarde la représentation dans l'autre branche, la population et le territoire doivent être pris en considération.⁵⁵ Dans le discours que Cartier prononça à l'Assemblée législative du Canada-Uni et dans les interventions qu'il fit lors de la discussion sur les Résolutions de Québec, c'est en vain qu'on cherche des idées générales sur le fédéralisme.⁵⁶ Tout au plus peut-on y trouver l'esquisse d'une étude sur la différence qu'on constate entre la formation des nations dans les temps anciens et à l'époque moderne. "Les nations, déclare Cartier, sont formées maintenant par l'agglomération des divers

55. La Minerve, 25 juin 1864.

56. Débats, pp. 53-61.

peuples rassemblés par les intérêts et les sympathies. Et Cartier d'ajouter des considérations assez intéressantes surtout pour nous aujourd'hui sur la nationalité et les races. "Lorsque nous serons unis, dit-il en ajoutant si toutefois nous le devons, nous formerons une nationalité politique indépendante de l'origine nationale, ou de la religion d'aucun individu ...

L'idée de l'unité des races est une utopie ... une distinction de cette nature existera toujours de même que la dissemblance paraît être dans l'ordre du monde physique, moral et politique."

Quant à l'objection basée sur ce fait, qu'une grande nation ne peut pas être formée parce que le Haut-Canada anglais est protestant et que les provinces inférieures sont mixtes, elle

constitue, à mon avis, un raisonnement futile et extrême.

Et, plus loin, Cartier exprimait son idée simpliste du fédéralisme en disant que "sous le système de fédération, qui laisse au gouvernement central le contrôle des grandes questions d'intérêt général dans lesquelles les différences de race n'ont rien à démêler, les droits de race ou de religion ne pourront pas être méconnus".

Les Canadiens français n'ont donc pas eu du fédéralisme une vision théorique très élevée et ils auraient été incapables de dissenter sur la plupart des problèmes qu'il pose aujourd'hui. Ces problèmes, ils ne les ont même pas soupçonnés. Comment veut-on, par exemple, qu'ils aient imaginé tout ce qu'il y avait derrière le paragraphe 13 de l'article 92 sur la propriété et les

57. Id., p. 59.

58. Id., p. 59.

59. Id., p. 59.

droits civils! Comment auraient-ils pu soupçonner que l'interprétation judiciaire donnerait à cet article une portée aussi considérable! Savaient-ils ce qui se cachait derrière les mots "terre publique, bois et forêts" du paragraphe 5 de l'article 92? Que valait à l'époque la distinction entre impôt indirect"? Que valait même tout le partage des pouvoirs à une époque où le meilleur gouvernement était celui qui intervenait le moins possible dans la marche quotidienne des affaires?

Enfin, n'oublions pas que, pour les gens de 1864, le fédéralisme se réalisait à l'intérieur d'une colonie, c'est-à-dire d'un pays qui n'avait aucune activité internationale et qu'il n'était pas nécessaire de donner à l'extérieur une vision de la dualité canadienne.

Toutes les colonies britanniques en Amérique du Nord ont été confrontées avec les facteurs qui ont engendré la Confédération, mais les Canadiens français du Québec par suite de leurs origines et de leurs intérêts y ont fait face parfois avec des réactions différentes. Nous tenterons dans quelques pages de conclusion de faire la synthèse de ce qu'ils étaient et de leur attitude il y a cent ans.

Conclusion

Un des grands dangers qui existent en histoire et dans lequel on semble être souvent tombé à propos de la naissance de la Confédération, c'est de juger les événements à la lumière de faits postérieurs et avec une vision que ne pouvaient posséder les contemporains. Certes, au moment où s'est préparée la Confédération, les Canadiens de langue française formaient un groupe homogène qui possédait la plupart des caractéristiques qui, en Europe, depuis que s'était développé le principe de nationalité, faisait rêver à l'indépendance. On peut cependant affirmer que de 1860 à 1867, les Canadiens de langue française, tout en voulant conserver leur identité, n'ont jamais songé sérieusement à cette solution.

Par ailleurs, il semble bien qu'ils aient compris que le système politique créé par l'Union en 1840, même s'il leur était devenu plutôt favorable, devait se transformer parce que les Canadiens de langue anglaise du Haut-Canada ne pouvaient indéfiniment accepter de se voir refuser la représentation selon la population. Malgré l'opposition radicale des Libéraux de langue française et de quelques hommes politiques canadiens-anglais, on peut affirmer que la plupart des habitants du Bas-Canada jugeaient qu'une solution fédérative était inévitable. Il y eut cependant à l'époque une forte tentation d'annexion aux Etats-Unis ou du moins l'impression que cette annexion serait un jour inévitable et qu'après tout, il ne servait de rien de lutter contre des impératifs géographiques, économiques et politiques.

Georges-Etienne Cartier et le clergé catholique réussirent cependant à convaincre la population des dangers que ferait courir l'annexion et elle fut refusée à l'époque à peu près comme elle devait continuer de l'être depuis.

Acceptant le fédéralisme comme inévitable, les Canadiens de langue française s'efforcèrent d'en tirer le meilleur parti et de prévoir le mieux possible les difficultés qu'il créera. Les Canadiens français du Bas-Canada étaient évidemment le seul groupe qui, pour des raisons profondes de race, de langue et de religion, pouvait redouter les conséquences de la Confédération et ils auraient pu en retarder l'établissement. Sous l'influence de leurs chefs politiques et religieux, ils ne l'ont pas fait. Mais ils ont tout de même cherché à obtenir des garanties dont il est toujours facile de souligner après coup l'insuffisance.

Les Canadiens français semblent avoir assez bien compris quels pouvoirs il était nécessaire de confier aux provinces pour que le Québec puisse devenir maître à l'époque de ses principales institutions. C'est pourquoi, ils ont exigé que soit attribuée aux provinces la compétence dans les domaines du droit civil, de l'éducation et des affaires municipales. Ils ont pensé que le pouvoir provincial serait tellement développé dans le cas du Québec surtout qu'ils n'ont guère songé à la réalisation d'une véritable dualité canadienne au niveau fédéral. Encore faut-il à ce sujet faire bien attention de juger avec d'autres yeux que ceux de notre époque. Ils ont exigé le bilinguisme au niveau du Parlement qui, à cette époque, était beaucoup plus important que l'administration. Ils ont conçu le pouvoir fédéral comme

celui d'une colonie anglo-saxonne, qui ne pouvait alors s'exprimer dans le monde que par l'intermédiaire du gouvernement britannique, et ils ne pouvaient certes prévoir le phénomène du développement du statut international du Canada.

Il ne faut pas oublier que la Confédération a été réalisée à l'époque où le meilleur gouvernement était celui qui intervenait le moins possible dans la vie de ses habitants et il était beaucoup moins grave en 1867 que l'état fédéral soit presque entièrement anglo-saxon puisqu'il n'intervenait pas dans la vie économique et puisqu'il n'existaient pratiquement pas alors de mesures de sécurité sociale.

On peut cependant reprocher aux Canadiens français du Bas-Canada de ne pas avoir vraiment tenu compte des minorités françaises du Haut-Canada et des provinces maritimes. Cependant, une telle négligence s'explique par le fait que ces minorités étaient peu considérables et qu'elles n'étaient pratiquement pas représentées au point de vue politique. D'ailleurs, les problèmes d'éducation étaient beaucoup plus centrés sur la religion que sur la langue et c'est pourquoi la protection qu'on réclama pour les minorités le fut en fonction de la première plutôt que de la seconde.

Il reste cependant que la genèse de la Confédération fut un phénomène essentiellement anglo-saxon, un phénomène de pensée et d'expression anglaise et que lorsqu'on parle de "l'esprit de 1867", il faut faire bien attention de ne pas interpréter cet esprit trop restrictivement. A notre époque, il faut dépasser

l'esprit de 1867 pour adopter des solutions modernes et concrètes qui ne tiendront pas nécessairement compte des précédents historiques, mais qui devront répondre à des exigences modernes.

En terminant, je me permets de citer la conclusion d'un article que j'ai publié en 1963 sur l'esprit de 1867:

La Confédération s'est réalisée au siècle dernier parce que les Canadiens anglais avaient besoin que nous en soyons et parce que nous, Canadiens français, nous ne pouvions pas alors devenir indépendants. Malgré les apparences, la situation n'a guère changé: sans nous, les Canadiens anglais n'ont guère de raison de ne pas se transformer en Américains et quant à nous, Canadiens français, il semble bien que, vivant dans une Amérique anglo-saxonne, il faut que nous soyons liés par des liens fédératifs quelconques, qui ne sont pas nécessairement ceux d'aujourd'hui, avec nos voisins. La plupart des nations ont été formées non pas par des gens qui désiraient intensément vivre ensemble, mais plutôt par des gens qui ne pouvaient vivre séparément. Ce fut l'esprit de 1867: ce sera peut-être encore celui de 1967.¹

1. Revue d'Histoire d'Amérique française, 1963-64, pp.37-38.

A standard linear barcode is located in the top right corner of the page. It consists of vertical black lines of varying widths on a white background.

3 1761 11468900 3